

EXPOSÉ

D'UN

Projet d'Union Monétaire Universelle

SUR LA BASE DU BIMÉTALLISME OR ET ARGENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Vendredi 8 Janvier 1904, à deux heures

PAR

M. JEAN BARRÈME

Lauréat de la Faculté libre de Droit de Marseille et de la Faculté de Droit de Lyon



LYON
IMPRIMERIE DU SALUT PUBLIC

71, Rue Molière, 71

M D CCCCIV



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON PÈRE

EXPOSÉ

D'UN PROJET D'UNION MONÉTAIRE UNIVERSELLE

sur la base du Bimétallisme Or et Argent

EXPOSÉ

D'UN

Projet d'Union Monétaire Universelle

SUR LA BASE DU BIMÉTALLISME OR ET ARGENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Le Vendredi 8 Janvier 1904, à deux heures

PAR

M. JEAN BARRÈME

Lauréat de la Faculté libre de Droit de Marseille et de la Faculté de Droit de Lyon



LYON
IMPRIMERIE DU SALUT PUBLIC

71, Rue Molière, 71

M D CCCCIV

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱ I. ☉, doyen, professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱ I. ☉, professeur honoraire.

THALLER, I. ☉, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☉, professeur honoraire.

GARRAUD, I. ☉, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I ☉, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ☉, professeur de Droit civil.

COHENDY, ✱ I. ☉, professeur de Droit commercial,

PIC (P.), I. ☉, professeur de Droit international public et de Législation industrielle.

APPLETON (Jean), ☉ A., professeur de Droit administratif.

LAMBERT, ☉ A., professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, ☉ A., professeur de Science financière et de Droit constitutionnel comparé.

LAMEIRE, ☉ A., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, ☉ A., professeur de Droit civil.

BROUILHET, ☉ A., professeur d'Economie politique et de Législation coloniale.

HUVELIN, professeur de Droit romain.

LÉVY, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.

GONNARD, agrégé, chargé du cours d'Histoire des Doctrines économiques.

BECQ, I ☉, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

MM. BROUILHET, ☉ A., professeur, *président*

PIC (P.), I. ☉, professeur.

GONNARD, agrégé.

EXPOSÉ

D'UN PROJET D'UNION MONÉTAIRE UNIVERSELLE

sur la base du Bimétallisme Or et Argent

INTRODUCTION

SOMMAIRE. — *Situation monétaire actuelle. — Ses origines. — La crise de l'argent à la fin du XIX^e siècle. — Bimétallisme et monométallisme. — Définition. — Le bimétallisme universel.*

Tout n'a-t-il pas été dit sur la question monétaire, et ne semble-t-il pas qu'une nouvelle étude sur un tel sujet soit sans intérêt doctrinal et pratique ? Au moment où l'or paraît avoir irrémédiablement chassé l'argent du rôle qu'il avait tenu jusqu'à ces dernières années dans la circulation monétaire, pourquoi raviver des débats devenus inutiles devant le fait accompli ?

Certes, le courant d'idées qui a poussé les gouvernements et les peuples à rechercher la possession du

métal jaune, comme seul digne d'être la mesure de la valeur, est indéniable ; il se précipite même chaque jour davantage, entraînant après lui la chute définitive du métal blanc. Dès lors, puisque rien ne fait espérer que, par le libre jeu de l'offre et de la demande, l'argent atteigne les cours qu'il avait au milieu du xix^e siècle, n'est-il pas téméraire de penser qu'une entente internationale des Etats puisse réaliser cette sorte de miracle économique : la réhabilitation d'un métal *socialement déchu* et son association avec l'or sur des bases fixes et durables, dans le but d'augmenter le stock monétaire du monde ?

Les économistes, les financiers, les hommes d'affaires ont de tout temps, et à divers points de vue, examiné le redoutable problème du rapport de valeur entre l'or et l'argent. Aussi, la bibliographie est-elle considérable en la matière et dévoile la divergence des opinions.

Tout ce qui touche à la monnaie a, en effet, une répercussion directe à la fois sur la production et la répartition des richesses. Dès l'antiquité, les philosophes n'avaient pas manqué de remarquer l'influence de la situation monétaire sur la prospérité ou la misère des Etats. La Science financière précéda historiquement l'Economie politique et se confondit longtemps encore avec elle. De nos jours, la question monétaire dégagée de toute idée morale, est plus spécialement étudiée au point de vue pratique. Son importance, à raison des relations toujours plus nombreuses entre les peuples, est devenue de tout premier ordre. Chacun y trouve de l'intérêt et il en sera ainsi tant que l'ordre économique actuel existera et que la majorité des services et des produits sera appréciée en monnaie. Il ne pourrait en être autrement que sous le régime collectiviste intégralement réalisé. Emus des inégalités sociales, dont ils font remonter la cause à l'existence du numéraire, les

réformateurs collectivistes¹ confondent dans une même haine les monnaies, qu'elles soient d'or ou d'argent, et ne réclament rien moins pour assurer le bonheur de l'humanité que leur absolue et immédiate suppression. Pour ceux-là, évidemment, la question monétaire ne se pose pas.

La majorité des Economistes estime, au contraire, que la monnaie reste encore le *moyen d'échange* nécessaire; c'est seulement sur sa composition que les avis diffèrent. Nombreux sont ceux qui déclarent la question monétaire définitivement résolue par l'étalon d'or. Presque tous les Etats l'ont adopté, et les récalcitrants, de moins en moins nombreux, seront fatalement amenés à suivre l'exemple des autres. L'évolution monométalliste or s'impose donc au monde comme un effet nécessaire et heureux de quelque loi naturelle.

A notre avis la vérité n'est point là. Si l'or est, en effet, un instrument de la circulation métallique, l'argent l'est aussi, et cette dualité est et sera longtemps encore un fait contre lequel s'émoussent les plus habiles raisonnements. Les pays riches ont tous une abondante circulation d'argent, et quoi qu'on dise, ne sont pas prêts à la sacrifier; d'autre part, il y a des pays à demi-civilisés, tels que l'Inde, la Chine, l'Indo-Chine, la plus grande partie de l'Amérique du Sud et de l'Afrique qui, pratiquement, ne connaissent que l'argent; enfin, certaines régions barbares aujourd'hui, mais qui, dans un avenir prochain, s'éveilleront à la vie économique, emploieront l'argent certainement tout d'abord.

L'histoire démontre que l'or ne vient que tard dans la circulation des peuples : la raison en est que pendant les périodes de primitive civilisation, la valeur de choses échangées est peu considérable; il faut donc un

numéraire qui se prête à cette situation, et plus que tout autre, l'argent a paru être propre à remplir cette fonction. Ses coupures, presque aussi inaltérables que celles de l'or, mais renfermant, sous un même poids, un moindre pouvoir d'acquisition, conviennent plus spécialement aux transactions de moyenne et de petite importance. Ceci explique les préférences des Asiatiques pour le métal blanc.

A la fin du xix^e siècle, la colonisation, prise au sens large de conquête économique des colonies et des pays neufs, en mettant en contact des peuples à circulation métallique différente, a posé la dualité de l'or et de l'argent, et poussé à l'état aigu la question monétaire. La situation du monde est toute chaotique et incohérente depuis le *divorce* survenu, vers 1878, entre l'or et l'argent. De tout temps on a compris que les variations de valeur entre ces deux métaux étaient désastreuses, mais à notre époque ces variations ont pris une telle amplitude, que même les pays où la circulation métallique or domine, en ont éprouvé les très graves inconvénients dans leurs relations commerciales internationales.

En outre, quiconque observe avec impartialité les phénomènes économiques contemporains, ne manque pas de remarquer que la crise chaque jour grandissante et plus générale dont souffrent l'Agriculture, le Commerce et l'Industrie, s'est manifestée au moment même où les grandes Puissances européennes interdisaient la libre frappe de l'argent. Il y a là certainement plus qu'une coïncidence de date : le malaise des affaires et la baisse des prix, que n'a pu enrayer l'élévation des primes et des droits de douane, ont eu pour principale cause la raréfaction de la monnaie.

Jusqu'en 1878, en effet, l'or et l'argent concouraient à l'accroissement du stock monétaire : c'était une mesure

sage et prévoyante en présence de l'augmentation de la population et du développement industriel et commercial. Depuis lors, quoique les circonstances et les besoins soient restés les mêmes, la plupart des Etats n'ont plus frappé qu'un seul métal, l'or, en quantité insuffisante.

Le revirement d'opinion à l'égard de la libre frappe de l'argent, cause de tout le mal, a gagné peu à peu tous les pays, par une funeste contagion, due à l'imitation irraisonnée des institutions anglaises.

Le développement du Royaume-Uni apparaissait aux autres Etats comme un des plus heureux effets du monométallisme or. Suivre un tel exemple devint un précepte de bonne politique.

Livrés à leur ardeur réformatrice, les gouvernements ne prirent pas garde que l'adoption de l'étalon unique d'or allait à l'encontre de leurs espérances. Ils avaient cru par ce moyen détourner, au profit de leurs administrés, une part du courant d'affaires qui fait la fortune de l'Angleterre et ils lui donnaient pour un temps une suprématie nouvelle. Londres fut bientôt le premier marché du monde pour l'or, qui, de plus en plus recherché, y afflua des colonies africaines.

Dans leur égoïste préoccupation d'accroître leur prépondérance, les Etats ont cru à la toute puissance du métal jaune; ils se sont voués à sa recherche comme à celle d'une panacée et n'ont pas aperçu les ruines qui s'accumulaient chaque jour plus nombreuses! La question monétaire s'est révélée au monde avec une acuité inconnue jusqu'alors, donnant ainsi un solennel démenti à ceux mêmes qui la déclaraient, quelques années auparavant, à jamais résolue.

Deux moyens opposés par leur principe et par leurs résultats se trouvent en présence pour constituer la cir-

circulation métallique du monde ; le monométallisme or et le bimétallisme or et argent. Duquel faire définitivement choix pour l'avenir ? Avant de marquer nos préférences, définissons l'un et l'autre.

Les Etats civilisés ont tous une *unité monétaire* qui correspond à un certain poids d'un alliage déterminé ; sauf de rares exceptions, l'unité monétaire de chaque Etat diffère par sa valeur et son nom. C'est ainsi que l'Angleterre a la livre sterling; les Etats-Unis, le dollar; la France, le franc. Cette diversité n'est pas pour faciliter les opérations commerciales entre les peuples et le calcul des valeurs, mais les tentatives d'unification ont, jusqu'ici, échoué, à raison des frais considérables qu'entraînerait la transformation du numéraire et peut-être aussi à raison des susceptibilités d'amour-propre national.

Comme unité monétaire, un Etat peut employer un seul ou plusieurs métaux. S'il n'en prend qu'un seul pour en faire la base unique et permanente de son système monétaire en lui donnant un pouvoir libératoire indéfini, c'est le régime de l'étalon unique ou monométallisme. Les autres métaux, sans être exclus de la circulation, n'ont que le rôle de monnaie d'appoint ou de monnaie facultative.

A l'étalon unique, on oppose le double étalon ou bimétallisme. L'Etat donne à l'or et à l'argent la puissance libératoire indéfinie. Le débiteur a le choix de payer le montant de sa dette, quelle qu'en soit l'importance, avec telles espèces qui lui conviennent le mieux. En d'autres termes, l'or et l'argent ont cours légal au même titre et, comme corollaire, la loi déclare leur frappe libre et illimitée. Elle fixe, en outre, un rapport de valeur entre eux.

Le bimétallisme n'est donc pas autre chose que la *solidarisation de deux métaux, au point de vue de leur valeur et de leur puissance libératoire.*

Ce n'est pas là une idée nouvelle et les applications en furent nombreuses au cours des siècles.

Les peuples anciens ne tardèrent pas à remarquer que malgré d'incessantes variations, la valeur de l'or et de l'argent ne changeait pas sensiblement pour une période assez longue. Le rapport habituel et commercial entre la valeur des deux métaux devint naturellement le rapport légal, quand les États commencèrent à réglementer l'émission du numéraire. Ainsi, chez les Perses, d'après M. Th. Reinach (1), la *darique* ou *statère* d'or, pesant 8 gr. 40, valait 20 *sigles* d'argent, c'est-à-dire 112 grammes d'argent (le *sigle* étant de 5 gr. 6) : le rapport de valeur entre les deux métaux était donc de 1 à 13 1/2. De même les Grecs, après la conquête d'Alexandre, adoptèrent le bimétallisme or et argent avec le rapport fixe de 1 à 10.

Au xv^e siècle, d'après M. Alph. Witte (2), secrétaire de la *Société de numismatique belge*, l'Angleterre et la Belgique conclurent, à Bruges, en 1469, une convention internationale pour établir, dans les deux pays, le régime bimétalliste. Des pièces d'or et d'argent, dont le poids, le titre et la forme étaient fixés par le traité, y avaient cours légal. Satisfaits des résultats de cette entente, les deux États la renouvelèrent en 1499 et en 1520. D'ailleurs, l'Angleterre demeura bimétalliste jusqu'au commencement du xix^e siècle et les États-Unis ayant pu apprécier les avantages de ce régime lorsqu'ils n'étaient que colonie anglaise, le conservèrent quand ils furent devenus État indépendant.

Ce sont là quelques exemples pris au hasard dans l'histoire de la monnaie. Ceux qui les rapportent en concluent

(1) Reinach (Th.) « Les Origines du Bimétallisme ».

(2) Allard (A) « Praticabilité et nécessité d'une entente internationale bimétalliste ».

que de tout temps, le bimétallisme a été connu et appliqué intégralement. Nous croyons, au contraire, qu'il y a bien des différences à noter entre les systèmes monétaires du passé et ceux du xix^e siècle. Entre autres, la frappe libre et illimitée des métaux n'a jamais existé dans l'Antiquité et le Moyen-Age. En outre, le rapport légal entre l'or et l'argent n'a été fixé qu'à titre exceptionnel. Le plus souvent, les espèces d'or et d'argent suivaient chacune, en pleine indépendance, les variations de valeur du métal qui les composait. Aussi, n'est-il pas rare de voir, dans les contrats entre particuliers, une clause spéciale désignant le genre de numéraire dont le débiteur devra se servir pour effectuer valablement le paiement de sa dette.

En somme, même aux époques les plus brillantes de leur histoire, l'Antiquité et le Moyen-Age subirent les atteintes d'une lamentable crise monétaire. C'est qu'aux variations naturelles des métaux précieux s'ajoutaient celles, artificielles, dues aux fraudes des seigneurs et même des rois.

Eclairés par les exemples du passé, les Etats civilisés se sont efforcés, au cours du xix^e siècle, de constituer un stock monétaire irréprochable. La France, là encore, a, la première, montré la voie salubre des réformes. Au début même de la Révolution, le 12 décembre 1790, dans un mémoire où l'esprit d'analyse s'allie à la profondeur des idées, Mirabeau attaquait courageusement les erreurs financières de la Monarchie. Il demandait « l'incorporation de la monnaie de compte dans une monnaie réelle » ou, en d'autres termes « l'équivalence définitive de la livre et d'un poids fixe d'argent ».

Quoique ce projet n'eût pas été accepté, les idées justes qu'il contenait, inspirèrent les lois de l'époque révolutionnaire. C'est ainsi que le *franc d'or* et le *franc d'argent* furent créés, précurseurs de nos types modernes, par la fixité de

leur titre, de leur poids et de leur valeur ; mais, par suite des troubles financiers dus à l'émission exagérée des assignats, le franc d'or ne fut jamais frappé et le franc d'argent ne le fut que très peu.

En l'an x seulement, Gaudin, ministre des finances, présenta un projet de réorganisation du régime monétaire qui fut voté et devint la loi du 17 germinal an xi. Cette loi porte, en vedette, pour montrer l'importance du nouveau principe, que « cinq grammes d'argent, au titre de 9/10 de fin, constituent l'unité monétaire qui conserve le nom de *franc*. » L'argent reste toujours la base du système monétaire français, mais l'or reçoit la puissance libératoire indéfinie : il est tarifé en franc d'argent, d'après le rapport de 1 à 15 1/2. C'est le rapport commercial de l'époque et dans l'esprit du législateur, il n'a rien de fixe ni de définitif. Si les valeurs des deux métaux venaient à se modifier, il est formellement prévu que les nouvelles pièces seraient retirées de la circulation et refondues afin de rétablir la parité de la valeur légale et de la valeur commerciale du numéraire. On n'a jamais eu recours à ce remède héroïque et cette situation de fait qu'aucune loi n'a consacrée, s'est maintenue bien des années. Inconsciemment, la loi du 17 germinal an xi avait institué le régime bimétalliste en France et, depuis lors, avec des fortunes diverses, il n'a cessé d'y fonctionner.

De 1802 à 1855, la monnaie d'or reste encore la monnaie de luxe et l'on n'hésite pas à payer une légère prime pour en obtenir. Le rapport de 1 à 15 1/2 se maintient d'une façon satisfaisante, car les deux métaux n'ont jamais fait défaut sur le marché. De 1802 à 1842, période où l'or a été le plus rare, on a frappé, en France, pour 50 millions de pièces de 20 francs (soit 1 milliard de francs.)

Après 1855, les rôles changent : l'or afflue sur les marchés

européens des nouvelles et riches mines de Californie et d'Australie et son prix baisse (1). L'argent, au contraire, augmente de valeur, parce que le commerce avec l'Inde et l'Extrême-Orient en réclame de grandes quantités, la monnaie blanche y étant seule admise. Le rapport de valeur entre l'or et l'argent fléchit à 15,25 et même à 15 pendant quelque temps, sur le marché de Londres. Alors, voici ce qui arrive : les banquiers anglais qui ont besoin d'argent pour l'expédier aux Indes, envoient à Paris un kilogramme d'or ; ils obtiennent à la Monnaie 620 pièces d'or de 5 francs, par exemple, qu'ils échangent aussitôt contre 620 pièces de 5 francs d'argent (soit 15 kilogrammes $1/2$ d'argent). Ils gagnent ainsi 100 francs à l'opération, puisque, par hypothèse, l'or ne vaut plus à Londres que 15 kilogrammes d'argent. Inversement, les banquiers de Paris envoient 15 kilogrammes d'argent à Londres et obtiennent un kilogramme d'or qu'ils font frapper ou échangent à Paris contre 3.100 francs d'argent. Eux aussi ont un bénéfice de 100 francs.

Sollicitée par une telle prime, l'exportation de l'argent hors de France atteignit 700 millions en 5 ans (1855-1860) et sa frappe tomba à une moyenne de 40 millions de francs par an, au lieu de 85 millions dans les années précédentes. Cette situation anormale n'eut pas, tout d'abord, les fâcheuses conséquences que l'on pouvait craindre. D'un côté si les banquiers français vendaient à l'étranger le numéraire d'argent, ils en tiraient de notables bénéfices et la fortune générale du pays s'accroissait d'autant. En outre, le stock monétaire ne fut pas sensiblement diminué dans son ensemble, car

(1) De 1850 à 1870, il a été extrait pour 8 milliards de francs d'or contre 2 milliards de 1803 à 1850.

le vide laissé par le numéraire d'argent était recombé, grâce à la frappe libre, par du numéraire d'or. La France a dû, peut-être, à cette circonstance toute fortuite, l'avantage de se constituer une réserve métallique de tout premier ordre, qui lui a facilité, quelques années plus tard, le paiement de la formidable indemnité de la guerre franco-allemande. En tout cas, le bimétallisme français sauva, en cette occasion, le métal jaune d'une chute certaine, grâce à la libre frappe : malgré son abondance sur le marché, il trouva un écoulement facile à la Monnaie de Paris et sa valeur ne fut pas sensiblement atteinte.

A cette époque, certains Economistes, Michel Chevallier entre autres, voulaient sacrifier l'or à l'argent, dignes prédécesseurs et inspireurs de ceux qui veulent aujourd'hui sacrifier l'argent à l'or.

Le bimétallisme a donc fonctionné, à la satisfaction de tous, pendant trois quarts de siècle ; n'est-ce pas la meilleure preuve à opposer à ceux qui prétendent que, ni théoriquement ni pratiquement, la fixité de valeur entre les deux métaux n'est possible ou durable. Après 1873, si la baisse de l'argent a paru, n'est-ce pas à des mesures arbitraires et non à des causes naturelles qu'on le doit ? Les Hôtels des Monnaies de tous les pays se sont successivement fermés à la frappe du métal blanc. Dès lors, peut-on s'étonner que ses cours aient fléchi en présence des quantités considérables se trouvant sans emploi ?

La situation nouvelle a été déplorable pour tous les Etats et particulièrement pour ceux de l'Asie. La monnaie d'argent suivant à peu près les fluctuations de valeur du métal, il en est résulté une mobilité excessive des prix. Ceux-ci ont d'autant plus augmenté que la monnaie baissait de valeur. Le commerce intérieur et extérieur de l'Extrême-Orient a plus particulièrement souffert de

cet état de choses et, par contre-coup, le commerce des autres pays s'en est trouvé atteint. La question monétaire a donc pris, dans ces dernières années, un caractère spécial d'universalité et c'est faute d'avoir voulu le reconnaître que les gouvernements ont commis d'aussi funestes erreurs.

Autrefois, les peuples vivant isolés et souvent ennemis, s'étaient habitués à ne demander qu'au sol national les produits nécessaires à leur frugale existence ; dans un pareil milieu, les échanges étaient peu nombreux, le rôle de la monnaie presque sans importance. Si la rareté ou la mauvaise qualité du numéraire amenait une crise, elle ne pouvait franchir les frontières étroites du pays où elle était née. A notre époque, au contraire, la civilisation en multipliant les besoins de l'individu, a rendu nécessaires les relations commerciales entre toutes les régions du monde. Qu'une crise éclate dans un Etat, ce ne sont plus seulement les intérêts des nationaux qui sont lésés, mais aussi et parfois surtout, les intérêts des étrangers. De là est née une solidarité économique entre tous les peuples et la question monétaire qui, jadis, pouvait être locale, est devenue essentiellement internationale.

Dès lors, n'est-il pas pénible de constater que l'activité diplomatique qui, au cours du ^{xix}^e siècle, s'est exercée d'une façon si heureuse à la solution de tant de problèmes n'ait presque rien pu faire pour celui-ci.

Les Etats ont voulu, par amour-propre ou par intérêt, conserver leur indépendance absolue, les uns adoptant l'étalon unique d'or, les autres le double étalon et même certains l'étalon d'argent. Cette diversité de régime n'a pas été sans augmenter les difficultés d'une entente internationale.

En outre, les divers Parlements ont paru se désinté-

resser de la question monétaire ; les rares débats qui ont eu lieu sur ce sujet n'ont jamais eu le développement ni la hauteur de vue qu'ont d'ordinaire les discussions des grands problèmes économiques et sociaux. Même les partis politiques qui en avaient fait un des articles les plus prisés de leur programme, ont paru l'oublier lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir.

L'hostilité des uns, l'indifférence des autres ont précipité la baisse de l'argent à un tel point que la question monétaire, dont on avait sans cesse ajourné la solution, s'impose, plus que jamais, à l'attention de tous. Le mal est si grand aujourd'hui que le concours de quelques Etats resterait inefficace s'il n'était dangereux pour leur fortune et leur crédit. C'est l'union de tous les États et de leurs colonies qui est nécessaire pour réaliser une réforme utile et durable sur la base du bimétallisme or et argent. Si les tentatives faites dans ce sens n'ont pas réussi dans le passé, doit-on désespérer de l'avenir ? Ce que la bonne volonté de quelques-uns n'a pu faire, l'intérêt saura l'obtenir. D'ailleurs, depuis quelques années, les relations internationales sont devenues plus étroites et plus cordiales ; des rapprochements inattendus se sont réalisés ; partout s'ouvre une ère de paix et de recueillement donnant l'espoir que les grandes choses seront accomplies. Puisse l'union internationale bimétalliste être de celles-là !

Nous diviserons notre étude en trois parties :

Dans la première, nous traiterons des origines de la situation monétaire actuelle du monde et montrerons l'incohérente diversité des législations en cette matière.

Dans la seconde, nous rechercherons les causes réelles de la baisse de l'argent et montrerons les inconvénients qui en sont résultés.

Dans la troisième, nous indiquerons le remède à la crise actuelle, remède qui, d'après nous, se trouve dans la réalisation du bimétallisme or et argent, par une Union monétaire universelle.

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES

DE LA SITUATION MONÉTAIRE ACTUELLE

CHAPITRE PREMIER

La baisse de l'argent. — Ses origines. — La suspension de la frappe dans les pays de l'Union latine.

SOMMAIRE. — *L'Union latine. — Sa fondation et son principe. — Mouvement monométalliste or en Allemagne et dans les Etats scandinaves. — La suppression de la libre frappe de l'argent dans les Etats de l'Union latine. — Les premières atteintes de la baisse.*

Le rapport de valeur entre l'or et l'argent de 1 à 15 1/2, institué par la loi du 17 Germinal an XI, s'était maintenu, sauf quelques rares et insignifiantes oscillations, jusqu'en 1855. A cette époque, il avait été rompu en faveur de l'argent, mais grâce à la libre frappe, l'or n'avait pas subi de trop graves fléchissements de prix; toutefois, vers 1863, l'exode de la monnaie blanche s'accrut à un tel point, par suite de l'expédition de Crimée et du développement des relations commerciales avec l'Extrême-Orient, qu'il s'ensui-

vit une véritable gêne dans les transactions de minime importance. Aussi le Gouvernement impérial en France, mit-il à l'étude plusieurs projets de réforme monétaire.

A l'instar de la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie avaient subi le drainage de leurs pièces d'argent. En outre, une communauté monétaire de fait existait entre ces quatre pays depuis la conquête napoléonienne, car la loi du 17 germinal an xi y avait été appliquée par le premier Empire, et même après 1815 n'avait cessé d'y fonctionner; aussi, le commerce acceptait-il indifféremment des pièces dont le titre, le poids et la valeur étaient les mêmes, quelle que fût leur origine.

La Suisse, dès 1860, comprenant que la monnaie d'argent ne disparaissait que parce qu'elle était trop forte, décida de l'affaiblir en abaissant au 800/1000 le titre des coupures autres que les pièces de 5 francs. L'Italie à son tour réduisit à 835/1000 le titre des pièces de 0 fr. 20, 0 fr. 50 et 1 franc, et la France, en 1864, prit la même mesure.

Grâce à cette réforme, la monnaie divisionnaire ne fit plus défaut, mais comme chaque Puissance avait agi isolément, l'harmonie des titres avait disparu et la circulation des nouvelles pièces recevait, de ce fait, une sérieuse entrave. Aussi la Belgique, avant de modifier la composition de son numéraire d'argent, eut l'heureuse pensée de proposer à la France, à la Suisse et à l'Italie, la réunion d'une Conférence pour régler, d'un commun accord, la fabrication et la circulation de leurs monnaies.

Cette Conférence se tint à Paris et aboutit, le 23 décembre 1865, à la Convention monétaire constitutive de l'Union latine. Son but est de régler le poids, le titre, le module et le cours des monnaies d'or et d'argent émises par les Hautes Parties Contractantes. Le titre uniforme de

835/1000 est adopté pour les pièces d'argent de 0 fr. 20, 0 fr. 50, 1 et 2 francs ; seul l'écu de 5 francs conserve le titre de 900/1000 et sa frappe reste libre et illimitée. Par contre, comme les nouvelles monnaies divisionnaires ont une valeur nominale supérieure à leur valeur commerciale, l'émission en est limitée au chiffre de 6 francs par habitant et réservée exclusivement à l'Etat. Cette restriction était nécessaire pour empêcher un des Etats contractants de jeter dans la circulation une trop grande quantité de monnaies de valeur inférieure et de réaliser de ce fait d'importants bénéfices. En outre, les pièces au titre de 835/1000 ne sont reçues dans les caisses publiques que jusqu'à concurrence de 100 francs, quel que soit le pays d'origine ; et par les particuliers, jusqu'à concurrence de 50 francs et seulement dans le pays d'émission. Enfin, elles doivent être reprises par les Etats qui les ont frappées, et échangées par eux contre une égale valeur de monnaie courante, c'est-à-dire, de pièces d'or et de 5 francs en argent ; cette dernière obligation survit pendant deux ans au traité de l'Union, afin que la liquidation de ces monnaies à valeur fictive puisse se faire aussi complètement que possible et qu'aucune perte ne soit infligée aux Etats qui les avaient admises dans leur circulation.

Les pièces d'or et de 5 francs d'argent sont, comme par le passé, reçues sans aucune limitation ni distinction d'origine par les particuliers et les caisses publiques des Etats contractants.

La Convention de 1865 était conclue pour une période de quinze années, avec clause de tacite reconduction de quinze ans en quinze ans ; elle admettait l'accession de tout autre Etat qui accepterait, dans leur intégralité, les obligations du régime institué.

Lorsque le Gouvernement impérial notifia la Convention

monétaire aux Puissances qui y étaient restées étrangères, il s'attendait à les voir user avec empressement du droit d'accession. Dans l'esprit de Napoléon III, « l'Union monétaire devait être le prélude d'une association plus intime et d'un ordre plus général entre les Etats latins » La Grèce seule en 1868, fit accession. C'est que, depuis quelques années, le monométallisme or avait fait de nombreux partisans. Au sein même de la conférence de Paris, les délégués suisses, belges et italiens avaient réclamé plusieurs fois, avec insistance, l'adoption de l'étalon unique. En 1867, à l'occasion de l'Exposition universelle, une Conférence monétaire eut lieu à Paris et groupa les représentants de vingt-un Etats. La résolution qui fut votée comme conclusion à ces travaux proclama « que la communauté monétaire des nations ne pouvait s'opérer que par l'adoption de l'étalon unique ». C'était la scission qui s'opérait entre les Etats de l'Union latine et les Etats restés indépendants. Malgré le désir de voir se réaliser une Convention monétaire internationale, la France n'hésita pas à conserver le régime bimétalliste ; d'ailleurs, le rapport de valeur de l'or et de l'argent n'avait jamais atteint à une telle fixité, et tout faisait espérer qu'il en serait encore longtemps de même.

Cependant, vers 1870, les manifestations purement platoniques des monométallistes or, devinrent plus nombreuses, surtout en Angleterre et en Allemagne : elles eurent un écho dans les Parlements et dans les Ministères ; dès lors, on peut prévoir que les Gouvernements, sous la pression de l'opinion publique, assureront le triomphe de l'étalon d'or.

Grâce à l'indemnité de guerre payée par la France, l'Allemagne la première dès 1871, décide la *démonétisation* des *thalers* d'argent et adopte le principe monométalliste.

Le discrédit jeté sur le métal blanc par une telle me-

sure a bientôt fait d'amener un fléchissement des prix : l'harmonie est rompue entre les deux monnaies. L'or émi-gré et l'argent afflue aux Hôtels des Monnaies de l'Union latine. Dans la seule année 1873, 154 millions d'écus sont frappés en France et 111 millions en Belgique. Dans de telles conditions, la libre frappe de l'argent risquait fort de jeter les Etats confédérés dans les troubles économiques qui sont la suite naturelle d'une circulation à monnaie dépréciée. Aussi, le 4 septembre 1873, le Ministre des Finances belge limitait-il à 150.000 francs par jour la frappe de la monnaie d'argent. Le Ministre des Finances de France fit de même.

Ces mesures restrictives, si elles étaient nécessaires, n'en étaient pas moins contraires à l'esprit et aux termes de la Convention de 1865 ; en restant isolées et dépendant du bon vouloir des Gouvernements, elles allaient à l'encontre du but proposé : l'Italie, la Suisse et la Grèce avaient, en effet, maintenu la frappe libre et illimitée et, par ce fait, pouvaient causer un sérieux préjudice à la France et à la Belgique, tenues comme par le passé, de recevoir les écus de 5 francs quelle que fût leur origine. Une Conférence eut lieu à Paris en 1874, pour limiter dans tous les pays de l'Union, la frappe du métal blanc et, en prévision de nouveaux fléchissements, elle décida que « les repré-
« tants des Hautes Parties Contractantes se réuniraient
« chaque année pour examiner en commun les mesures à
« prendre ».

La baisse prévue arriva, plus forte même qu'on ne l'avait craint ; le kilogramme d'argent ne valut plus à Paris que 200 francs, au lieu de 218/219 avant 1871. La limitation de la frappe n'était plus suffisante, il fallait recourir à l'inter-diction absolue.

La loi française du 5 août 1876 donna au Gouvernement

le droit de suspendre la frappe des pièces de 5 francs ; à la même époque, une loi belge fut votée dans le même sens.

Cette fois encore la Suisse, l'Italie et la Grèce ne s'étaient pas associées *de plano* aux mesures prises par les autres Etats confédérés. Aussi, une Conférence eut lieu à Paris, en 1878, pour rétablir l'égalité entre les Contractants : la Convention qui fut signée le 5 novembre, suspendit la frappe des pièces de 5 francs dans toute l'Union latine. En outre, elle prolongea l'existence du pacte primitif de six années, à partir du 1^{er} janvier 1880, date de son expiration. La suspension de la frappe, édictée par la Convention du 5 novembre 1878, eut pour résultat de précipiter la baisse de l'argent et, désormais, sa situation deviendra de plus en plus précaire, par suite de l'encombrement croissant du marché.

Evidemment, dans le but de sauvegarder leur crédit public et leurs finances, les Etats confédérés avaient dû prendre une mesure radicale, mais profondément regrettable. A cette époque, le mal n'était pas si profond qu'une entente internationale plus générale que l'Union latine n'eût pu l'enrayer entièrement.

De 1871 à 1878, le prix de l'argent avait passé de 60 9/16 pence l'once standard (soit 205 francs le kilogramme), à 52 1/4 pence (soit 176 francs le kilogramme) et le rapport de valeur avec l'or s'était élevé de 15,57 à 18,5 en 1880. La différence des cours de l'argent n'était pas cependant aussi grande qu'on aurait pu le craindre, quand on songe qu'à l'augmentation de production du métal blanc (255.875.008 francs en 1870 et 428.200.000 francs en 1880) s'ajoutaient la démonétisation des thalers allemands votée en 1871, et l'interdiction de la frappe de la monnaie blanche dans les Etats scandinaves (Norvège, Suède et Danemark) en 1875 et dans l'Union latine

en 1878. Les Etats-Unis, de leur côté, n'émettaient plus de dollars d'argent. L'Inde, les pays d'Extrême-Orient, les Républiques Sud-Américaines, le Mexique restaient seuls au régime de l'étalon d'argent avec frappe illimitée, mais leur activité économique n'était pas suffisante pour absorber les quantités disponibles de métal blanc.

Telle est la situation monétaire du monde en 1878. La crise économique ne s'est pas encore déclarée; quelques esprits seulement la soupçonnent et en découvrent les symptômes alarmants. La plupart les ignorent d'autant plus que l'ère d'expansion coloniale n'a pas mis aux prises les pays civilisés avec leurs concurrents à demi-barbares et monométallistes argent.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les événements monétaires de 1878 à 1893.

SOMMAIRE. — *La Convention monétaire de 1885 entre les États de l'Union latine : Clause de liquidation. — Le Mouvement bimétalliste aux États-Unis : Le Bland act et le Sherman act. — Le Mouvement bimétalliste en Angleterre, en Allemagne et en France. — Les Conférences internationales de Paris en 1878, 1881 et de Bruxelles en 1892. — L'act interdisant la libre frappe de l'argent dans l'Inde en 1893. — Abolition aux États-Unis du Sherman act. — Nouvelle baisse de l'argent.*

Une amélioration momentanée dans les prix de l'argent ouvre cette période. Le prince de Bismarck, alors Chancelier de l'empire allemand, arrêta, en 1879, par son intervention personnelle, la démonétisation des anciens thalers. Un des premiers, il avait compris les dangers d'une transformation monétaire trop rapide, et dans un discours au Reichstag, il osa dire que « seules, les ventes de l'empire allemand avaient causé la baisse de l'argent et que, si elles cessaient, le prix du métal rebondirait et reviendrait à son ancienne splendeur. »

Malgré la suspension en Allemagne de la loi de 1871, une nouvelle baisse de l'argent apparut bientôt. L'Union latine dût, de ce fait, apporter, en 1885, de très importantes modifications au pacte primitif.

Ces modifications visent :

1° L'acceptation des pièces de cinq francs par la Banque de France et la Banque nationale belge :

2° Les conditions d'une reprise possible de la frappe de l'argent ;

3° Les conditions de liquidation de l'Union latine.

Jusqu'en 1874, la Banque de France et la Banque nationale belge avaient accepté, volontairement, les pièces de cinq francs émises par les autres États de l'Union. A cette époque, elles prirent, vis-à-vis de leur Gouvernement respectif l'engagement de les recevoir. Enfin, en 1885, les membres de la Conférence de Paris obtinrent que cet engagement, si utile à la circulation de la monnaie blanche, fût annexé à la Convention afin d'en assurer le maintien, quoi qu'il arrive, pendant la durée de l'Union ; en échange, le cours légal fut retiré ou refusé aux pièces de cinq francs de provenance étrangère, afin de ne pas grever les réserves des deux banques d'une trop grande quantité de monnaie d'argent et nuire à leur crédit.

L'article 8 de la Convention interdit à nouveau la frappe des pièces de cinq francs et décide qu'elle ne pourra être reprise qu'avec le consentement unanime des Parties contractantes. Toutefois, chaque Etat se réserve le droit de reprendre, pour son compte, l'émission de monnaies d'argent, mais, dans ce cas, les autres Etats ne sont pas tenus de recevoir ces nouvelles pièces, ou, s'ils les acceptent, c'est à la condition expresse de pouvoir les échanger pendant toute la durée de l'Union en or et à vue. Dans les circonstances actuelles, l'insertion de cette clause rend certainement impossible la reprise de la libre frappe de l'argent dans l'un quelconque des pays de l'Union, et c'est là une preuve que, dès 1885, les représentants des Etats Confédérés avaient perdu la foi dans l'avenir du métal blanc. Ce singulier état d'esprit se dévoile avec plus de précision dans l'article 14 qui règle les conditions de liquidation de l'Union latine.

Le traité fondamental de 1865 ne contenait aucune disposition relative aux obligations des Etats Confédérés pour la période qui suivrait son expiration. C'était dans l'ordre naturel des choses à une époque où se maintenait, très stable, le pair bimétallique. Les Etats s'étaient mis d'accord sur l'objet essentiel de la frappe des monnaies d'or et d'argent, dont le poids, le titre et la valeur devaient être semblables, afin d'en faciliter la circulation, et « l'expiration du traité ne pouvait avoir d'autre effet que de rendre à chacun la liberté de se donner le régime qui lui plairait » (1).

En 1885, les conditions avaient absolument changé ; la valeur légale de la monnaie d'argent ne correspondait plus

(1) L. BAMBERGER : *Le Métal argent à la fin du XIX^e siècle*.

à la valeur commerciale du métal. Les caisses publiques et la Banque de France, obligées de recevoir les pièces de cinq francs, quelle que fût leur origine, avaient peu à peu accumulé des centaines de millions d'écus belges et italiens; il était donc à craindre des pertes considérables et une diminution du crédit public et privé de notre pays, si les monnaies étrangères, entrées en France à la faveur de l'Union latine, venaient à être démonétisées à la suite de sa dissolution. Le péril était d'autant plus grave que les propositions monométallistes or, qui n'avaient pu aboutir en 1865, revenaient plus nombreuses et plus pressantes en 1885. Aussi, dès le début de la Conférence, les représentants de la France réclamèrent-ils l'insertion dans la Convention d'un nouvel article fixant les conditions de liquidation de l'Union.

« En cas de dénonciation du présent traité, chacun des Etats contractants sera tenu de reprendre les pièces d'argent de cinq francs émises par lui et se trouvant dans la circulation ou dans les caisses publiques des autres Etats. Il sera tenu de payer à ces Etats un montant égal à la valeur nominale des monnaies reprises, le tout conformément aux dispositions spécifiées dans un acte séparé, annexé au présent traité. »

En exécution de ces dispositions, la France proposait de rédiger comme suit le règlement de la clause dite de *compensation*.

« ARTICLE PREMIER. — Pendant l'année qui suivra l'expiration du traité, il sera procédé à l'échange respectif et au rapatriement des pièces de cinq francs pouvant exister en quantité équivalente dans les divers Etats. »

« ARTICLE 3. — Chaque Etat retirera de la circulation les pièces de 5 francs qui portent l'effigie des autres Etats con-

tractants. Ce retrait devra être terminé le 1^{er} octobre de l'année qui suivra l'expiration du traité. A partir de ce moment, toutes les caisses publiques pourront refuser toutes les monnaies d'argent mentionnées, à l'exception des monnaies nationales. L'Etat qui continuerait à les recevoir ne pourrait le faire que pour son propre compte et non pour celui de l'Etat émetteur. Le 15 janvier suivant, une fois les compensations terminées, le compte des pièces retirées de la circulation sera établi par chaque Etat, selon la nationalité des pièces, et porté à la connaissance des autres contractants. L'excédent, s'il y en a un, sera mis par l'Etat détenteur à la disposition de l'Etat émetteur : celui-ci le reprendra en le remboursant à sa valeur nominale.

« ARTICLE 4. — *Le remboursement fixé à l'article précédent sera effectué au moyen de traites payables dans l'Etat créancier en monnaies d'or, en pièces de 5 francs nationales ou en billets de banque ayant cours légal.* »

De ce texte se dégage une pensée fondamentale : c'est que la monnaie d'or, sans distinction d'origine, conserve seule la pleine puissance libératoire au moment de la liquidation de l'Union. La monnaie d'argent passe au second plan et reçoit l'annonce officielle de sa déchéance. Bien plus, la dénonciation fait naître une obligation très dure et injuste : *la responsabilité de l'Etat frappeur* (1).

Aussi, dès le début de la discussion, les représentants de la Belgique se retirèrent-ils, ne voulant pas accepter une disposition qui mettait à la charge de l'Etat la dépréciation d'une monnaie émise conformément aux traités et sous un régime de liberté absolue de la frappe. Les autres Puissances Confédérées n'acquiescèrent à la clause de liquida-

(1) L. BAMBERGER : *Le métal argent à la fin du XIX^e siècle*.

tion qu'après d'interminables pourparlers. L'Italie, la plus intéressée dans l'affaire, puisque le cours forcé du papier-monnaie et son émission exagérée, avaient chassé, hors de ses frontières, la plus grande partie de son stock métallique, obtint de très notables avantages. Il est convenu à son égard que si, au moment de la liquidation, la France détient plus de pièces de 5 francs italiennes que l'Italie de pièces de 5 francs françaises ou, en d'autres termes, si la France après compensation se trouve avoir un solde de pièces italiennes, sa créance ne sera pas payée entièrement en or, en pièces de 5 francs françaises ou en traites sur Paris; une part seulement le sera; l'autre, qui ne pourra pas dépasser 200 millions de francs ne sera jamais remboursée. L'Italie s'engage seulement à ne pas modifier, pendant cinq ans après la liquidation, son régime monétaire, afin de permettre aux pièces italiennes de retourner dans leur pays d'origine, par le simple jeu des transactions commerciales.

La Belgique, le 12 décembre 1885, un mois après la clôture de la Conférence de Paris, accepta les termes de la Convention à laquelle elle n'avait pas voulu prendre part, mais à la condition expresse de jouir des mêmes avantages que ceux accordés par la France à l'Italie.

De tout ceci, il résulte pour la France un danger sérieux au cas de liquidation de l'Union latine, car les écus belges et italiens sont très nombreux dans notre pays et leur rapatriement ne pourrait se faire qu'au cas bien peu probable où la France subirait à ce moment un change défavorable à l'égard de l'Italie et de la Belgique.

La Convention monétaire de l'Union latine expirait en 1891, mais elle a été, depuis, renouvelée d'année en année par tacite reconduction.

Pendant que les Etats Confédérés prenaient des mesures

en vue d'une dissolution possible de l'Union et de l'adoption du monométallisme or, les Etats-Unis tentaient, par de louables efforts, de sauver l'argent d'une chute irrémédiable.

La grande République américaine, dès sa naissance, avait accepté le principe bimétalliste (2 avril 1792) ; des dollars d'or et d'argent furent émis d'après le rapport de 1 à 15, et depuis 1834, de 1 à 16. Au cours du XIX^e siècle, avec des vicissitudes diverses dues à l'ignorance de certaines lois économiques et à l'apparition de certains phénomènes sociaux, le système du double étalon y a toujours fonctionné. Toutefois, la guerre de Sécession, en amenant le cours forcé du papier-monnaie, avait fait disparaître la plus grande partie des dollars d'or et d'argent. Aussi, en 1873, lorsque une loi raya le dollar d'argent de la liste des monnaies légales : personne ne s'en étonna, tant il était devenu rare !

En 1876, se produisit un revirement dans l'opinion du Parlement américain, en faveur de la reprise de la frappe du métal blanc. Les propriétaires fonciers et les grands fermiers de l'Ouest, d'une part, les propriétaires et les ouvriers des mines d'argent, de l'autre, souhaitaient grandement le « retour aux institutions du passé ». Les uns pensaient avec raison que l'avilissement des prix, qui atteignait les produits du sol, avait pour principale cause la rareté du numéraire ; les autres voyaient la ruine prochaine de leurs exploitations si le Gouvernement s'obstinait à fermer l'un de leurs débouchés les plus importants.

Un parti actif et entreprenant se forma au sein même du Congrès ; il obtint qu'une Commission de neuf membres (trois sénateurs, trois représentants et trois spécialistes) fût nommée pour étudier la question monétaire ; cinq se déclarèrent en faveur de l'adoption du double étalon.

Après d'intéressants débats où le parti bi-métalliste montra, avec beaucoup de clarté, que le développement économique des Etats-Unis réclamait l'association de l'or et de l'argent pour avoir un instrument d'échange plus élastique et plus extensible, le *Bland act* obtint, en février 1878, la majorité des deux tiers au Sénat et à la Chambre des Représentants, majorité nécessaire pour faire tomber le *veto* du président Hayes.

D'après le *Bland act*, le monnayage de l'argent était repris, mais le Trésor avait le privilège et le profit de l'émission des nouveaux dollars dont la valeur nominale était supérieure à la valeur réelle. En outre, on fixait à deux millions de dollars au minimum et à quatre millions au maximum, les achats de métal blanc par le Trésor. Cette limitation avait été introduite par le Sénat dans la crainte que le Gouvernement, demeurant hostile à la loi, ne la rendit illusoire en n'acquérant que des quantités infimes d'argent, ou, qu'au contraire, profitant du privilège de la frappe, il n'inondât le pays, au moment d'une crise financière, d'un numéraire à valeur fictive.

Les *Silver men* ne furent qu'à demi-satisfaits du *Bland act*. Sans se lasser, ils présentèrent plusieurs projets dans le sens de la frappe libre et illimitée de l'argent, mais ils ne purent jamais réunir une majorité suffisante. A titre transactionnel, ils obtinrent, en 1890, le vote du *Sherman act* qui porta à 4.500.000 onces (5.000.000 de dollars, 25.000.000 de francs) les achats mensuels du Trésor. Cette mesure provoqua une hausse sensible, mais de courte durée : le prix de l'argent s'éleva de 42 pences l'once à 52 (en 1890).

Le *Sherman act* pas plus que le *Bland act* n'avait pu arrêter la baisse du métal blanc qui, au lieu de 52 pences l'once ne valait plus que 35 pences en 1893.

Aussi, le *Voorhees bill* décida-t-il en 1893, la suspension des achats de métal blanc par le Trésor.

En quinze années, les Etats-Unis avaient dépensé près de 2.500.000.000 de francs pour l'application du Bland act et du Sherman act; cependant ils n'avaient pu enrayer sérieusement les progrès du mal. Que pouvaient, en effet, contre la coalition de tous, les efforts d'un seul pays? A deux reprises différentes, les Etats-Unis provoquèrent la réunion de Conférences internationales dans le but de faire adopter le régime bimétalliste par les grandes Puissances. Dès 1878, au début même de la crise, une Conférence monétaire se tint à Paris, sur les instances du cabinet de Washington. L'Autriche-Hongrie, la Belgique, les Etats-Unis, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Suisse, la Russie, la Suède, la Norvège et l'Angleterre s'y firent représenter.

Les Etats-Unis demandaient que les délégués des puissances examinassent une proposition de bimétallisme universel. Le rapport de valeur entre l'or et l'argent devait être déterminé d'un commun accord, ainsi que les conditions de la frappe.

Malgré les efforts du représentant de la grande République américaine, M. Feuton, et de M. Léon Say, président de la Conférence et délégué de la France, aucune décision ferme ne fut prise par les membres de la Conférence. Un vœu tout platonique fut voté en faveur du maintien de l'argent dans la circulation, mais « chaque Etat restait libre d'adopter l'étalon unique ou le double étalon ».

Ce premier échec ne refroidit pas le zèle du Gouvernement des Etats-Unis, soutenu par l'opinion publique favorable, plus que jamais, au régime bimétalliste. Aussi, en 1881, une nouvelle Conférence monétaire eut lieu à Paris sur la demande du Cabinet américain, mais le résultat n'en fut pas plus heureux qu'en 1878. L'Allemagne, l'Angleterre,

la Suède s'opposèrent à toute modification de leur système monétaire.

Cependant, à quelques années de là, des ligues bimétallistes s'organisèrent un peu partout et groupèrent les plus hautes personnalités du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, ainsi que des membres des Universités. C'est que, si les Gouvernements des pays monométallistes or ignoraient, ou feignaient d'ignorer, les causes de la crise économique, les peuples les avaient découvertes et en voulaient la suppression. Dès 1886, la ligue bimétalliste anglaise obtint que le Parlement nommât une commission chargée de rechercher les causes de la dépression des affaires, *Depression of trade*. Elle conclut que la situation monétaire était la véritable origine de la baisse des prix. Aussi, la reine Victoria constitua-t-elle la *Gold and Silver Commission* composée de douze membres. Ceux-ci travaillèrent pendant deux ans à la mission qui leur avait été confiée ; de très sérieuses enquêtes furent faites dans les diverses branches de l'industrie et du commerce anglais, et partout les réponses furent dans le même sens.

Le rapport de la *Gold and Silver Commission* reconnut que le mal provenait de la démonétisation sur le continent et il indiquait comme remède le bimétallisme. Toutefois, sur la question de savoir si l'Angleterre devait immédiatement adopter le double étalon, six membres sur douze opinèrent pour l'abstention. M. Léon Courtney, parmi ces six membres, devait, quelques années plus tard, devenir un partisan convaincu du bimétallisme universel et sa conversion eut, en Angleterre, un énorme retentissement. En 1889, M. Chaplin introduisit la question monétaire à la Chambre des communes et M. Goschen, chancelier de l'Echiquier répondit « qu'en présence des progrès du bimétallisme, les monométallistes devaient cesser

de compter sur l'évidence de leur *credo* pour en assurer le triomphe... »

Les Chambres de commerce anglaises, et spécialement celle de Manchester, adhèrent au mouvement bimétalliste. Dès lors, n'est-il pas surprenant de voir au Congrès de Paris, en 1889, les délégués du Royaume-Uni déclarer que leur Gouvernement ne pouvait pas entrer dans une Union bimétalliste internationale, voulant, avant tout, conserver les avantages du régime de l'étalon d'or.

Même opposition irréductible de la part du gouvernement britannique à la Conférence internationale de Bruxelles, en 1892. Au moment de l'ouverture, l'accord semblait fait entre les Etats-Unis, la France et même l'Allemagne, pour la création d'une union bimétalliste universelle ; il a donc fallu des considérations bien puissantes pour que le *Foreign Office* prenne une telle attitude, alors surtout que la masse des citoyens était favorable à la réhabilitation du métal blanc.

Bien plus, en 1893, une nouvelle mesure, prise par le gouvernement anglais, devait précipiter encore la chute de l'argent en lui fermant un de ses derniers et plus importants débouchés. Un *act* interdit dans l'Inde la libre frappe de la roupie d'argent. Pendant plusieurs siècles, l'Inde s'était trouvée sous le régime monométalliste argent, et malgré un *act* de 1870, qui avait accordé libre frappe et pouvoir libératoire illimité à l'or et à l'argent, les monnaies d'or ne restèrent jamais dans la circulation, tant est grande l'antipathie du peuple indien pour un numéraire qui ne correspond pas à ses besoins.

A la fin de l'année 1893, l'argent était tombé déjà bien bas. A Londres, il cotait à peine 35 pence l'once, et 125/130 francs le kilogramme, à Paris. De 1878 à 1893, la lutte avait été rude entre les partisans du monométallisme

or et du bimétallisme or et argent : en 1892, il s'en fallut de bien peu que le principe du double étalon ne triomphât, tant avait été forte, auprès des gouvernements, la poussée de l'opinion publique.

CHAPITRE TROISIÈME

Les évènements monétaires de 1893 à 1902.

SOMMAIRE. — *La Convention de 1897 entre les Etats de l'Union latine. — La défaite du parti bimétalliste aux Etats-Unis et la loi de 1900. — Baisse formidable de l'argent.*

La baisse de l'argent au cours de cette troisième période est parvenue à un degré d'intensité absolument imprévu. Les mesures législatives prises pendant les années précédentes ont porté leur fruit et, certainement, les monométallistes or doivent se féliciter des résultats acquis. Même l'opinion publique a paru se désintéresser au moins en Europe et aux Etats-Unis, du nouvel état de choses; les ligues bimétallistes ont perdu beaucoup de leur action et se sont dissoutes; la diplomatie s'est avouée impuissante après la série d'échecs des Conférences de Paris et de Bruxelles. L'Union latine, elle-même, a montré moins de vitalité; certains la proclament inutile et caduque... Quelques additions ont été, cependant, faites à la Convention de

1885, par une Convention du 15 novembre 1893, complétée par un protocole du 15 mars 1898 et par une Convention du 27 octobre 1897. Elles ont trait à la monnaie divisionnaire (1). La première vise le retrait de la circulation des pièces divisionnaires italiennes dans les autres Etats de l'Union et le remboursement de leur valeur nominale ; la seconde augmenta la proportion de monnaies divisionnaires dans chaque pays, à raison de l'accroissement de sa population : 130.000.000 de francs pour la France, 6.000.000 pour la Belgique, 30.000.000 pour l'Italie, 3.000.000 pour la Suisse ont été ou seront jetés dans la circulation, ce qui porte le stock de monnaie divisionnaire d'argent à 394.000.000 pour la France, 47.000.000 pour la Belgique, 232.000.000 pour l'Italie et 28.000.000 pour la Suisse. Il est à remarquer qu'en décidant l'émission de ces nouvelles pièces divisionnaires, les Etats confédérés n'avaient pas que le désir de rétablir la quotité de menue monnaie par rapport au nombre d'habitants, mais surtout de retirer de la circulation, en prévision de la liquidation de l'Union, un certain nombre d'écus de 5 francs que l'on a refondus en diminuant le titre à 835/1.000. Les producteurs d'argent n'ont donc presque rien eu à gagner à ces opérations et le cours du métal n'en a pas été sensiblement amélioré.

A l'heure actuelle et quoi qu'on dise, l'Union latine est encore vivante, malgré les modifications nombreuses et essentielles qu'elle a subies. Née à une époque où le pair bimétallique n'était pas une fiction légale, elle eut d'heureux commencements. Pendant une dizaine d'années, elle assura aux Etats Confédérés, et surtout à la France, une prospérité sans égale ; mais des circonstances fortuites, en l'obligeant à suspendre la libre frappe de l'argent, ont

(1) ARNAUNÉ, *La Monnaie, le Crédit et le Change*.

interrompu sa marche bienfaisante. En fait, c'est le monométallisme or qui est le régime monétaire de l'Union. Est-ce dire qu'elle n'ait plus sa raison d'être, que son rôle est terminé, que sa disparition est proche ? Nous croyons, au contraire, que son existence se prolongera pendant longtemps encore. Les dissentiments qui se sont élevés à certains moments entre ses membres se sont toujours et promptement calmés devant la nécessité de l'entente. La France, l'Italie surtout, ont un stock de monnaie d'argent trop considérable pour risquer leur fortune et leur crédit dans des expériences trop onéreuses de l'étalon unique d'or. C'est ainsi que les exigences budgétaires sont le plus sûr garant de la pérennité de l'Union latine.

Pendant qu'en Europe le mouvement bimétalliste se calmait peu à peu, le parti des *Silver men* aux Etats-Unis subissait, de son côté, un échec important à la suite de l'élection de M. Mac Kinley à la présidence de la République. Toutefois, pour enlever tout moyen d'agitation aux partisans de M. Bryan, M. Mac Kinley se fit autoriser par un *act* du 3 mars 1897, à provoquer la réunion d'une Conférence internationale « en vue d'assurer un rapport fixe de valeur entre l'or et l'argent par l'adoption d'un même rapport entre ces deux métaux et la liberté de leur frappe suivant ce rapport ». M. Wolcott, sénateur du Colorado, fut le chef d'une mission envoyée successivement en France et en Angleterre pour étudier, de concert avec les gouvernements de ces deux pays, la possibilité d'une entente et les mesures à prendre en vue de rétablir la fonction monétaire internationale de l'argent. Entr'autres, on demandait à l'Angleterre :

1° La reprise de la libre frappe de la roupie dans l'Inde et l'abrogation de l'*act* qui donne cours légal dans ce pays aux *souverains* anglais ;

2° L'élévation à 10 livres sterling, du pouvoir libérateur de l'argent en Angleterre ;

3° La frappe annuelle d'une certaine quantité d'argent ;

4° L'émission de billets de banque de 20 shillings gagés sur de l'argent.

Le 17 octobre 1897, lord Salisbury, faisait connaître la réponse définitive du Cabinet britannique : « Le « gouvernement de l'Inde ayant fermement et unanime-
« ment exprimé l'avis qu'il serait très déraisonnable
« d'ouvrir à nouveau les Monnaies de l'Inde, il avait
« paru inutile d'examiner les autres propositions des
« gouvernements de la France et des Etats-Unis. »

C'était une fin de non-recevoir catégorique ; depuis lors, aucune tentative n'a été faite par le Cabinet de Washington.

D'ailleurs, aux Etats-Unis même, le mouvement *inflationnist* a perdu de sa vitalité et de son influence. Les élections de 1898 ont amené au Parlement une majorité sinon ouvertement hostile, du moins assez indifférente à la question monétaire. De nouvelles préoccupations d'ordres divers ont absorbé les énergies des représentants du peuple américain.

Toutefois, la loi du 14 mars 1900, déclare que le dollar d'or de 25,8 grains sera désormais l'unité monétaire des Etats-Unis ; le dollar d'argent de 412,5 grains conserve le pouvoir libérateur illimité, mais la frappe en est rigoureusement réservée à l'Etat.

La République nord-américaine est donc sous un régime monétaire semblable à celui de l'Union latine.

L'arrêt brusque des achats d'argent par le Trésor de Washington, coïncidant avec l'interdiction de la libre frappe de la roupie dans l'Inde, puis l'adoption du monométallisme or par la Russie et le Japon en 1897, ont amené

une baisse de plus en plus profonde du métal blanc. En 1893, il cotait à la Bourse de Londres, 29 1/2 pence l'once, et 105/107 francs le kilogramme, à Paris ; en 1898, il ne cotait plus que 26 pence et enfin en 1902, 22 pence (80 francs le kilogramme).

Au cours de l'année 1903, les prix sont remontés à 89 et même 92 francs le kilogramme. Cette légère amélioration est due sans doute au retrait du cours légal aux monnaies d'origine étrangère dans les colonies françaises de l'Indo-Chine, et à la frappe, par la Monnaie de Paris, de nouvelles piastres à destination de ces pays.

Telle est donc la situation pleine de dangers, au point de vue financier et économique, que le monométallisme or a créé dans tous les Etats. « Le détronement de ce roi du monde, l'argent a, comme le dit Bamberger, amené des complications auxquelles bien peu pouvaient s'attendre. » Aussi, malgré les insuccès du passé, le Mexique cette année même a proposé une solution nouvelle de la question monétaire. Deux idées fondamentales se dégagent de ce projet : d'abord, les Etats contractants s'engageraient seulement à maintenir pendant une certaine période la moyenne annuelle de leurs acquisitions d'argent, afin d'assurer un débouché permanent aux quantités de métal extraites ; en outre, la Convention fixerait le rapport entre l'or et l'argent à 1/32, de sorte que la fonction monétaire internationale de l'argent serait rétablie sur une base fixe, au grand avantage des pays à monnaie blanche (1). Nous ne saurions trop souhaiter que la mission mexicaine mène à bien son œuvre, car les grandes Puissances, une fois acquises aux réformes monétaires temporaires et partielles, seraient incitées à en accomplir de plus importantes et de plus durables : l'Union bimétalliste universelle deviendrait bientôt une réalité.

(1) J. DUMAS : *Un nouvel aspect du problème monétaire*.

CHAPITRE QUATRIÈME

Situation monétaire actuelle des principaux Etats.

SOMMAIRE. — SECTION PREMIÈRE. — § 1. *Situation monétaire des Etats de l'Union latine. Le stock monétaire de la France. Les enquêtes de M. de Foville. Le commerce international.* — § 2. *Situation monétaire de l'Italie. La crise monétaire due au papier-monnaie. Amélioration et commerce international.* — *Situation monétaire* § 3 *de la Grèce,* § 4 *de la Belgique* et § 5 *de la Suisse.*

SECTION DEUXIÈME. — *Situation monétaire des principaux Etats de l'Europe autres que ceux de l'Union latine.* a) *Etats monométallistes or.* — § 1. *Allemagne. Réformes monétaires de 1871, ses résultats. Développement économique et commerce international.* — § 2. *Russie. Réformes monétaires de M. de Witte. Adoption du monométallisme or.* — § 3. *Union scandinave. Réformes monétaires de 1875.* — § 4. *Angleterre. Commerce extérieur. Projet de protectionnisme.* — § 5. *Portugal.* b) *Etats bimétallistes.* — § 1. *Autriche-Hongrie. Son commerce extérieur.* — § 2. *Bulgarie, Roumanie et Serbie.* — § 3. *Hollande.* — § 4. *Espagne.*

SECTION TROISIÈME. — *Situation monétaire des Etats de l'Amérique.* a) *Etats monométallistes argent ou à monnaie d'argent prépondérante.* — § 1. *Mexique.* — § 2. *Etats de l'Amérique centrale.* — § 3. *Etats de l'Amérique du Sud.* b) *Etat monométalliste or.* — § 1. *Canada.* c) *Etat bimétalliste.* — § 1. *Etats-Unis. Progrès considérables de son commerce extérieur.*

SECTION QUATRIÈME. — *Situation monétaire de l'Afrique.*

a) Etat monométalliste argent ou à monnaie d'argent prépondérante. — § 1. *Maroc.* — b) Etats monométallistes or. — § 1. *Egypte.* — § 2. *Colonie du Cap.*

SECTION CINQUIÈME. — *Situation monétaire de l'Asie.* a) Etats

monométallistes or. — § 1. *Japon.* — § 2. *Le Siam.*

b) Etat bimétalliste. — § 1. *Inde anglaise.* c) Etats monométallistes argent. — § 1. *La Chine. Projet de réforme monétaire.* — § 2. *Indo-Chine.*

SECTION SIXIÈME. — *Situation monétaire de l'Océanie.*

APPENDICE. — *Statistique du stock monétaire des principaux pays.*

L'exposé du régime monétaire et de la circulation métallique des principaux Etats nous paraît nécessaire à plus d'un titre. L'historique des événements monétaires resterait en effet incomplet s'il ne venait s'y ajouter un peu de statistique.

SECTION PREMIÈRE

Situation monétaire des Etats de l'Union latine.

§ 1. — LA FRANCE.

De tous les Etats de l'Union latine, c'est la France qui a frappé la plus grande quantité de numéraire d'or et d'argent. N'est-elle d'ailleurs pas, aussi bien par le nombre de ses habitants que par sa richesse, la première des

Puissances Confédérées : Voici un tableau comparatif de la frappe de l'or et de l'argent depuis 1795 jusqu'en 1901 :

OR.

			Dates extrêmes des émissions.	Valeur
Pièces de 100 francs			1855-1901	63.701 300
— 50 —			1855-1901	46.903.450
— 40 —			1803-1839	204.432.360
— 20 —			1803-1901	8 040 603.700
— 10 —			1850-1901	1 081.322.070
— 5			1854-1869	233 440.130
Total.Fr.				0 670 403 010

ARGENT.

Pièces de 5 francs an IV-1878	5 060 606.240
-------------------------------	---------------

De cette quantité de monnaies jetée dans la circulation au cours d'un siècle, que reste-t-il encore ? La démonétisation de certains types (telle la pièce d'or de 5 francs); l'exportation dans les pays étrangers, les pertes par incendies, naufrages ou autres accidents, les refontes pour les emplois industriels en ont fait disparaître une grande partie.

En 1868, 1878, 1885, 1891, 1897, des enquêtes ont été ordonnées par le Gouvernement dans le but de connaître le nombre des pièces d'or ou d'argent qui composent respectivement une certaine somme, ainsi que leurs nationalités et leurs millésimes. Un jour indiqué, dans toutes les caisses publiques, le recensement a été fait, et voici les résultats obtenus pour les monnaies d'or et de 5 francs d'argent.

TABLEAU (1.)

1° — OR ET ARGENT.

Années	Sommes recensées	Or	Argent	Proportions	
				Or o/o	Arg. o/o
1868	29.707.260	29.028.140	679.120	97 72	2 28
1878	22.945.770	16.878.740	6.067.030	73 55	26 45
1885	17.108.315	11.860.430	5.247.885	69 33	30 67
1891	23.498.810	16.365.080	7.133.730	69 64	30 36
1897	32.511.010	28.199.640	9.311.370	71 36	28 64

2° ARGENT FRANÇAIS ET ÉTRANGER.

Années	Sommes recensées	Pièces Françaises	Pièces étrangères	Proportion pièces	
				Fr. o/o	Etr. o/o
1868	679.120	638.405	40.715	94 00	6 00
1878	6.067.030	4.124.945	1.942.085	67 99	32 01
1885	5.247.885	3.738.795	1.509.090	71 24	28 76
1891	7.133.730	4.934.840	2.198.890	69 18	30 82
1897	9.311.370	8.159.925	1.151.445	87 63	12 37

3° — ARGENT ÉTRANGER

Années	Sommes recensées	NATIONALITÉS					
		Italie		Belgique		Grèce	
		Valeur	Proportion	Valeur	Proportion	Valeur	Prop.
1878	1.942.085	959.560	15 81	933.025	15 37	10.040	0 31
1885	1.509.090	802.285	15 29	655.565	12 40	35.210	0 67
1891	2.198.890	1.209.880	16 96	873.515	12 24	85.805	1 22
1897	1.151.445	798.020	8 57	296.515	3 18	41.730	0 45

SUISSE

Valeur	Proportion
30.400	0 52
16.030	0 31
29.000	0 41
15.180	0 17

(1) ARNAUNÉ, *La Monnaie, le Crédit et le Change*,

Des remarques intéressantes naissent naturellement de l'examen de ce tableau: Tout d'abord la proportion d'or est, comparativement aux frappes respectives, plus forte que celle de l'argent dans les sommes recensées. Ceci provient d'une part, des exportations d'argent dans l'Extrême-Orient vers 1860, et de l'autre des réserves considérables de ce métal que la Banque de France a constituées : un milliard environ. En outre, il est bon de noter que la proportion de pièces d'argent étrangères est en décroissance depuis 1891, époque où elle atteignait 30 %. Cette situation se maintiendra-t-elle? Ce serait heureux au cas de dénonciation de l'Union latine

Les enquêtes officielles n'ont pas seulement porté sur la nature et l'origine des pièces, mais aussi sur leurs millésimes. M. de Foville en prenant pour base les indications fournies par l'Administration, est arrivé à des probabilités qui sont presque des certitudes sur la quantité de numéraire existant en France. Voici par quelle méthode : M. de Foville suppose d'abord que les pièces émises à une date très rapprochée de celle de l'enquête existent encore toutes dans la circulation ; il note en quelle proportion elles se trouvent dans les sommes recensées, puis connaissant également dans quelles proportions se trouvent les pièces d'autres millésimes, il lui est facile d'établir les quantités existantes de chaque émission. Ainsi s'il a été frappé en 1875 un million d'écus de 5 francs, et qu'en les supposant tous en circulation au moment de l'enquête, on trouve dans une somme recensée qu'ils atteignent 5 ‰ ; si d'autre part les écus frappés en 1860, au nombre de un million également (pour simplifier), n'atteignent que la proportion de 2,50 ‰, on en conclura que la moitié du million d'écus émis en 1860 a disparu.

Les résultats obtenus par M. de Foville, d'après des cal-

culs très scrupuleusement établis, sont les suivants pour la France, en 1897 :

(En millions de francs)

	Monnaie Française	Monnaie Etrangère	Totaux
	—	—	—
Monnaies d'or	3.675	525	4.200
Ecus de 5 fr.	1.380	555	1.935

La proportion d'argent dans la circulation est donc considérable, près de deux milliards, dont un tiers environ de provenance étrangère. L'Italie, plus spécialement, nous a inondés de ses écus pendant la longue période de sa crise financière. Aujourd'hui, quoiqu'un relèvement sérieux et durable se soit produit chez elle, les monnaies italiennes ne repassent pas rapidement la frontière, car les importations en France restent bien inférieures aux exportations (159 millions contre 192, en francs or. Même situation à l'égard de la Belgique où les importations venant de France atteignent 605 millions contre 333 millions d'exportations. C'est donc avec raison que la France a voulu, au prix même de concessions graves, le maintien de l'Union latine. D'autre part, la réhabilitation du métal blanc doit, plus qu'à toute autre Puissance, lui être à cœur pour sauvegarder sa prospérité et son admirable stock monétaire. Dans le commerce international en effet, les importations en France dépassent de beaucoup les exportations ; il lui faut, en fin de compte, payer en or, le plus souvent, l'excédent des produits venant de l'étranger (spécialement de la Russie — 282 millions d'importations contre 40 millions d'exportations ; des Etats-Unis 427 millions contre 255). Voici d'ailleurs le tableau du commerce extérieur de la France pour ces dix dernières années :

Années	Importations	Exportations
1893	3.833.700 000	3.236.383.000
1894	3.850.445.000	3.078.145.000
1895	3.719.899.000	3.373.796.000
1896	3.798.579.000	3.400.020.000
1897	3.956.027.000	3.597.952.000
1898	4.472.552.000	3.510.897.000
1899	4.518.308.000	4.152.635.000
1900	4.697.802.000	4.108.699.000
1901	4.399.194.000	4.102.941.000
1902	4.415.725.000	4.236.418.000 (1).

Il ne faudrait cependant pas trop s'alarmer de ces chiffres et craindre une exode fâcheuse de notre or. Les statistiques ne donnent pas en effet le mouvement incessant du numéraire or qui afflue en France, d'une part pour le service des intérêts des capitaux placés à l'étranger, spécialement en Russie (7 milliards); en Espagne (3 milliards); en Autriche (3 milliards); en Italie (1 milliard 500 millions, etc.) ; et d'autre part pour le paiement des dépenses de voyage et de séjour que font les visiteurs étrangers à Paris ou dans les villes du midi. Ce sont là des éléments de notre richesse nationale que l'on ne doit pas négliger de signaler.

§ 2. — L'ITALIE

L'Italie a adopté comme unité monétaire la *lira* (de 100 *centesimo*) égale au franc. Les différentes et très nombreuses espèces de monnaies émises par les anciens Etats, tels que la Toscane, la Lombardie, le royaume de Naples, ont été démonétisées et refondues. Il n'y a donc

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* 1903.

plus aujourd'hui que des pièces dont le titre, le poids, et la valeur ont été déterminés par les Conventions de l'Union latine.

La circulation métallique comprend, pour une population de 31.900.000 habitants, 490.000.000 de francs en or et 80.000.000 de francs en écus de 5 francs. C'est peu, malgré une amélioration sensible depuis quelques années, et les efforts du Trésor italien pour accroître le stock monétaire. La frappe annuelle (or et argent) atteint de 7 à 8 millions de francs. Malgré cela, la circulation fiduciaire est restée très importante ; la monnaie de papier a causé des troubles économiques qui ont retardé l'essor d'un pays doté de richesses naturelles de premier ordre. En outre, le fonctionnement de l'Union latine en a été si sérieusement affecté qu'en 1896 les Puissances Confédérées ont dû prendre une mesure radicale à l'égard des monnaies divisionnaires italiennes, en leur retirant le cours légal.

Cependant, depuis quelques années, une ère de prospérité a permis le rapatriement d'une grande partie des monnaies italiennes qui circulaient au dehors et spécialement des écus de 5 francs. C'est ainsi qu'en 1901, les importations de monnaies d'or ont été de 3.456.000 francs, contre 5.797.000 francs d'exportations, et les importations de monnaie d'argent ont été de 7.017.800 francs (dont 6.849.600 venant de France), contre seulement 2.889.200 fr. à l'exportation (dont 2.333.600 en France). Ces résultats pour la monnaie d'argent sont heureux et diminuent le péril financier que ferait encourir à notre pays la dénonciation de l'Union latine. La fuite de l'or est encore trop abondante, parce que les importations en Italie restent bien supérieures aux exportations, malgré un réel développement industriel et commercial. Voici la statistique du commerce extérieur de l'Italie pendant ces dernières années :

Années	Importations	Exportations
1899	1.314.825.873 fr. (or).	1.110.680.518 fr. (or).
1900	1.306.283.397	1.326.636.710
1901	1.590.400.442	1.251.889.086
1902	1.641.156.602	1.312.607.385
1902 (6 mois)	940.333.993	719.155.656 (1).

§ 3. — LA GRÈCE.

L'unité monétaire est le *drachme* de 100 *lepta* correspondant au franc; la circulation métallique ne comprend que 2 000.000 de francs en or et 2.500.000 francs en argent au 900/1000 pour une population de 2.400.000 habitants. Au point de vue du commerce extérieur, les importations deviennent de plus en plus nombreuses, tandis que les exportations diminuent sensiblement. Voici les chiffres pour les trois dernières années :

Années	Importations	Exportations
1900	129.986.006	102.089.518
1901	138.705.302	93.780.955
1902	134.891.301	80.136.829 (2)

La situation est donc loin d'être prospère et s'aggrave chaque jour; peu de pays sont cependant plus favorisés au point de vue des productions agricoles et minières. La France, à elle seule, absorbe le tiers de ces exportations (27 millions en 1903), tandis qu'elle n'importe en Grèce que 15 millions; l'Angleterre et surtout l'Allemagne ont su nous y supplanter et s'y créer d'importants débouchés.

(1) *Bulletin de la Chambre de Commerce française de Milan*, d'après le Rapport annuel de la Direction Générale des Gabelles.

(2) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, 1903.

§ 4. — LA BELGIQUE.

Pour une population de 6.700.000 habitants, la circulation monétaire atteint 107.500.000 francs en or, et 175.000.000 de francs d'argent à cours illimité.

C'est un des pays de l'Union latine où la proportion d'argent est supérieure à celle de l'or. Toutefois, comme les importations venant de France atteignent 605.000.000 par an, contre 333.000.000 d'exportation, et que, d'après la convention de 1885, la Belgique a obtenu la faveur de ne pas rembourser en or les 200.000.000 de francs en écus belges qui pourraient se trouver en excédent en France au moment de la liquidation de l'Union latine, il en résulte un certain danger pour notre pays. Cette situation n'ira certes pas en s'améliorant, puisque les importations en Belgique atteignent en 1903, 2 milliards 216 millions, de francs contre 1 milliard 923 millions d'exportation seulement.

§ 5. — LA SUISSE.

Depuis 1851, la frappe de la monnaie en Suisse est devenue un service fédéral. Auparavant, chaque canton avait un numéraire de nom, de poids et de valeur distincts. L'unification s'est faite aujourd'hui, le système monétaire français a été intégralement appliqué. La circulation métallique comprend pour une population de 3 millions d'habitants, une centaine de millions en or et 10 millions en écus de 5 francs. La plupart des pièces dans le commerce sont de provenance française, spécialement les pièces d'or. Une loi fédérale du 23 juin 1887 a donné cours légal aux monnaies étrangères suivantes: souverain et demi-souverain anglais, pièce de 5 dollars, pièce de 10 et 20 marks. Ce fut

la a simple confirmation d'un fait existant depuis le jour où la Suisse, étant devenue le rendez-vous des excursionnistes de tous les pays, la monnaie étrangère y avait été acceptée pour sa valeur nominale. D'ailleurs, il reste toujours possible au Gouvernement fédéral de revenir sur cette décision sans que la situation financière ait beaucoup à en souffrir. La Suisse importe, en effet, beaucoup plus qu'elle n'exporte (1.050.000.000, dont 216.000.000 pour la France, contre 836.079.700 d'exportations, dont 93.000.000 en France). Elle est spécialement la cliente des pays dont elle a admis les monnaies, qu'elle pourra, par le simple jeu du commerce, rapatrier à son gré.

SECTION DEUXIÈME

Situation monétaire des principaux Etats de l'Europe autres que ceux de l'Union latine.

a) **Etats monométallistes or :**

§ I. — ALLEMAGNE.

Jusqu'en 1871, l'argent fut la base de la circulation monétaire de l'Allemagne, et l'or n'y jouait que le rôle de monnaie facultative. L'indemnité de la guerre franco-allemande d'une part, les ressources nouvelles procurées par un prodigieux développement industriel et commercial d'autre part, ont permis à l'Empire d'accomplir l'unification monétaire que la Confédération germanique avait été impuissante à réaliser.

L'unité monétaire est le mark d'or de 100 pfennings; son poids est de $1/2790$ du kilogramme de fin, et sa valeur en franc de 1,2346 (au pair.) Les lois du 4 décembre 1871 et 9 juillet 1873 ont prescrit, en vue du remplacement des monnaies de valeur très diverses émises par les anciens Etats confédérés, la frappe de pièces de 20 et 10 marks en or, et de 5, 2, 1 marks en argent au titre de 900/1000. Le rapport de valeur entre l'or et l'argent est de 1 à 13 95. Le pouvoir libératoire de l'or est, en principe, illimité et sa frappe libre; la monnaie impériale d'argent est reçue sans limitation de sommes par les caisses de l'Etat, et peut y être échangée contre de la monnaie d'or; les particuliers ne sont tenus de l'accepter que jusqu'à concurrence de 20 marks.

La circulation métallique de l'empire allemand comprend pour 52.300.000 habitants 3.489.500.000 francs d'or et 1.140.000.000 de francs d'argent.

La transformation du régime monétaire a donc été complète en une trentaine d'années; la vente des anciens thalers s'est faite au moment où la baisse de l'argent se dessinait à peine, si bien que le Trésor n'a pas eu de ce fait à consentir de trop grands sacrifices. La frappe de la monnaie d'or est toujours très importante (100 millions de francs environ pour 1902) car, malgré de très grands progrès, l'Allemagne reste encore sur le marché du monde plus acquéreur que vendeur. Voici, d'ailleurs, le chiffre des importations et des exportations depuis 1890.

1890	4.272.900 000 marks.	3 409 600.000 marks.
1900	6 042.900 000 —	4.752.000.000 —
1901	5.710.800 000 —	4 512.600.000 —
1902	5 711 067.000 —	5 006.711 000 (1) —

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* (1903).

La France exporte encore en Allemagne pour 457 millions de francs, contre 360 millions d'importations, mais cette situation avantageuse tend à disparaître de plus en plus.

§ 2. — RUSSIE.

Depuis 1892, la Russie est entrée dans la voie des réformes financières et monétaires. Jusqu'alors, le rouble-papier à cours forcé constituait à peu près la seule monnaie, monnaie d'ailleurs dépréciée de plus de moitié.

Les roubles or fuyaient à l'étranger, et, en fait, on se trouvait sous un régime monométalliste argent. En 1897, à l'instigation du Ministre des Finances, M. de Witte, le gouvernement russe a commencé la transformation de son stock métallique en adoptant le monométallisme or.

Le rouble or (de 100 kopecks), valant au pair 2 fr. 66, est l'unité monétaire. La monnaie d'argent, par contre, tombe au rang de monnaie d'appoint.

Actuellement, il y aurait en circulation 3.955.000 000 de francs en or et 570.000.000 de francs en argent à cours limité. Dans la seule année 1902, 60 millions de francs d'or ont été frappés.

Qu'advient-il de ce régime monométalliste or ? La mise en exploitation d'abondantes mines de métal jaune, dans l'Oural et le Caucase, a rendu possibles l'émission d'une grande quantité de numéraire et le retrait de 4 milliards de roubles-papier, mais, qu'est-ce encore pour une population de 130 millions d'habitants et qui va sans cesse en augmentant ? D'autre part, l'industrie s'arme d'une façon colossale pour la lutte économique ; plus de 80.000 usines se sont ouvertes à Moscou, Varsovie, Lodz, Saint-Petersbourg. Loin d'être obligée d'acheter à l'étranger

les produits fabriqués, la Russie commence à en exporter. C'est ainsi que pour les années 1901 et 1902, les exportations ont atteint respectivement 729.815.000 et 825.277.000 roubles et les importations ont baissé de 532.944.000 roubles à 527.095.000 (1). Les relations commerciales entre la France et la Russie se sont élevées en 1902 à 322 millions, dont 282 millions d'importations en France (spécialement céréales, huiles minérales et soies), contre 40 millions seulement d'exportations. Un tel développement dans la vie économique de cet immense pays ne s'est pas fait sans secousses et sans troubles; l'introduction du monométallisme or a été certainement trop brusque et pourrait, en cas de guerre, causer d'irréparables désastres financiers, par suite de l'insuffisance du numéraire.

§ 3. — UNION SCANDINAVE : DANEMARK, SUÈDE ET NORVÈGE.

Le 18 décembre 1872, le Danemark a contracté avec la Suède une union monétaire à laquelle a adhéré la Norvège, le 4 mars 1875.

L'étalon unique d'or est la base du régime adopté par l'Union scandinave, et la couronne (kron), valant 1 fr. 58, est l'unité monétaire.

La circulation métallique du Danemark comprend, pour une population de 2.464.770 habitants, 79 millions de francs en or; le commerce extérieur (2) se décompose en 732 millions de francs d'importations, contre 547 millions seulement d'exportations.

La circulation métallique de la Suède comprend, pour une population de 5.175.000 habitants, 67 millions de francs d'or; le commerce extérieur (3) se décompose en 743.500.000

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* (1903).

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

francs d'importations contre seulement 479.400.000 francs d'exportation. Enfin, pour la Norvège, on compte pour une population de 2.240.000 habitants, un stock monétaire d'or de 43 millions. Les importations atteignent 399.200.000 francs contre 229.600.000 francs d'exportations (1).

§ 4. — ANGLETERRE.

Jusqu'en 1798, l'Angleterre a vécu sous le régime bimétalliste, et si à cette époque elle a décidé d'interdire la libre frappe de l'argent, c'est que, loin d'être dépréciée, la monnaie blanche, étant trop forte, avait tendance à s'enfuir.

Une loi de 1816, abaissa le poids du schelling, dont la valeur nominale devint ainsi inférieure à la valeur réelle. Son cours en fut limité à 40 schellings et la frappe réservée à l'Etat. Depuis 1818, l'or n'a cessé d'être l'unique étalon de la valeur. La livre sterling ou souverain, composée de 123.274 47 grains (7 gr. 9880) d'or au titre de 916,66/10000, constitue l'unité monétaire. La circulation métallique est estimée à 3 milliards 200.000.000 de francs d'or et à 490 millions d'argent à cours limité. Pour une population de 40 millions d'habitants et une activité économique très intense, ce stock est relativement peu considérable. C'est qu'en Angleterre, la circulation fiduciaire, facilitée par le fonctionnement des *Clearing houses*, supplée, dans une large part au numéraire, et seconde merveilleusement l'essor des affaires.

Les statistiques du commerce extérieur, accusent une

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* (1903).

plus-value croissante des importations sur les exportations. Voici les résultats pour les trois dernières années :

1900	562 588.320 liv. st.	343 104 035 liv. st.	239 424.291 liv. st.
1901	554 207 504	300.037 478	248 170 020
1902	560 253.620	300 665.186	250 588 443 (1).

La France, à elle seule, envoie en Angleterre pour 1.264.000 francs de marchandises et n'en reçoit que 667 millions. L'Allemagne, et surtout les Etats-Unis, inondent le marché de Londres de leurs produits; aussi depuis quelques années, les idées protectionnistes se font jour en Angleterre dans le but de sauvegarder l'industrie nationale menacée.

§ 5. — PORTUGAL.

La loi du 20 juillet 1854 a institué le monométallisme or, comme régime monétaire du Portugal et de ses colonies. Le *milreis* d'or est l'unité monétaire.

Pour une population de 8.500.000 habitants, la circulation métallique comprend 26 millions de francs en or, et 49 millions de francs en espèces d'argent à cours limité. Le *souverain* anglais a cours légal au même titre que la monnaie nationale; c'est que les relations commerciales avec le Royaume-Uni, sont nombreuses, et que la plus grande partie des richesses naturelles sont exploitées par des Compagnies Anglaises.

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée* (1903).

b) **Etats bimétallistes.**

§ 1. — AUTRICHE-HONGRIE.

Pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, l'Autriche-Hongrie a subi les atteintes d'une crise monétaire due à l'émission trop abondante du papier-monnaie. Le service des intérêts de la rente d'Etat et des emprunts des villes absorbait à mesure de sa frappe le rare numéraire. En 1867, un traité conclu avec les Etats de l'Union latine, facilita encore l'exode de la monnaie d'or, en permettant la circulation chez ceux-ci des nouvelles pièces de 8 florins, valant 20 francs.

Aussi le stock métallique de l'Autriche-Hongrie est-il notoirement insuffisant pour une population de 46 millions d'habitants : 1.220.000.000 de francs en or, et 250.000.000 de francs d'argent à cours illimité. L'unité monétaire est la couronne de 100 hellers, valant au pair 1 fr. 05. A raison de la dépréciation du métal, les monnaies d'argent (5 et 1 couronnes) sont frappées au profit et sous le contrôle de l'Etat. L'Autriche-Hongrie se trouve donc sous un régime monétaire identique à celui de l'Union latine. Son crédit s'améliore et sa prospérité augmente. Les exportations, en 1902, ont atteint 1.904.107.684 couronnes contre seulement 1.888.428.534 d'importations. La France reçoit 67 millions de marchandises diverses (vins et tissus) et n'envoie en retour que pour 16 millions.

§ 2. — BULGARIE, ROUMANIE ET SERBIE.

La Roumanie, dès 1867, la Serbie, en 1878, la Bulgarie, en 1880, ont adopté respectivement comme unité monétaire, le *lew*, *leu*, *dinar*, valant 1 franc, et ont pris le rapport

1 à 15 1/2 pour la création de leur numéraire or et argent. Aucune statistique sérieuse de la circulation métallique n'a jamais été faite dans ces pays, mais il est certain que celle-ci n'est pas en rapport avec les besoins de la population. Aussi les troubles financiers et économiques ont-ils désolé souvent ces régions.

§ 3. — HOLLANDE.

Vouée, jusqu'en 1875, à l'étalon unique d'argent, la Hollande a, depuis, été forcée, à l'instar de l'Union latine, d'interdire la libre frappe du métal blanc; toutefois, l'unité monétaire est toujours le *florin* d'argent, valant au pair, 2 fr. 10, et la monnaie d'or est loin d'avoir pris la première place dans la circulation. Elle ne dépasse pas 137 millions de francs contre 250 millions d'argent à cours illimité. D'ailleurs l'or et l'argent ont toujours un égal pouvoir libérateur et sont acceptés indistinctement, d'après le rapport de 1 à 15 5/8.

§ 4. — ESPAGNE.

Par décret du 19 octobre 1868, l'Espagne a adopté un régime bimétalliste identique à celui de l'Union latine. La *peseta* est l'unité monétaire semblable, comme poids et titre, au franc.

En fait, les circonstances politiques n'ont pas permis au Gouvernement de frapper beaucoup de nouvelles pièces. Les monnaies anciennes, de poids et de titres très divers, tels que les *escudos* et les *quadruples* d'or, les *pistoles* et les *piastres* d'argent, sont encore très nombreuses dans le commerce. Une loi de 1901 a suspendu la frappe libre des pièces

de 5 pesetas, monnaie dont le cours est illimité, comme les écus de 5 francs dans les pays de l'Union latine.

On peut estimer à 386 millions de francs d'or, et à 1.015 millions d'argent, le stock monétaire espagnol, ce qui est très insuffisant pour une population de 18 millions d'habitants. La pénurie d'or n'est malheureusement pas prête à disparaître; comme pour le Portugal, nombre d'exploitations minières et commerciales étant aux mains des Anglais et des Allemands, les bénéfices payés en dehors du territoire le sont toujours en or. En outre, le commerce extérieur reste constamment défavorable à l'Espagne. Voici la statistique des trois dernières années :

Années	Importations	Exportations
1900	874.805.686 fr.	753.586.000 fr.
1901	837.843.365 »	706.886.119 »
1902	810.840.254 »	752.113.489 » (1).

Les produits français depuis quelques années ont été supplantés sur le marché espagnol par ceux de provenances anglaise et allemande ; aussi nos exportations ne sont plus que de 148 millions de francs contre 239 millions d'importations.

SECTION TROISIÈME

Situation monétaire des Etats de l'Amérique.

a) Etats monométallistes argent ou à monnaie d'argent prépondérante.

§ 1.— MEXIQUE.

La monnaie d'argent a toujours été la base de la circulation métallique du Mexique. Avant 1867, les pièces étaient de titre et de poids très divers, la plus répandue était la

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* (1903).

piastre d'argent ou *peso* de 8 réaux, au titre variable de 895-903/1000 de fin et valant 5 fr. 40 environ au pair. La plus grande partie de ces monnaies ont émigré dans l'Amérique centrale, la Chine et même en Afrique et en Perse.

La nouvelle unité monétaire est le *peso* d'argent au titre de 902 7/1000 et dont la valeur nominale est de 5 fr. 43 (au pair).

La circulation métallique comprend, pour une population de 12 millions d'habitants, 500 millions de francs en argent et 45 millions de francs en or. La frappe de la monnaie d'or est plus active depuis 1897 et celle de la monnaie d'argent très restreinte. La baisse du métal blanc a été très préjudiciable à l'exploitation des mines argentifères et au développement économique de ce pays. Les exportations ont atteint 370 millions de francs or, en 1902, contre 75 millions d'importations(1). Cette heureuse situation a permis au Mexique de conserver la plus grande partie de son numéraire et de ne pas trop souffrir jusqu'ici de la crise du change.

§ 2.— ETATS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE.

La circulation métallique des Etats de l'Amérique centrale comprend, pour une population d'environ 25 millions d'habitants, 7 millions de francs en or et 45 millions de francs en argent.

Le papier-monnaie est encore très répandu dans le commerce.

(1) J. DUMAS : *Un nouvel aspect du problème monétaire.*

§ 3.— ETATS DE L'AMÉRIQUE DU SUD : BRÉSIL, RÉPUBLIQUE ARGENTINE, CHILI, PÉROU, ETC.

Aucune statistique sérieuse n'existe pour le stock monétaire de ces immenses régions. La plupart des Etats sont encore au régime du papier-monnaie déprécié, l'argent est certainement beaucoup plus abondant que l'or dans le commerce. Ainsi, pour le Brésil, on estime à 26 millions de francs la monnaie d'or et à 50 millions de francs la monnaie d'argent, ce qui est notoirement insuffisant pour une population de 14 millions d'habitants et une activité industrielle, agricole et commerciale sans cesse croissante. Le commerce extérieur a atteint en 1902, 1.500 millions, dont 860 millions à l'importation et 740 millions à l'exportation.

Dans le Pérou, on compterait un million de francs d'or contre 9 millions de francs d'argent. En outre, dans ce pays, une loi de 1902 a interdit la frappe de l'argent et même les *soles* (pièces d'argent valant nominalelement 5 francs) ne sont plus admises lorsqu'elles reviennent de l'étranger pour leur valeur nominale.

En somme, la tendance monométalliste or est très sensible dans tous ces Etats, et si les disponibilités budgétaires l'avaient permis, l'étalon unique d'or aurait été généralement adopté.

b) **Etats monométallistes or :**

§ 1^{er}. — CANADA

L'unité monétaire du Canada est le *dollar* d'or des Etats-Unis. En outre, le *souverain* d'Angleterre a cours légal pour 4 dollars 87 c. La monnaie d'argent n'est admise en

paiement que jusqu'à concurrence de 10 dollars. Comme le Royaume-Uni dont il dépend, le Canada est au régime monométaliste or. Son stock monétaire comprend 100 millions de francs d'or et 20 millions d'argent à cours limité, pour une population de 5,388.000 habitants. La situation économique du Canada est très prospère. Les céréales sont une des principales et des plus lucratives productions, et rentrent pour une très large part dans les 635.322.723 francs d'exportation. Les importations venant spécialement des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France, atteignent 619.560.417 francs, (dont 20 millions pour la France).

c) **Etats bimétallistes :**

§ 1^{er} — ETATS-UNIS

La situation monétaire des Etats-Unis est entre toutes intéressante à connaître, non seulement à raison de l'importance de la circulation métallique, mais aussi de l'application du régime bimétalliste, pendant plus d'un siècle,

A la suite de l'abrogation du *Sherman act* en 1893, par le *Woorhees bill*, les Etats-Unis se trouvent dans une situation identique à celle de l'Union latine. Le dollar d'or et le dollar d'argent ont un égal pouvoir libératoire, mais l'or seul jouit de la libre frappe.

Pour une population de 76 millions d'habitants, la circulation métallique comprend 1.020.200.000 dollars d'or (5 milliards de francs environ) et 563.300.000 dollars d'argent (2,600.000.000 de francs environ). Ces quantités vont sans cesse en s'augmentant. Dans la seule année 1902, il a été frappé pour 90 millions de dollars or et argent.

Si l'or n'a pas émigré pendant le fonctionnement du

Bland act et du *Sherman act* c'est que les exportations ont toujours été plus nombreuses et d'une valeur plus élevée que les importations. Pendant ces dernières années, les progrès du commerce extérieur sont vraiment étonnants. En 1890, les importations étaient de 789 millions de dollars ; en 1895, de 779 millions ; en 1900, de 823 ; enfin, en 1902, de 903 millions de dollars, et les exportations passaient de 857 millions de dollars en 1890 à 882 en 1895, à 1.487.000.000 en 1900 et 1.381.000.000 de dollars en 1902 (1). Pour la France seule, 427 millions d'importations américaines contre 255 millions d'exportations.

Loin de nuire au développement industriel et commercial des Etats-Unis, l'émission de la monnaie d'argent lui a été très favorable.

A côté de la monnaie proprement dite, circulent les *certificats* d'or et d'argent. Pour ne pas jeter dans le commerce de trop grandes quantités de numéraire, le Trésor américain a conservé par devers lui une partie des métaux précieux, et a délivré à leur place un certificat constatant leur existence, toujours convertible en espèces. En 1901, 245 millions de dollars d'or et 429 millions de dollars d'argent circulaient sous forme de certificats. D'ailleurs ceux-ci n'ont pas cours légal, mais ils doivent être reçus par les caisses publiques et peuvent être comptés comme numéraire dans les réserves des banques. (2)

Une loi de 1873 avait créé le *trade dollar* ; ce n'était pas une monnaie proprement dite, mais un lingot dont l'Etat certifiait le poids et le titre. Il n'avait pas cours légal mais servait seulement aux relations commerciales avec la Chine, le Japon et autres pays à étalon d'argent. 36 mil-

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* (1903).

(2) ARNAUNÉ, op. cit.

lions de trade dollar furent frappés de 1873 à 1878. Depuis le Trésor a retiré ceux qui étaient en circulation sur le territoire de la République, mais un assez grand nombre existe encore à l'étranger, et spécialement dans les ports asiatiques.

A l'instar de l'Angleterre, la circulation fiduciaire tient aussi une très grande place dans le commerce américain.

SECTION QUATRIÈME

Situation monétaire de l'Afrique

La plupart des régions africaines, étant devenues les colonies des Puissances européennes, celles-ci y ont importé leurs monnaies. Les rares Etats indépendants se servent le plus souvent de numéraire de provenance étrangère. Aussi, est-il très difficile de calculer la quantité et la qualité des espèces qui circulent en ces vastes pays.

a) Etat monométalliste argent ou à monnaie d'argent prépondérante :

§ 1^{er}. — LE MAROC

Les *pesetas* espagnoles et les *piastres* mexicaines forment la plus grande partie du stock monétaire du Maroc. Depuis la baisse du métal blanc, la valeur de ce numéraire a diminué de beaucoup, amenant par contre-coup une hausse générale des prix. On ne peut évaluer même approximativement, la circulation métallique de cet Etat à demi-civilisé.

b) **Etats monométallistes or :**

§ 1. — EGYPTÉ.

L'unité monétaire de l'Egypte est la *piastre* turque, valant 0 fr. 22. Mais depuis la main-mise de l'Angleterre sur l'administration de ce pays, la livre sterling a également cours légal. On estime à 150 millions de francs l'or et à 30 millions de francs l'argent circulant en Egypte, pour une population de 9 millions d'habitants.

§ 2. — COLONIE DU CAP.

La livre sterling est l'unité monétaire. Pour une population de 2,200,000 habitants, on compte 187 millions de francs en or ; c'est un pays où le numéraire par tête est le plus élevé (85 francs). Les anciennes Républiques Sud-Africaines avaient, au moment de la déclaration de la guerre avec l'Angleterre, un stock de 146 millions de francs en or (132 francs par tête d'habitant). Aussi, dans toute l'Afrique du Sud, la vie est-elle très chère en raison même de l'abondance du numéraire.

SECTION CINQUIÈME.

Situation monétaire de l'Asie.

a) **Etats monométallistes or :**

§ 1. — LE JAPON.

Jusqu'à ces dernières années, le Japon avait conservé l'étalon d'argent, mais en 1897, à la suite de ses succès militaires et commerciaux, il a adopté l'étalon d'or. Dans la seule

année 1898, il a frappé 150 millions de francs en monnaie d'or et seulement 40 millions en 1902.

Le *Yen*, valant au pair 2 fr. 58, est l'unité monétaire. La circulation métallique comprend 300 millions de francs en or, et seulement 100 millions de francs en argent, pour une population de 42 millions d'habitants.

Les relations commerciales internationales sont devenues très importantes en quelques années. En 1890, les exportations étaient de 56.603.506 yens ; elles ont passé à 204.419.994 yens en 1900, et à 252.349.543 yens en 1902 (dont 42 millions pour la Chine, 27 millions pour la France, 72 millions pour les Etats-Unis et 11 millions pour l'Angleterre). Les importations ont, au contraire, une tendance à décroître. En 1890, elles étaient de 81.728.781 yens, en 1900 elles ont atteint leur maximum avec 287.261.846 yens, grâce à la fourniture d'outillage et de grosse métallurgie livrée par l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis et la France. En 1902, les importations ont baissé à 255.816.645 yens (dont 27 millions pour la Chine, 3.700.000 pour la France, 42.700 pour les Etats-Unis, et 50.500.000 pour l'Angleterre) (1).

§ 2. — LE SIAM.

En 1902, le Siam a adopté l'étalon d'or, mais en fait, l'argent reste la base de la circulation monétaire (965.000 000 de francs d'argent contre 100 millions de francs d'or, pour une population de 6 millions d'habitants).

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* (1903).

b) **Etats bimétallistes :**

§ 1. — INDE ANGLAISE.

Pendant plusieurs siècles, l'Inde a vécu sous le régime monométalliste argent. L'*act* du 6 septembre 1870, qui est le texte fondamental de son système monétaire, confirmait la situation antérieure en déclarant que la *roupie* d'argent, de 11 gr., 664 au titre de 916/1000, est l'unité monétaire. La libre frappe était accordée concurremment à l'or et à l'argent; c'est ainsi que le *mohur* d'or, valant 15 roupies, a été frappé pendant quelque temps; mais n'ayant pas cours forcé, sitôt jeté dans la circulation, il reflue dans les caisses publiques. En 1893, le Gouvernement anglais a cru devoir, à raison de la baisse de l'argent, en interdire la libre frappe, mais il n'a pas cessé d'émettre des roupies pour son compte en grande quantité (170.493.000 en 1900). Cette mesure a eu l'appréciable résultat de mettre un terme aux variations de valeur de la monnaie blanche à l'intérieur du pays; par contre, elle est restée inefficace au dehors; bien plus, en réduisant l'emploi de l'argent, elle a contribué pour une large part à son avilissement et causé de ce fait la hausse croissante du change.

Pour servir ses intérêts, l'Angleterre a agi isolément et sans crainte de porter préjudice aux autres Puissances. Son égoïsme a, en fin de compte, été cruellement puni, puisque l'Inde a eu beaucoup à souffrir au point de vue du développement de ses relations internationales, de la baisse du métal blanc.

L'Inde se trouve donc depuis 1893 sous un régime analogue à celui de l'Union latine, régime appelé *de la stabilisation de la roupie*. L'or et l'argent ont cours légal il est

limité, d'après le rapport de valeur de 1/21,90. (La roupie vaut actuellement 2 fr. 30 dans le pays.)

Pour une population de 291 millions d'habitants, la circulation métallique comprend 110 millions de francs en monnaie d'or et 2 milliards de francs en monnaie d'argent.

c) **Etats monométallistes argent.**

§ I. — LA CHINE.

La seule monnaie réelle de la Chine est le *cash* appelé aussi *li* ou *sapèque*, valant 7/1000 1/2 ! C'est une monnaie de plomb ou de cuivre, de forme irrégulière, fondue et non frappée. Les *cashes* sont percés au milieu d'un trou carré qui sert à les enfiler par cent et par mille. 100 *cashes* enfilés forment un *tsien* ou *mace* valant 0 fr. 756; 1000 *cashes* forment un *taël* valant 7 fr. 56.

Un pareil numéraire a pu être employé tant que la Chine est demeurée fermée au commerce extérieur; aujourd'hui ce n'est plus possible pour les transactions importantes qui se font dans les ports ou les villes; aussi se sert-on de la *fiastre* espagnole ou mexicaine à raison de 100 piastres pour 72 taëls, et du *trade dollar* à raison de 278 pour 200 taëls.

Aucune statistique n'a jamais été faite du stock monétaire de la Chine; on l'estime à 4 milliards de francs environ, ce qui est peu pour une population de 375 millions d'habitants. Aussi une réforme s'impose-t-elle. Le gouvernement impérial a publié, le 22 avril 1903, un édit (1),

(1) « C'est un principe reconnu que, pour qu'une nation puisse subsister, deux choses lui sont nécessaires : une bonne gestion financière et un bon recrutement des agents de l'Etat.

« Comme la situation actuelle est très critique, et que les finances

en vue de réaliser la refonte complète du numéraire. Pour ce faire, un Hôtel des Monnaies sera organisé à Pékin. Désormais, la Chine, tout en restant attachée au monométallisme argent, aura une monnaie de titre et de poids fixes et uniformes. Ce serait là un immense progrès. Sa réalisation aurait la plus heureuse influence sur le cours du métal blanc qui trouverait en Chine un très important débouché.

§ 2. — INDO-CHINE : COCHINCHINE, ANNAM, TONKIN.

La circulation monétaire de l'Indo-Chine se compose d'espèces indigènes la *sapèque* de zinc et le *nen* d'argent, et d'espèces étrangères, la *piastre d'argent*. Avant 1873, la piastre valait au pair 5 fr. 40. Elle ne vaut guère plus aujourd'hui que 2 fr. 40.

On n'a aucune donnée certaine sur les quantités de numéraire existant en Indo-Chine. La frappe de l'argent y

nationales sont compromises, le gouvernement et le peuple en éprouvent de l'embarras. Il n'y aurait aucune chance d'amélioration dans notre administration financière si la question n'était étudiée de très près sous tous ses aspects et si l'on ne prenait les résolutions que commande la nécessité du jour.

« Nous donnons ordre, par les présentes, au prince Ching et à Chu-Hung-Chi d'examiner soigneusement, avec le concours du Ministère des Finances, toutes les mesures qu'il y a lieu de prendre à cet égard, et d'appliquer ces mesures avec diligence.

« En ce moment, les pièces d'argent en usage dans les diverses provinces sont de modules et de titres différents, et leur poids n'est pas uniforme. Cet état de choses cause un grand préjudice à la classe commerçante, et il y a, dès lors, lieu d'adopter un signe monétaire uniforme et d'établir à Pékin un Hôtel des Monnaies pour la frappe de l'argent au titre convenu. Aussitôt qu'une quantité suffisante de cette monnaie sera entrée en circulation, elle pourra être seule employée pour le paiement de tous les impôts et des droits de douane, et seule, aussi, elle servira à l'Etat pour l'acquit de ses dépenses personnelles, et l'on mettra ainsi radicalement fin à

est restée libre, mais le gouvernement français vient de retirer aux piastres et autres monnaies étrangères le cours légal. Désormais, toutes les piastres seront d'origine française.

La baisse de l'argent a provoqué en Indo-Chine une situation dont nous apprécierons plus loin les dangers, car son commerce extérieur comprend 202.296.045 francs d'importations et seulement 160.751.754 francs d'exportations.

SECTION SIXIÈME

SITUATION MONÉTAIRE DE L'Océanie.

Comme pour l'Afrique et l'Asie, on en est réduit à des conjectures sur la composition et la valeur du stock monétaire de l'Océanie. Quelques îles restées sauvages n'ont aucune monnaie métallique; les autres colonies européennes ont des pièces venant de leurs métropoles et aussi

l'abus consistant à exiger des versements complémentaires pour compenser de prétendues insuffisances dans le poids des lingots actuellement en usage. En tout cas, une uniformité absolue doit être réalisée entre toutes les pièces encaissées ou décaissées par le Ministère des Finances et les Trésoreries provinciales, et aucun nouveau nom ne pourra être inventé pour faire naître des différences entre les pièces d'argent. Nous vous donnons aussi l'ordre de faire des recherches approfondies au sujet des règlements nouveaux à édicter et de nous soumettre vos projets en bonne forme, afin qu'ils puissent être promulgués.

« En résumé, cette question est d'une grande importance pour notre Empire, et la solution en sera du plus grand profit pour les hautes et les basses classes. Vous qui êtes un prince et l'autre un ministre d'Etat, vous aurez à exécuter nos ordres avec une insurmontable énergie et une ferme décision, afin que notre système monétaire soit amélioré et qu'il en résulte un avantage général qui manifesterà le désir que nous avons de faire du bien à notre peuple en adoptant toutes les réformes utiles.

« Respectez ceci. »

des piastres mexicaines, des *pistoles espagnoles* et des *soles péruviennes*. Les îles Philippines, depuis la conquête américaine, ont adopté le dollar d'argent. Elles sont un des principaux débouché du métal blanc, dont elles absorbent annuellement 10.000 onces. L'Australie, par contre, est sous le régime de l'étalon d'or, avec la livre sterling pour unité monétaire. La circulation métallique comprend 600 millions de francs en or, pour une population de 4.357.330 habitants. Son commerce extérieur accuse 1.922.000.000 de francs d'exportations, contre seulement 1.585.000.000 de francs d'importations.

Nous ne saurions mieux faire pour résumer la situation monétaire des principaux États du monde, que de donner ci-après le tableau extrait du Rapport du Directeur de la Monnaie des États-Unis en 1900 (le dernier paru).

STOCK MONÉTAIRE DE

	PAYS	ÉTALON MONÉTAIRE	UNITÉ monétaire	RAPPORT entre l'or et l'argent à cours illimité	RAPPORT entre l'or et l'argent
1	Etats-Unis	Or	Dollar	1/15 98	1/14
2	Autriche-Hongrie	»	Couronne	»	1/13
3	Belgique	»	Franc	1/15 1/2	1/14
4	Australie	»	Livre Sterling	»	1/14
5	Canada	»	Dollar	»	1/14
6	Colonie du Cap	»	Livre Sterling	»	1/14
7	Grande-Bretagne	»	Livre Sterling	»	1/14
8	Indes	»	Roupie-L. Sterling	1/21 90	1/21
9	République Sud-Afrique	»	Livre Sterling	»	1/14
10	Bulgarie	»	Leu	1/15 1/2	1/14
11	Cuba	»	Peseta	1/15 1/2	1/14
12	Danemark	»	Couronne	»	1/14
13	Egypte	»	Piastre	»	1/15
14	Finlande	»	Mark	»	1/15
15	France	»	Franc	1/15 1/2	1/14
16	Allemagne	»	Mark	»	1/13
17	Grèce	»	Drachme	1/15 1/2	1/14
18	Haiti	»	Gourde	1/15 1/2	1/14
19	Italie	»	Lire	1/15 1/2	1/14
20	Japon	»	Yen	»	1/28
21	Pays-Bas	»	Florin	1/15 5/8	1/15
22	Norvège	»	Couronne	»	1/14
23	Portugal	»	Milreis	»	1/14
24	Roumanie	»	Lei	1/15 1/2	1/14
25	Russie	»	Rouble	»	1/23
26	Serbie	»	Dinar	1/15 1/2	1/14
27	Amérique du Sud	»	Peso	1/15 1/2	1/14
28	Espagne	»	Peseta	1/15 1/2	1/14
29	Suède	»	Couronne	»	1/14
30	Suisse	»	Franc	1/15 1/2	1/14
31	Turquie	»	Piastre	»	1/15
32	Amérique centrale	Argent	Peso	»	»
33	Chine	»	Taël	»	»
34	Mexique	»	Peso	1/16 1/2	1/16
35	Siam	»	Tical	»	»
36	Etablissements des Détroits	»	Dollar	»	»
Total.					

CONCLUSION. — D'après le rapport du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis et 10 bimétallistes. Le stock monétaire comprend en francs 25.173.000.000 d'or et 25 de la circulation métallique.

PRINCIPAUX PAYS (1900)

POPULATION	STOCK D'OR (en dollars)	STOCK D'ARGENT (en dollars)			QUANTITÉ PAR TÊTE (en dollars)	
		A COURS ILLIMITÉ	A COURS LIMITÉ	TOTAL	OR	ARGENT
76.300 000	1.020 200.000	503.300 000	80 000.000	643.300 000	13 37	2 43
46.300 000	244.300 000	50.000.000	46.300 000	90 300 000	5 27	2 08
6.700 000	21.100.000	35 000.000	5.000 000	10.000 000	3 15	5 07
4 500 000	128 600 000	»	6.100 000	6 100.000	28 58	1 45
5.500.000	20.000 000	»	5 000 000	5 000 000	3 63	00
2 200.000	37.500.000	»	1.000 000	1.000 000	17 05	45
40 700.000	480.700.000	»	111.000 000	111.000 000	11 00	2 75
96.900 000	22.200.000	380 300 000	»	380 300 000	07	1 31
1.100 000	20.200.000	»	1.200.000	1.200.000	20 54	1 00
3.300.000	1.000.000	3.400 000	3 400 000	6 800 000	30	2 00
1 600 000	2.050 000	»	1.500.000	1.500 000	1 25	03
2 300.000	15 800.000	»	5 600 000	5 600 000	6 87	2 43
9 800 000	30.000 000	»	0.400 000	0.400 000	3 06	65
2.600 000	4 400 000	»	400.000	400 000	1 60	15
38 500.000	810 600.000	301 900 000	50.300 000	421 200.000	21 05	10 04
52.300 000	607.900.000	85.600.000	122 800 000	268.400.000	13 35	3 98
2.400 000	400.000	500.000	1 000 000	1 500.000	17	62
1.000 000	1 000.000	1 000 000	1 500 000	2.500.000	1	2 50
31 900.000	08.000.000	16.000.000	27.000.000	43 000.000	3 07	1 38
43.800.000	01 000.000	»	20.100 000	20 100.000	1 30	50
5 100 000	27.500 000	40.900 000	3.500 000	53 400 000	5 30	10 47
2.100 000	8 600.000	»	2 400 000	2 400.000	4 00	1 14
5 100 000	5.200 000	»	0.800 000	0.800 000	1 02	1 02
5.600.000	7.100.000	»	600 000	600 000	1 20	11
30.900.000	701.700.000	»	104.500 000	104 500.000	0 05	70
2 400.000	1 500 000	»	1.700.000	1 700.000	03	70
38.700.000	70 900.000	8.100 000	15.800.000	24.200.000	1 88	62
17 700.000	77 200 000	»	243 700 000	243 700 000	4 36	13 77
5 100.000	13 400.000	»	6 800.000	6.800 000	2 62	1 33
3.100.000	24 000.000	»	10 700 000	10 700 000	7 74	3 45
24.500.000	50 000.000	30 000 000	10.000 000	40 000 000	2 04	1 03
»	1 400.000	0 300 000	2.400 000	11.700 000	40	3 34
»	»	750.000.000	»	750 000 000	»	1 00
»	8 600.000	100 000.000	»	100.000.000	68	8 41
»	20 000 000	103 000 000	»	103.000.000	4	» 38 00
»	»	240 000 000	2 000.000	242 000.000	»	53 77
19 100 000	4 841 000 000	2.802 600 000	026.300 000	3 818.900 000	3 66	2 80

s seulement sont demeurés monométallistes-argent; 17 sont monométallistes-
50.280.000 d'argent, soit au total 45 milliards environ. L'argent représente les

DEUXIÈME PARTIE

RECHERCHES DES CAUSES RÉELLES
DE LA SITUATION MONÉTAIRE ACTUELLE

ET DES

INCONVÉNIENTS QU'ELLE COMPORTE

CHAPITRE PREMIER

Causes réelles de la situation monétaire actuelle.

SOMMAIRE. — *La production respective de l'or et de l'argent.*
— *Fixité de la valeur de l'or. — Ses causes. — Baisse de*
l'argent. — Ses causes purement accidentelles.

A l'instar de la majorité des produits, l'argent a depuis un quart de siècle subi une très forte dépréciation, dont nous avons suivi les diverses étapes : il nous reste à préciser les raisons d'être de ce phénomène économique.

D'après l'Ecole libérale, la baisse de l'argent est due à des causes naturelles, notamment à l'accroissement de sa production. « Pour tout observateur attentif, écrit M. Leroy-Beaulieu, il est *incontestable* que les mesures législatives ont consacré la baisse de l'argent plutôt qu'elles

ne l'ont amenée... Tous les Etats se seraient abstenus de toucher à leur législation monétaire, qu'une baisse formidable, peut-être moins rapide, ne s'en serait pas moins produite (1). »

A l'appui de cette assertion, on a soin de faire remarquer que la production du métal blanc a sextuplé en un demi-siècle et que, grâce aux progrès de la chimie et de la mécanique, son prix de revient ayant sensiblement diminué, son prix de vente, à raison de la concurrence, devait suivre la même marche.

Avant d'entrer plus avant dans la discussion, nous ne saurions mieux faire que de donner la statistique de la production respective des deux métaux or et argent et des prix de l'argent depuis 1856.

PRODUCTION DE L'OR ET DE L'ARGENT, DE 1856 A 1901.
PAR PÉRIODES QUINQUENNALES.

Périodes	Kilogrammes	Or Valeur en millions de fr.	Kilogrammes	Argent Valeur en millions de fr.
1856-1860	1.008.613	3.473 6	4.524.339	1.004 4
1861-1865	925.160	3.186 2	5 505.006	1 222 1
1866-1870	974.998	3.357 8	6 694.521	1.486 1
1871-1875	869 402	2.974 2	9 845 795	2.185 7
1876-1880	861 953	2 968 5	10.979.273	2 439 8
1881-1885	745.584	2.567 7	13 307.285	2.957 2
1886-1890	832.194	2.865 9	16.937.362	3.763 9
1891-1895	1.285.575	4.327 5	24 468.560	5 437 1
1896-1900	1 038.812	6.667 2	26.072.203	5.793 8

Les valeurs sont calculées en francs, au pair bimétallique.

(1) F. LEROY-BEAULIEU : *Traité d'Economie politique*, tome III^e.

COTE MOYENNE DE L'ARGENT A LONDRES DE 1856 A 1902

Années	Cours moyen de l'once calculé en pence.	Rapport de l'argent à l'or.
—	—	—
1856	61 5/16	15 38
1857	61 3/4	15 27
1858	61 3/16	15 38
1859	62 1/16	15 20
1860	61 11/16	15 29
1861	60 13/16	15 51
1862	61 7/16	15 35
1863	61 3/8	15 37
1864	61 3/8	15 37
1865	61 1/16	15 45
1866	61 1/8	15 43
1867	60 9/16	15 57
1868	60 1/2	15 59
1869	60 7/16	15 61
1870	60 9/16	15 57
1871	60 1/2	15 59
1872	60 5/16	15 64
1873	59 1/4	15 92
1874	58 5/16	16 17
1875	56 7/8	16 58
1876	52 3/4	17 88
1877	54 13/16	17 21
1878	52 9/16	17 94
1879	51 1/4	18 40
1880	52 1/4	18 05
1881	51 11/16	18 25
1882	51 5/8	18 27
1883	50 9/16	18 65
1884	50 5/8	18 63
1885	48 5/8	19 40
1886	45 3/8	20 79
1887	44 5/8	21 14
1888	42 7/8	22 09

Années	Cours moyen de l'once calculé en pence.	Rapport de l'argent à l'or.
1889	42 11/16	22 09
1890	47 11/16	19 78
1891	45 1/16	20 93
1892	39 13/16	23 70
1893	35 5/8	26 47
1894	28 15/16	32 59
1895	29 7/8	31 57
1896	30 3/4	30 67
1897	27 9/16	34 22
1898	26 15/16	35 01
1899	27 7/16	34 37
1900	28 1/4	33 39
1901	27 3/16	34 69
1902	23 5/16	42 25

C'est à dessein que nous avons fait remonter la statistique de la production de l'or et de l'argent, ainsi que la statistique des prix de l'argent jusqu'à 1856.

De cette date jusqu'en 1873, quoique la production annuelle de l'argent ait passé de 900.000 à 1.500.000 kilogrammes, aucun avilissement ne s'est révélé ; par contre, à partir de 1873, d'incessantes variations, avec tendance continue à la baisse, ont affecté les cours de ce métal.

Cependant, en 1902, sa production n'excède que de 155 % celle de 1876, tandis que la production de l'or a passé de 537 millions de francs, en 1876, à 1.592 millions de francs en 1899, accusant ainsi une augmentation de 195 % en vingt-quatre ans. Les prix de l'argent ont baissé de plus de 60 % et les prix de l'or se sont constamment maintenus. Le métal jaune aurait-il donc l'enviable privilège de se soustraire aux lois économiques, et de rester seul stable, alors que tout change ?

L'Ecole libérale paraît bien accepter, comme postulat, la

fixité de l'or... Toutefois, M. Leroy-Beaulieu a reconnu récemment dans un article de l'*Economiste français*, que cette fixité n'est peut-être pas aussi durable qu'on le pense, et que son existence jusqu'ici a été due, en partie, à l'action des grandes banques dont les réserves de numéraire vont sans cesse croissant. Cette remarque, pleine de justesse et de franchise, est à retenir, venant de la part d'un des plus chauds partisans du monométallisme. Il est certain que l'augmentation de la production du métal jaune a été aisément absorbée par la frappe très active dans la plupart des Etats (près de 1.500.000.000 de francs en 1902) et par la constitution des encaisses des grands établissements financiers et des banques nationales. D'après une statistique publiée par l'*Economist* de Londres, la valeur du numéraire ou des lingots d'or mis en réserve par les banques des principaux Etats ne serait pas moindre de 10 milliards de francs. En voici le détail :

Banque de France	£ 74 946 000
Banque d'Angleterre	29.342.000
Banque de Russie	85.383.000
Banque d'Allemagne	35 045.000
Banque d'Autriche-Hongrie	32.750.000
Banque d'Espagne	13 600.000
Banque d'Italie	11.815.000
Banque de Belgique. . . .	4 329.000
Banque de Hollande	3.766 000
Banque de New-York. . . .	28 700.000
Banque des Etats-Unis	<u>79 553 000</u>
TOTAL. . . .	£ 300 220.000

Les circonstances ont donc été éminemment propices à l'or ; sans cesse de nouveaux débouchés se sont ouverts devant lui, et même c'est à peine si les quantités extraites ont pu suffire à la demande.

Il en a été tout autrement pour l'argent, et depuis un demi-siècle, les gouvernements ont agi avec partialité à son égard. Alors que, sous le Second Empire, pour sauver l'or, il a été frappé, en France, des pièces de 50 et de 100 francs, lourdes et incommodes, et des pièces de 5 francs d'un maniement difficile, sujettes à se perdre et surtout terriblement dispendieuses pour le Trésor, à cause de leur frais excessif, on n'a rien su faire après 1873, pour sauver l'argent ; bien plus, on s'est efforcé de lui susciter des concurrents tels que le nickel et de restreindre son emploi.

Même les Etats-Unis qui ont été jusqu'en 1893 argentistes déterminés, ont eu le tort de ne pas laisser l'argent dans la circulation et de le remplacer par des *silver certificates*. Que dire aussi de l'act de 1893, édicté par l'Angleterre dans le seul but de changer les habitudes de 210 millions d'Hindous en les forçant à accepter un numéraire inutilisable pour eux ?

Dans la rivalité entre les deux métaux, le Gouvernement britannique a pris parti pour l'or et lui a donné l'appui de sa formidable puissance. Ce n'est d'ailleurs pas dans le but désintéressé de voir l'application mondiale d'un principe abstrait, mais dans le but égoïste d'accroître la richesse nationale. L'étalon unique adopté par la majorité des Etats, quel surcroît de prospérité pour les colonies et la Métropole : l'Angleterre, à la fois productrice et vendeuse d'or, faisant la loi au monde !

Ce rêve grandiose des hommes politiques anglais s'est réalisé en moins de trente ans et presque sans effort de leur part. L'Allemagne enrichie et grisée par ses succès militaires de 1870, fut impatiente d'obtenir la suprématie industrielle et commerciale sur l'Angleterre même ; elle adopta le monométallisme or, avec la conviction d'arriver par ce moyen plus sûrement au but. Dans sa hâte, elle

n'aperçut pas la différence des conditions économiques et sociales existant entre elle et sa rivale. Elle ne soupçonna même pas les dangers d'une réforme monétaire trop rapide. Dès 1871, elle démonétise et vend des quantités considérables de vieux thalers d'argent; le marché est impressionné par l'encombrement soudain de tant de métal; les esprits s'affolent et la baisse commence, puis s'accroît rapidement. Bientôt les Etats de l'Union latine sont forcés de suspendre la frappe libre, et de proche en proche, sans presque trouver de résistance, le déplorable exemple se répand. L'argent délaissé s'accumule en quantités telles, qu'aujourd'hui même elles pèsent sur le marché, empêchant l'essor des prix malgré l'écoulement, sous forme de numéraire, dans les colonies et les Etats asiatiques, des deux tiers de la production.

Que voilà donc bien les lois naturelles invoquées par l'Ecole libérale ! La baisse de l'argent est toute artificielle, sa cause première est un fait politique absolument étranger aux lois économiques. Au lieu d'agir comme régulateurs de la consommation des métaux monétaires, les Etats se sont conduits en perturbateurs de l'ordre établi. Si l'on ne frappe plus de métal blanc, c'est qu'il est déprécié, et il n'est déprécié que parce qu'on n'en frappe plus !

Que l'ostracisme accidentel dont il est frappé soit levé, du consentement unanime des Etats, et il reprendra sa place, à côté de l'or, dans la circulation monétaire du monde.

CHAPITRE DEUXIEME

Inconvénients de la situation monétaire actuelle.

1° — La baisse des prix.

SOMMAIRE.— *La contraction monétaire et la baisse des prix. — Monométallisme or et protectionnisme.*

Un fait que personne ne songe plus à nier est la baisse constante et générale des prix depuis 1873 ; elle a atteint, peu à peu, la vie économique des pays mêmes les plus florissants. Les revenus de la terre ont diminué à un tel point que la propriété foncière, à quelques exceptions près, a perdu une très grande partie de sa valeur ; les bénéfices des entreprises industrielles et commerciales sont devenus si rares et si incertains que les capitaux, découragés, se sont enfouis dans des banques de dépôt ou portés sur les fonds d'Etat, dont les intérêts, pour être moindres, sont plus sûrs ! La plupart des Gouvernements, émus d'une situation, dont le crédit public supportait le contre-coup par suite d'une diminution de rendement des impôts, ont nommé des commissions spéciales pour étudier les causes du mal. Toutes ont conclu à l'influence des événements monétaires sur la crise économique actuelle. Seule, l'Ecole libérale soutient que l'accroissement de la production, la facilité des transports ont amené la baisse des prix : « S'il y a crise, dit-on, c'est une crise d'abondance dont il faut se féliciter. » La pénurie du numéraire ne serait donc pour rien dans cette affaire : bien plus, l'adoption de l'étalon unique d'or par la presque unanimité des Etats devrait être considérée comme un très grand bienfait pour les peu-

ples... C'est ainsi que le parti pris empêche des économistes de très grande valeur de juger sainement les choses. En réponse aux assertions de l'Ecole libérale, nous citerons les conclusions de la *Trade Commission* anglaise: « Outre l'absence de bénéfices, la caractéristique la plus saisissante de la situation actuelle, celle qui distingue la présente période de toutes les époques de crise, c'est la longueur du temps pendant lequel l'excès de production aurait duré. Il arrive nécessairement de temps à autre que la production excède la demande, mais, comme nous l'avons fait observer, les variations se corrigent habituellement d'elles-mêmes dans un laps de temps très court. Elles portent en elles-mêmes leur propre remède et ne causent pas un préjudice universel, encore que telle ou telle production ait à en pâtir... Mais il est plus difficile d'expliquer un excès de production systématique qui se prolonge considérablement et dont la classe des consommateurs ne bénéficie peu ou point!... »

L'opinion d'une commission anglaise ne paraîtra certainement suspecte à personne; elle est intéressante à plus d'un titre, car elle montre que dans un pays voué à l'éta-lon unique d'or, la crise a été aussi intense que partout ailleurs, et que l'état d'esprit des masses populaires n'est pas hostile, comme le Gouvernement, au système bimétal-liste.

La baisse des prix a été étudiée avec beaucoup d'atten-tion, particulièrement par les économistes anglais et alle-mands, entre autres MM. Sœtheer, Palgrave, Sauerbeck.

Afin de donner plus de précision à leurs travaux, ils con-sidèrent les cours officiels d'un certain nombre de mar-chandises de natures très diverses: des produits alimentai-res (café, sucre, viande de bœuf, de mouton, thé, rhum, etc., etc.); des matières premières (bois de construction,

huiles, pétrole, fer, cuivre); des produits manufacturés soie, fil, laine, indigo, etc.). Il établissent ainsi une moyenne de prix dans une période donnée, et cette moyenne leur sert de base de comparaison pour noter les fluctuations des cours dans les autres périodes. Chaque année, M. Sauerbeck, membre de la Société de statistique de Londres, publie dans l'*Economist*, les *index numbers* obtenus en combinant les prix de quarante-cinq marchandises importantes et en les comparant aux prix que ces mêmes marchandises avaient dans la période de 1867-1877. — Le niveau moyen des prix pendant ces dix années, est représenté par 100.

TABLEAU DE LA FLUCTUATION DES PRIX DEPUIS 1873
JUSQU'EN 1900

Années	Coefficients	Années	Coefficients
—	—	—	—
1873	111	1887	68
1874	102	1888	70
1875	96	1889	72
1876	95	1890	72
1877	94	1891	72
1878	87	1892	68
1879	89	1893	68
1880	88	1894	63
1881	85	1895	62
1882	84	1896	61
1883	82	1897	62
1884	76	1898	64
1885	72	1899	68
1886	69	1900	75

Si l'on veut bien examiner ces *index numbers*, on se convaincra aisément que chaque fléchissement de prix correspond à la suppression de la libre frappe de l'argent

dans quelque grande Puissance. Il y a là un parallélisme absolument remarquable. Ainsi, la première apparition de la baisse a lieu en 1875-1876, époque où l'Union latine abandonne le régime de la libre frappe de l'argent ; une légère hausse, par contre, se produit pendant l'application du *Sherman act* aux Etats-Unis, puis la baisse reprend plus forte que jamais jusqu'en 1896. A partir de cette date, une reprise se dessine et le coefficient remonte à 75, en 1900.

L'explication de ce phénomène ne peut être que dans la contraction monétaire due à la suppression de la frappe de l'argent. Le stock métallique, en effet, n'appartient pas en propre à tel Etat plutôt qu'à tel autre, mais à la communauté tout entière des peuples. Jusqu'en 1876, deux sources abondantes alimentaient la circulation monétaire du monde ; à partir de ce moment, l'une d'elles est tarie et, comme les besoins sont restés les mêmes, l'autre a été insuffisante. Cette pénurie s'est fait sentir partout, et partout les prix ont baissé.

L'abondance et la rareté du numéraire ont, en effet, une influence directe sur les prix. Il est facile de le démontrer. Qu'est-ce que le prix ? La quantité du numéraire que l'on obtient en échange d'un objet. Par conséquent, s'il est abondant, l'acquéreur en donnera davantage et les prix hausseront ; s'il est rare, l'acquéreur en donnera moins et les prix baisseront.

Or, qu'est-il arrivé pendant la période de 1876 à 1902 ? Les échanges sont devenus plus nombreux et plus importants et, précisément, au lieu d'augmenter leur quantité de numéraire, les Etats ont pris des mesures tendant à la restreindre. On a vu ce fait inouï et sans précédent dans l'histoire : la suspension presque absolue de la frappe pendant une dizaine d'années (1880-1890) dans la plupart des pays. C'est que la production de l'or, seul métal admis

à la frappe libre, a été relativement faible jusqu'en 1892. Elle s'est abaissée à 150.000 kilogrammes, en 1885 ; il est donc de toute évidence que même si toutes les quantités extraites avaient été monnayées, ce qui n'est pas, la contraction monétaire se serait produite, entraînant avec elle la baisse des prix. Qu'on ne dise pas que la circulation fiduciaire a suppléé au numéraire ! Les statistiques montrent que les opérations des *clearing houses* ne sont pas sensiblement plus nombreuses maintenant qu'il y a vingt-cinq ans. Les paiements par chèques ou virements restent l'exception dans le monde : ils supposent, en tout cas, un degré de civilisation auquel n'a pas atteint la majorité des peuples. Si, depuis 1896, une amélioration paraît se dessiner, c'est que la production de l'or a dépassé un milliard de francs par an et que, par suite, le stock monétaire du monde commence à se reconstituer un peu ; en outre, il convient de remarquer que les prix qui ont plus spécialement augmenté, sont ceux de marchandises dont le prix de revient s'est élevé par suite de l'élévation des salaires de certaines classes de travailleurs.

Malgré l'évidence des faits, les économistes de l'Ecole libérale n'en continuent pas moins à nier l'influence de la contraction monétaire sur la baisse des prix. « Il est chimérique, dit M. Leroy-Beaulieu, dans son *Traité d'économie politique*, de négliger la cause évidente de la baisse des prix, l'accroissement considérable de l'offre par rapport à une demande qui ne s'adapte que lentement, pour s'attacher à une cause hypothétique : la contraction monétaire. »

Depuis longtemps, M. Sauerbeck a répondu à l'objection. En examinant la production des principales marchandises dont les prix ont servi de base aux calculs des *index numbers*, il a trouvé un accroissement proportionnel de 30 % dans la période de 1848 à 1861 (ou 2,7 par an), de

37 % dans la période de 1861 à 1872 (ou 2,8), de 17 1/2 % dans la période de 1872 à 1885 (ou 1,6 par an). Ainsi, c'est au moment où l'accroissement de production est le plus considérable (2,75 par an), et ce, de l'avis même de M. Leroy-Beaulieu, dans la période de 1865 à 1872, que les prix haussent, tandis qu'ils baissent après 1873, alors que cet accroissement n'est plus que de 1,6 par an !

D'ailleurs, sans recourir aux statistiques, n'est-ce pas entre 1860 et 1875 que les grands perfectionnements ont été apportés dans l'industrie et l'agriculture ? Pendant cette période, la navigation à vapeur pass² au premier rang des transports maritimes ; les compagnies de chemin de fer ouvrent les lignes les plus fréquentées de leur réseau, les exploitations industrielles généralisent l'emploi des forces mécaniques ; partout, la prospérité stimule les entreprises et la richesse afflue.

Comment expliquer, si l'on écarte la contraction monétaire, qu'à quelques années de là succède à tant de vitalité, la dépression commerciale et industrielle ? Les progrès de la science n'ont pas été si subits que leur application pratique ait pu, en quatre années (de 1875 à 1879), occasionner une baisse générale des prix de plus de 20 %. D'ailleurs, l'accroissement de population, l'ouverture de nouveaux débouchés dans les colonies et les pays neufs, le caractère extensible des besoins de l'individu auraient été très suffisants pour contrebalancer un excès de production. Cet excès de production a-t-il existé d'une façon générale et continue ? S'il nous est permis de donner en exemple l'industrie lyonnaise de la soie, on se convaincra que la fabrication et la vente des étoffes sont restées très actives, mais les prix ne sont plus rémunérateurs. De même, la marchandise agricole mondiale par excellence, le blé, a baissé de 25 % en 25 ans ! Si son prix de revient

a sensiblement diminué et sa production atteint un milliard d'hectolitres en 1902, son emploi dans l'alimentation est allé sans cesse croissant et a régulièrement absorbé les quantités offertes. Et il en est ainsi pour la plupart des produits. Pour tout esprit non prévenu, la théorie de la surproduction n'est qu'une explication erronée et incomplète de la situation actuelle. Faute d'analyse, elle prend l'effet pour la cause et généralise trop vite des faits exceptionnels. A notre avis, la contraction monétaire a d'abord amené la baisse des prix et, par contre-coup, des surproductions partielles, momentanées et spéciales à telles branches de l'industrie ou du commerce. En effet, lorsque le quantum des bénéfices s'est amoindri par suite de l'avilissement de la valeur des choses, certains producteurs ont été naturellement portés à augmenter le chiffre de leurs affaires pour balancer les différences, d'où, à certains moments, ces encombrements du marché et des fléchissements aussi subits que formidables dans les cours des marchandises. Mais ce sont là, en quelque sorte, des accidents dus à la libre concurrence et n'ayant qu'une faible influence sur le cours général des prix.

Un autre phénomène économique d'une importance considérable au point de vue de la production, de la circulation et de la consommation des richesses, la résurrection du protectionnisme reste à peu près inexplicable si on ne l'attribue à la contraction monétaire.

Lorsque après 1873, les prix ont baissé, les industriels et les agriculteurs, faute d'observations, s'en sont pris à la concurrence étrangère ! Dans tous les pays, on a élevé des barrières aux importations du dehors, on a accordé des primes aux productions nationales. La guerre des tarifs à outrance a commencé entre les peuples ; sans pouvoir sauvegarder les intérêts du producteur, elle pèse

lourdement sur le consommateur, dont elle augmente inutilement les frais d'existence. Parfois, chez elle, le ridicule s'allie au vexatoire. En France, le bétail subit une mévente ; la faute, disent les éleveurs, en est aux bœufs italiens et américains. On a beau démontrer qu'il n'est entré que quelques bêtes d'Amérique, n'importe, pour donner satisfaction à l'opinion publique, on majore les droits.

Quelques années plus tard, devant la permanence de la crise, on finit par reconnaître sa véritable cause, mais comme la monnaie d'or est trop peu abondante et que tous les pays veulent s'en servir, chacun tâche d'en attirer le plus possible chez lui. Pour ce faire, il faut rendre favorable la balance du commerce, en augmentant les exportations, au besoin par des primes, et en diminuant les importations par des droits prohibitifs. Les Etats-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France, entrent tour à tour dans cette voie !

Voici, pour la France seule, un tableau de l'augmentation des droits de douane depuis 1880 jusqu'en 1900 (1).

Marchandises	Tarif en 1880	Tarif en 1900	
		Minimum	Maximum
—	—	—	—
Froment, pour 100 kil.	0 60	7 »	7 »
Seigle, pour 100 kil.	» »	3 »	3 »
Riz, pour 100 kil.	0 60	8 »	8 »
Pommes, de terre pour 100 kil.	» »	» 40	» 40
Pâtes, pour 100 kil.	» »	16 »	19 »
Légumes, secs pour 100 kil. . .	» »	3 »	3 »
Raisins, secs pour 100 kil. . .	0 30	25 »	43 »
Vins, hecto	5 »	16 60	20 60
Bière, hecto.	7 20	9 »	12 »
Bœuf, pour 100 kil.	0 60	10 »	10 »
Mouton, pour 100 kil.	0 65	15 50	15 50
Porc, pour 100 kil.	0 25	12 »	12 »

(1) *Bulletin de statistique et de Législation comparée* (1901).

Marchandises	Tarif en 1880	Tarif en 1900	
		Minimum	Maximum
—	—	—	—
Saindoux, pour 100 kil.	» »	25 »	40 »
OEufs, le cent	» »	6 »	10 »
Beurre, pour 100 kil.	2 50	6 »	13 »
Huile d'olive, pour 100 kil. . .	3 »	10 »	15 »
Poissons de mer, pour 100 kil.	5 »	20 »	25 »
Charbon de bois, pour 100 kil .	10 »	15 »	15 »

Ce sont là quelques exemples pris parmi les choses d'une utilité générale et de consommation courante. Les objets de luxe ont été grevés bien autrement. Certainement, l'agriculture, l'élevage et le commerce français n'ont pas été plus florissants et plus riches après l'élévation des droits, et le peuple, spécialement la classe ouvrière, en a souffert beaucoup : le Trésor seul a pu, pendant quelque temps y trouver son compte.

Partout, le protectionnisme a peu à peu remplacé le régime du libre-échange ; des pays tels que l'Angleterre, qui jusqu'ici s'étaient montrés réfractaires à la création de tarifs douaniers, semblent évoluer et céder au courant d'idées généralement admises. Un homme d'une ténacité et d'une énergie indomptables, très ambitieux et très populaire à la fois, M. Chamberlain, ancien ministre des colonies, s'est fait l'apôtre de cette transformation aussi radicale que dangereuse des conditions économiques de son pays.

Ce qu'il y a de pire dans le protectionnisme à outrance, c'est que, bien souvent, les résultats ont été à l'opposé du but proposé. Ainsi, l'industrie si française de la soierie a certainement plus eu à perdre qu'à gagner dans la majoration des droits sur les étoffes de provenance étrangère. Autrefois, quand celles-ci pouvaient entrer à peu près librement en France, le marché en était à Paris ; aujour-

d'hui, elles vont à Londres, qui, de ce fait, est devenu le centre le plus important de ce commerce. Les fabricants français ont été obligés d'y suivre leurs concurrents étrangers et s'y sont trouvés sans aucune protection à leur égard. A ce jeu, la France a perdu le privilège de son ancienne situation sans aucune compensation en retour.

En outre, au grand détriment de la masse des consommateurs, la libre concurrence a été faussée et même complètement détruite dans certains pays, tels les Etats-Unis, la Russie, l'Allemagne, par l'application, aux importations, de droits absolument prohibitifs. Les producteurs nationaux en ont profité pour vendre très cher dans le pays leurs marchandises, réalisant ainsi de gros bénéfices qui leur permettent d'exporter et de vendre à perte sur les marchés étrangers ! On cite en exemple certains syndicats de métallurgie allemands agissant de la sorte en ces dernières années.

Il est donc curieux de voir l'Ecole libérale combattre le bimétallisme comme du protectionnisme déguisé, alors que c'est précisément l'adoption du monométallisme qui a amené la surélévation des tarifs douaniers !

CHAPITRE TROISIÈME

Inconvénients de la situation monétaire actuelle. — 2° Aléas nouveaux introduits dans le commerce international.

SOMMAIRE. — *La baisse de l'argent, en amenant la baisse du change, loin de favoriser les pays à monnaie blanche, a retardé leur développement.*

A l'instabilité des tarifs douaniers s'est ajoutée, depuis la disparition du pair bimétallique, l'instabilité du change dans les pays à étalon d'argent. Le commerce international a eu beaucoup à souffrir de cet état de choses.

Pendant quelques années et jusque vers 1895, on admettait que la baisse de l'argent avait procuré aux pays à monnaie blanche une position privilégiée sur leurs concurrents. M. Allard, directeur de la Monnaie de Bruxelles, résumait ainsi cette opinion au Congrès monétaire de Paris de 1889 : « Aux Indes, la roupie achète 30 % moins d'or qu'autrefois, mais elle achète encore la même quantité d'autres marchandises, parce que l'argent, qui est la monnaie courante, n'a pas baissé de valeur, d'où cette conséquence que l'Indien a 30 % d'avantage à exporter des marchandises plutôt qu'à exporter de l'or. » En d'autres termes, le pouvoir d'achat de la roupie dans l'Inde, de la piastre en Indo-Chine serait resté le même malgré l'avilissement du métal. Voilà le principe d'où l'on tire de multiples conséquences.

Le négociant français, dit-on, qui autrefois vendait sa marchandise dans les pays à étalon d'argent, recevait une

monnaie qu'il échangeait sans perte. Aujourd'hui, par contre, puisque dans les pays à étalon d'or, l'argent a baissé de 50 % de sa valeur, le négociant sera obligé de demander un prix double pour avoir un égal bénéfice. Par le seul fait du régime monétaire adopté en Europe, un droit protecteur de 100 % a été élevé contre nos exportations en Asie. Par contre, le producteur asiatique qui envoie sur le marché européen sa marchandise, reçoit de la monnaie d'or qu'il échange ensuite contre le double de monnaie d'argent. C'est donc une prime de 100 % qui a été créée en sa faveur et contre laquelle les droits protecteurs les plus élevés restent à peu près inefficaces.

Une telle situation, évidemment pleine de périls pour les pays à monnaie d'or, a existé vers 1890, mais a disparu depuis, par suite de la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie d'argent. Des enquêtes très sérieusement établies démontrent que le coût de la vie a crû de plus de 50 % dans l'Inde et l'Indo-Chine, et de 65 % au Japon. C'est ainsi que de 1875 à 1895, le riz, base de l'alimentation des Annamites, a augmenté de 62 %, le bois de construction de 40 %, le charbon de 50 %, le coton de 18 %, le salaire des ouvriers de 33 %, les loyers de 128 %, dans la plupart des villes et des ports de mer.

L'égalité des conditions de la production tend à s'établir entre tous les pays ; plus la civilisation pénétrera dans les peuples asiatiques, plus aussi des besoins nouveaux naîtront pour absorber le surcroît de leurs produits.

C'est ainsi que l'Inde n'envoie plus en Europe que 4.800.000 quintaux métriques de blé, au lieu de 7.600.000 moyenne d'il y a dix ans. Cependant ni le rendement des terres ne s'est amoindri, ni le nombre des habitants ne s'est accru dans telles proportions, mais la consommation indigène est devenue plus intense par suite de la diffusion

des idées de bien-être dans les couches profondes des masses. Le péril jaune n'est donc pas à craindre ; bien plus, on commence à s'apercevoir que la baisse de l'argent, loin de donner aux pays à monnaie blanche un exceptionnel avantage dans la concurrence internationale, a été plutôt nuisible à leur développement. Voici pourquoi : les peuples asiatiques ne pouvant par leur propre initiative, et avec des moyens insuffisants, mettre en valeur les richesses inexploitées de leur sol, ont eu besoin de l'aide des intelligences et surtout des capitaux du monde civilisé. Or, par crainte des variations du change et de l'insécurité du rendement, les capitaux européens ou américains se sont écartés de l'Asie. C'est à peine si la France a placé un milliard en Indo-Chine. Comment pourrait-il, d'ailleurs, en être autrement ? Lorsqu'un Européen fait un marché à long terme avec un Indo-Chinois, il ne sait jamais si le prix stipulé en piastres et payable à quelque temps de là, sera ou non rémunérateur, le change pouvant hausser dans l'intervalle ; de même, si les compagnies minières ou de transports s'installent en Chine, par exemple, les actionnaires indigènes se contenteront de dividendes payés en taëls, mais les actionnaires étrangers, certainement plus nombreux, perdront au change la moitié de leurs revenus.

Une affaire excellente pour les Chinois devient ainsi très médiocre pour les Européens ; dès lors, on comprend combien d'exploitations industrielles ou commerciales à revenus normaux sur place ont dû être délaissées par les capitalistes étrangers ; c'est ainsi que la hausse du change a mis un obstacle presque infranchissable à l'afflux, dans les pays neufs, de capitaux qui y auraient été si nécessaires, par cette raison très simple qu'ils ne peuvent se mêler à des entreprises lointaines et toujours plus ou moins aléatoires, qu'à la condition expresse d'un accroissement de

productivité. Or, dans l'Extrême-Orient, cette productivité existe plus que partout ailleurs peut-être, mais elle se trouve réduite de plus de moitié au dehors, par le seul effet du change.

A l'instar des particuliers, les Etats, dans leurs relations financières avec leurs colonies, courent les mêmes risques, à raison de la variabilité du cours de la monnaie blanche. Ainsi pour l'Indo-Chine, les budgets sont établis en piastres et calculés d'après le cours du change au commencement de l'exercice ; mais comme une hausse est toujours possible, il en résulte une incertitude préjudiciable au crédit public et à l'esprit d'entreprise du gouvernement.

La baisse de l'argent a donc créé un réel danger pour les pays à monnaie blanche et l'on s'explique mal l'inaction des intéressés.

De l'avis même des monométallistes or, il ne peut s'agir maintenant d'introduire dans les colonies asiatiques le régime de l'étalon unique. « Ce serait une énorme perturbation et une quasi-impossibilité » (1). A l'égard de ses possessions indo-chinoises, la France pourrait, dit-on, s'inspirer de la conduite du Gouvernement britannique à l'égard de l'Inde : suspendre la libre frappe de la piastre, interdire les monnaies de fabrication étrangère, enfin fixer un rapport légal entre l'or et l'argent, d'après le cours du change actuel. Grâce à ces mesures, on espère obtenir une certaine stabilité dans la valeur de la piastre à l'intérieur du pays. Sa dépréciation s'arrêterait d'autant mieux que les quantités existantes ne seraient augmentées ni par les émissions de l'Etat français, ni par les importations de pièces étrangères, et que l'accroissement de la population et des transactions commerciales rendrait le numéraire

(1) LEROY-BEAULIEU : *L'Avenir du Métal blanc*, — *Economiste français* (1903).

plus rare et plus recherché. On pourrait ainsi, à l'abri des coups soudains d'une crise, introduire peu à peu l'or dans la circulation et préparer sans brusquerie la voie aux réformes plus complètes.

Le parallèle que tente d'établir M. Leroy-Beaulieu entre la situation monétaire de l'Inde anglaise et celle des colonies françaises d'Indo-Chine ne nous paraît pas exact. Il y a, en effet, entre ces deux pays une différence radicale au point de vue de leurs relations commerciales, si bien que des mesures dont les résultats ont été bons chez l'un, seraient d'une efficacité douteuse chez l'autre. Alors que l'Inde voit ses produits tels que le thé, les laines, les peaux, les céréales, les bois se diriger vers les pays à étalon d'or, spécialement l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Indo-Chine commerce, au contraire, avec les pays à étalon d'argent, et surtout la Chine. Dès lors, si l'Etat français fixe la valeur de la piastre, comment s'établira le change avec la Chine où la piastre conserve une valeur variable ? Ne doit-on pas craindre que la hausse du change n'arrête les exportations de l'Indo-Chine vers les régions très peuplées du centre de l'Asie, et que cette fois encore le remède soit pire que le mal ?

On peut approuver, de la part du Gouvernement français, le retrait du cours légal aux monnaies étrangères dans nos possessions indo-chinoises, mais sous réserve que ce ne soit pas là un acheminement vers l'interdiction de la libre frappe de la piastre. La baisse de l'argent est déjà assez profonde pour que, sous prétexte de relever la valeur de la piastre à l'intérieur du pays, on ne lui ferme un de ses plus importants débouchés et on ne lui occasionne, de ce fait, de nouveaux fléchissements.

La conclusion à tirer de l'examen de la situation monétaire du monde, est que l'adoption de l'étalon d'or, loin

d'avoir aidé au développement et à la prospérité des peuples, s'est bien plutôt révélée comme une entrave. Dès longtemps on avait compris que la baisse de l'argent pouvait devenir désastreuse pour les pays producteurs et même consommateurs du métal blanc. « Mais les événements récents ont démontré que les pays à métal jaune en éprouvent un inconvénient tout aussi grave, car toutes les nations sont devenues solidaires vis-à-vis du problème monétaire, tant sont étroits les liens que tissent à travers les frontières l'échange continu des services et des produits (1). »

(1) J. DUMAS. — Op. cit.

TROISIÈME PARTIE

LE BIMÉTALLISME OR ET ARGENT

PAR UNE UNION MONÉTAIRE UNIVERSELLE

CHAPITRE PREMIER

Etude d'un projet de bimétallisme international.

SOMMAIRE. — *Tendances au groupement international pour la solution des problèmes économiques et sociaux. — Les Unions. — La Conférence de Bruxelles sur les sucres. — Exposé du projet bimétalliste : La frappe libre des deux métaux ; le maintien du rapport légal par l'action des Etats confédérés sur la production et la consommation de l'or et de l'argent.*

Sans revenir en détail sur les conséquences économiques de la contraction monétaire et de la baisse de l'argent, il nous paraît cependant utile de rappeler le caractère d'universalité de la crise actuelle. Les efforts tentés pour l'enrayer tels que les droits protecteurs, les primes à la production et à l'exportation, sont restés à peu près inefficaces, parce qu'ils n'ont pas attaqué la vraie cause du mal. Est-ce par ignorance ou par intérêt ?

Dans le secret espoir de fonder leur fortune sur les ruines

des autres, la plupart des gouvernements ont égaré l'opinion publique en cherchant ailleurs que dans la pénurie du numéraire une excuse au malaise des affaires. Ils ont agi isolément, et leur zèle égoïste n'a abouti qu'à de nouvelles souffrances pour les individus. Jusqu'ici aucune action internationale n'a sérieusement été tentée. Est-ce que la question monétaire serait d'une nature si spéciale qu'elle ne puisse être résolue par le commun accord des intéressés?

Au cours du xix^e siècle, la diplomatie s'est exercée dans des domaines très divers à l'entière satisfaction des Etats et des individus. Ce ne sont plus seulement des questions dynastiques ou territoriales, mais aussi de graves problèmes économiques et sociaux qui absorbent son activité. De plus en plus, cette vérité se fait jour, que tout ce qui touche à la vie de l'un quelconque des Etats ne peut plus rester indifférent aux autres. Des Unions internationales se sont ainsi fondées, pour faciliter les relations commerciales entre les peuples, telles sont l'Union postale et télégraphique, l'Union pour la réglementation des transports, etc.

Tout récemment, le 5 mars 1902, a été signée, à Bruxelles, la Convention internationale des sucres, et c'est là un exemple qui montre mieux que tout autre que les difficultés les plus grandes peuvent s'aplanir quand on le veut. Aucune matière ne paraissait en effet aussi rebelle à la réglementation que le régime des sucres, à raison non seulement de la diversité des législations particulières, mais surtout de l'opposition des intérêts. Jusqu'ici, les pays producteurs avaient grevé d'impôts plus ou moins élevés les sucres consommés sur place, tandis qu'ils donnaient des primes aux sucres exportés. Par contre, les pays non producteurs, dans le seul but de créer des ressources importantes à leur budget, majoraient sans cesse les droits de douane pour un objet de première nécessité.

Voici, d'ailleurs, un aperçu des droits de consommation et de douane perçus dans les divers pays.

Pays	Droits de consommation		Droits de douanes	
—	—	—	—	—
France . . .	64 fr.	par 100 kil.	16 fr.	par 100 kil.
Allemagne .	25 »	—	25 »	—
Autriche . .	39 90	—	» »	—
Belgique . .	50 »	—	14 »	—
Hollande . .	56 »	—	» »	—
Russie . . .	28 50	—	» »	—
Espagne . .	100 »	—	» »	—
Etats-Unis .	100 »	—	19 50	—
Canada . . .	» »	—	5 60	—
Inde	» »	—	33 32 (<i>ad valorem</i>)	

A la faveur de mesures aussi incohérentes que dangereuses pour le consommateur, des Sociétés commerciales s'étaient organisées un peu partout, pour monopoliser la production et la vente des sucres. En Allemagne et en Autriche, ces associations appelées *cartels*, étaient devenues très florissantes. Dès lors, on comprend quelle énergie et quelle ténacité les représentants des Puissances ont dû déployer au Congrès de Bruxelles pour arriver à une réglementation uniforme.

La Convention internationale a été signée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Roumanie et la Suède. Les Hautes Parties Contractantes se sont engagées à supprimer toutes primes et à ne pas grever les importations d'un droit supérieur à 6 francs les 100 kilogrammes.

La question des sucres a donc été solutionnée à la satisfaction du plus grand nombre. Pourquoi ne pourrait-il pas en être de même pour la question monétaire, dont l'importance est bien autrement considérable et la nature essen-

tiellement internationale ? « La masse d'or et d'argent qui forme la base et la raison des prix est le patrimoine de l'humanité tout entière. Chaque nation en prend sa part qui diminue ou augmente suivant les vicissitudes des relations commerciales (1). » Il est donc naturel que tous les Etats s'entendent pour régler les conditions d'existence de ce patrimoine commun. C'est là une vérité qui certainement sera comprise un jour par l'opinion publique et les Gouvernements, d'autant mieux que les tendances au groupement et à l'association se révèlent dans les rapports internationaux, sous la poussée de l'exemple donné par les entreprises privées.

Pour éviter les à-coup d'une production laissée libre, des associations se sont un peu partout formées pour maintenir constamment l'offre en rapport avec les besoins de la consommation. Les trusts américains sont ainsi devenus le type des syndicats de producteurs, et les résultats de telles institutions ont été parfois excellents, en évitant l'encombrement du marché et l'avalissement désastreux des prix. Au point de vue spécial des métaux précieux, les Etats auraient certainement profit à imiter les organisations privées en formant un vaste trust pour *contrôler* le marché. Les résultats seraient d'autant plus certains et durables que la force légale, née d'une Convention universelle, écarterait les atteintes de la libre concurrence.

L'idée d'une Union universelle bimétallique est née au moment où la déchéance de l'argent a été telle qu'un retour par quelques Etats au régime de la libre frappe a paru inefficace et dangereux. Vers 1890, MM. de Laveleye et Cernuschi, en Belgique, M. Ed. Théry, en France, se sont faits les apôtres du groupement international contre un

(1) E. DE LAVELEYE : *La Monnaie et le Bimétallisme universel*.

mal international! Est-il besoin de dire que leur opinion fut combattue à la fois par les partisans du monométallisme or et par la plupart des bimétallistes. Les uns traitaient d'utopie le rétablissement de la fonction monétaire de l'argent au moment où la production de l'or, sans cesse croissante, leur paraissait suffisante pour assurer la circulation métallique de tous les peuples ; les autres persistaient à dire que la France devait considérer la question monétaire à un point de vue purement interne et revenir à l'étalon d'argent sans se préoccuper des nations voisines. Depuis cette époque, déjà lointaine, bien des illusions se sont évanouies devant la réalité déconcertante des événements; bien des théories qui paraissaient fondées, ont reçu de cruels démentis. L'anarchie monétaire demeure, et plus que jamais l'effort commun est devenu nécessaire pour la combattre victorieusement.

La condition essentielle pour la bonne réussite de l'union internationale bimétalliste est de grouper la presque unanimité des Etats, afin d'éviter la fuite de l'or dans les pays non adhérents. Ce résultat, une fois acquis, l'entente ne manquerait pas de s'établir, car les obligations qui découleraient de la convention monétaire ne seraient ni lourdes ni nombreuses. On peut les résumer à cinq ou six :

a) *Tous les Etats contractants s'engagent à accorder la libre frappe des deux métaux en quantités illimitées, sur la base d'un rapport légal à prendre dans les environs du rapport commercial ;*

b) *Les Etats producteurs s'engagent à régler, au moins indirectement, par des impôts variables et proportionnels, la production des mines situées chez eux ;*

c) *Les Etats modifieront les coupures des pièces, de manière à favoriser éventuellement l'un ou l'autre métal ;*

d) *Les Etats favoriseront les emplois industriels des deux métaux, ce qui est une bonne condition de stabilité.*

e) *Les Etats s'engagent à ne pas faire des émissions excessives de papier-monnaie, qui viendraient troubler le fonctionnement de l'ensemble ;*

f) *Les Etats établiront un organe central de contrôle.*

Telles sont les bases de l'union bimétalliste internationale. Il nous reste à voir si elles sont assez solides pour assurer le fonctionnement régulier du régime préconisé.

D'abord, aucune atteinte n'est portée à l'indépendance, au crédit public ou aux intérêts vitaux des Etats Confédérés, bien au contraire, l'abondance et la bonne qualité du numéraire devant être profitable à tous. Les signataires ne s'engagent qu'à une seule chose ; accorder la libre frappe à l'or et à l'argent, et leur donner d'après un rapport fixe de valeur, même pouvoir libératoire. Rien de plus, les autres obligations n'étant en somme que des corollaires de celle-ci.

L'union bimétalliste n'innoverait pas en la matière, mais généraliserait à tous les pays l'application d'un système qui a fait ses preuves jadis dans la plupart d'entre eux.

Afin d'éviter les frais considérables d'une refonte générale des monnaies, afin aussi de ne pas changer de vieilles habitudes ou froisser des susceptibilités d'amour-propre national, on laisserait chaque Etat libre de conserver ses types monétaires ; cette faculté aurait au point de vue international l'avantage de conserver la plus grande partie des espèces dans leur pays d'origine, tandis que si un type uniforme était imposé à tous les adhérents, de sérieuses difficultés pourraient s'élever au moment d'une liquidation toujours possible de l'Union.

La seule question vraiment redoutable est la fixation du rapport légal entre l'or et l'argent. Doit-on prendre le rap-

port commercial existant au moment de la création du pacte, ou bien doit-on en fixer un fictif, se rapprochant plus ou moins de celui adopté par l'Union latine. En face de cette alternative, de quelle solution faire choix ? Il semble tout d'abord plus raisonnable de préférer la première, puisque en somme elle n'est que la consécration pour l'avenir d'une situation déjà acquise et réelle. Mais après un examen attentif, on s'aperçoit que la seconde est à la fois plus juste et plus généralement acceptable.

La perspective de supporter des pertes considérables si le rapport de valeur entre l'or et l'argent était élevé à $1/32$ par exemple, risquerait fort d'arrêter les Etats bimétallistes ; ainsi pour la France, il s'agirait au moins d'un milliard et pour les Etats-Unis de trois milliards de francs. Les charges budgétaires sont partout trop lourdes pour permettre un tel surcroît de dépenses, le mieux est donc de s'en tenir au rapport de 1 à 15 $1/2$, ou en tout cas de ne pas s'en écarter sensiblement. D'ailleurs, qu'on ne se hâte pas de dire qu'une telle solution prise en violation des lois économiques, ne pourrait être qu'éphémère. Qu'en sait-on ?

Comme nous l'avons dit bien des fois, la baisse de l'argent est toute artificielle ; que, dans quelques mois, un projet d'Union bimétalliste soit mis à l'étude dans les Chancelleries, que la presse et l'opinion publique s'y montrent favorables, et les cours de l'argent auront tôt fait de remonter.

Aujourd'hui en effet, le marché à terme n'existe à peu près plus pour ce métal : d'une part l'acheteur, escomptant toujours de nouveaux fléchissements n'acquiert que les quantités qui lui sont strictement nécessaires, sans faire jamais aucun approvisionnement ; d'autre part, le vendeur, toujours moins assuré de trouver le placement des quantités disponibles s'en débarrasse à n'importe quel prix pour ne pas supporter inutilement les frais supplé-

mentaires de manutention et la perte de l'intérêt du capital représenté par sa marchandise.

Qu'au contraire ce même vendeur apprenne que, grâce à une entente bimétalliste, la libre frappe de l'argent va être rétablie aux anciennes conditions, il n'offrira plus ses lingots à 80 ou 100 francs le kilogramme, mais attendra de pouvoir les faire monnayer à raison de 218-219 francs le kilogramme. Il est donc raisonnable d'espérer qu'au jour de sa constitution l'Union n'aura pas à créer un rapport fictif mais seulement à constater un rapport réel qui se rapprochera fort de 1 à 15 1/2. Le libre jeu des intérêts privés aura tout naturellement rétabli les positions antérieures et respectives de l'or et de l'argent que des actes d'ordre politique avaient pu seuls détruire.

Le rapport légal des deux métaux étant ainsi fixé au moment du pacte monétaire, les Etats contractants disposeront de moyens efficaces pour le maintenir stable dans l'avenir. A notre avis l'action directe sur la production donnera d'excellents résultats, et c'est là que l'Union aura grand intérêt à prendre modèle sur les organisations syndicales de producteurs. Celles-ci ont mis un frein aux excès dus à la libre concurrence et obtenu, en proportionnant l'offre à la demande une fixité remarquable des prix. Un tel avantage né de l'initiative privée est parfois éphémère, mais il peut devenir durable si on lui accorde la protection légale. Est-ce à dire que l'Union monétaire devrait, pour assurer la pérennité du rapport légal, créer le monopole de l'extraction et de la vente des métaux précieux? Certainement non, et la solution proposée par nous est à la fois plus simple et plus juste.

Les concessions aurifères et argentifères subsistent selon le mode établi par la loi du pays où elles sont situées, mais leurs produits sont frappés d'un impôt progressif.

Il n'y a là aucune violation de droits acquis, mais l'exercice du droit absolu pour l'Etat de modifier à sa convenance l'assiette ou la quotité de l'impôt.

Pour exercer son pouvoir régulateur, la progressivité de l'impôt sur la production doit varier selon le temps et selon les métaux. D'une façon générale, une exploitation minière est d'autant plus grevée que son rendement est plus élevé, mais la quotité du droit perçu doit être déterminée pour chaque exercice monétaire selon la tendance du cours du métal. Qu'un fléchissement des prix s'annonce pour l'argent, par exemple, on majorera les droits afin de ralentir la production et permettre au marché de s'alléger des quantités disponibles.

De telles mesures fiscales seraient acceptées avec joie par les concessionnaires nombreux de mines à faible rendement; désormais la lutte leur deviendrait possible avec des concurrents plus favorisés, puisque la progressivité de l'impôt corrigerait les inégalités naturelles d'abondance ou de pauvreté des gisements.

Ceux mêmes dont les intérêts seraient le plus lésés par le nouveau régime, ne devraient pas lui en tenir rigueur, puisque en retour des sacrifices qu'il leur impose, il les garantit contre les fluctuations et la baisse des prix.

A l'action particulière des Etats producteurs sur la production de l'or et de l'argent, doit se joindre l'action générale de l'Union sur la consommation. On assurera ainsi une parfaite régularité aux cours des deux métaux en maintenant la continuelle harmonie des deux facteurs des prix : l'offre et la demande. Pour ce faire, les moyens sont nombreux. D'abord, les Etats peuvent encourager les emplois industriels des deux métaux, soit en abaissant les droits de douane qui grèvent les objets de provenance étrangère, soit en soutenant, par des achats ou par des primes, la

création d'œuvres d'art ou de grand luxe; l'exemple venant d'en haut aura certainement la plus grande influence sur le sens artistique des masses et le goût du beau.

En second lieu, les Etats pourront modifier les coupures de leur monnaie, de façon à favoriser éventuellement l'un ou l'autre métal. Pareille chose s'est faite en France vers 1860, lorsque le Gouvernement impérial, pour parer aux inconvénients d'une trop grande abondance d'or, émit des pièces de 5,50 et 100 francs. Puisque aujourd'hui c'est l'argent qu'il faut relever, on étendra son rôle du côté de la monnaie de billon, en le substituant peu à peu au nickel et au bronze.

Dès maintenant, certains pays, tels que l'Angleterre, dont le stock de monnaie divisionnaire est insuffisant, peuvent avantageusement l'accroître et, par là, dégager le marché d'une partie notable des quantités disponibles de métal blanc. A l'avenir, les nombreux pays restés au régime du papier-monnaie, comme les Républiques Sud-Africaines, ou à peine civilisés et manquant de numéraire, comme la Chine, absorberont pendant longtemps la totalité de la production de l'or et de l'argent.

Ce ne sont pas là des hypothèses, mais des certitudes. Les Etats confédérés s'engagent, en effet, à ne pas faire d'émission excesssive de papier-monnaie, et, par conséquent, à rétablir ou à conserver une saine circulation monétaire. Cette obligation a donc l'avantage de donner un important et continuél débouché aux deux métaux. En outre, elle assure le fonctionnement régulier de l'Union, en mettant obstacle à l'exode du numéraire des pays à finances avariées vers les pays à finances normales.

Certes, il en coûtera beaucoup à certains Etats de changer leurs habitudes et de résister à la tentation d'émettre follement du papier-monnaie; il faut cependant qu'ils aient

ce courage, dans leur propre intérêt d'abord, parce qu'il les préservera de défaillances toujours graves pour leur prospérité, et aussi dans l'intérêt de la communauté internationale, parce qu'il dissipera toute crainte au sujet de la bonne marche et même de la liquidation de l'Union.

Qu'on se souviene, pour les éviter, des troubles causés à l'Union latine du chef de l'Italie ! D'ailleurs l'organe central de contrôle, composé de tous les représentants des Etats Confédérés et siégeant dans une capitale de second ordre, afin de se soustraire aux influences politiques et surtout aux mouvements révolutionnaires, aura la mission, à la fois assez délicate et très importante, de veiller à l'exécution stricte des obligations du pacte monétaire. Entre autres, elle devra donner des indications sur la production et la consommation de l'or et de l'argent, fixer les droits proportionnels pour la production et surtout signaler les infractions commises. A ce point de vue spécial, la Commission de contrôle devra posséder des pouvoirs très étendus qui pourront aller jusqu'à refuser le cours légal dans toute l'Union aux monnaies d'une Puissance récalcitrante, et, au besoin, après enquête sérieuse et contradictoire, à user du droit d'exclusion à son égard.

CHAPITRE DEUXIÈME

Examen du projet d'union bimétalliste au point de vue théorique.

SOMMAIRE. — *Examen des principales objections théoriques contre le bimétallisme :*

- 1^o C'est le libre jeu de l'offre et de la demande, et non la loi, qui détermine le prix des métaux précieux ;*
- 2^o Il ne peut y avoir qu'une commune mesure des valeurs ;*

3° *Impossibilité de maintenir un lien fixe de valeur entre l'or et l'argent ;*

4° *Le bimétallisme universel mettrait tous les Etats au régime de l'étalon unique le plus déprécié.*

Nombreux sont les Economistes qui pensent qu'en dehors de toutes difficultés matérielles d'exécution, une Union bimétalliste n'est pas possible théoriquement. Son principe essentiel soulève de graves objections, auxquelles nous devons répondre très clairement, afin de dissiper bien des malentendus. Souvent, en effet, nos adversaires ont été induits en erreur par suite d'une application inopportune à la question monétaire d'idées et de théories exactes par ailleurs.

Première objection. — *C'est le libre jeu de l'offre et de la demande, et non la loi, qui détermine le prix des métaux précieux.*

Le rôle de la loi dans la détermination du prix des métaux précieux a donné lieu à deux opinions absolument opposées : l'une prétend que les métaux précieux, à l'instar des autres marchandises, voient leur valeur varier selon les variations de l'offre et de la demande sur le marché ; l'autre soutient que la loi seule crée la valeur de la monnaie.

Ces deux opinions poussées ainsi à l'extrême sont également fausses.

L'influence de l'Etat est certaine sur la valeur des métaux précieux, et, par conséquent, sur la monnaie qu'ils composent ; cette influence s'exerce précisément en conformité avec la loi de l'offre et de la demande. Les plus grands acquéreurs d'or et d'argent sont les Etats, il est

donc naturel qu'ils fassent la loi du marché, absolument comme font à l'égard du fer, de l'acier, du sucre, etc., les grandes compagnies commerciales. Qu'à Paris, par exemple, un négociant offre d'acheter à 20 francs l'hectolitre tout le blé qu'on lui présente, il est certain que le prix du blé sur le marché de Paris ne s'écartera guère de ce prix de 20 francs, car aucun vendeur ne voudra céder sa marchandise à moins et aucun acheteur ne voudra la payer davantage.

Il ne faut donc pas dire que la loi décrète la valeur des métaux précieux et de la monnaie ; mais en ouvrant ou fermant des débouchés à l'or et à l'argent, elle produit des oscillations ou rend la stabilité à leur prix. Comme il a été dit, si l'argent a perdu 60 % de sa valeur, c'est précisément parce que la loi en a interdit la frappe à peu près partout ; cette même loi pourrait donc, en modifiant le régime monétaire actuel, rendre sa valeur à un métal artificiellement déprécié.

Deuxième objection. — *Il ne peut y avoir qu'une commune mesure des valeurs.*

Locke, le premier, a fait cette objection à l'emploi simultané de l'or et de l'argent.

« De même qu'il n'y a qu'une commune mesure des poids et des longueurs, dit-il, il ne peut y avoir qu'une commune mesure des valeurs.

« Il est contraire à la raison et à l'équité de prendre pour commune mesure des valeurs, c'est-à-dire pour monnaie, deux marchandises dont la valeur varie pour chacune d'elles et dont, par conséquent, le rapport de valeur est aussi sans cesse variable. »

L'assimilation que l'on fait entre la mesure des poids et

des longueurs et la mesure des valeurs est absolument fausse. Le mètre est stable parce qu'il n'est pas une marchandise, il sert à mesurer, non à payer ; la monnaie, au contraire, n'est qu'une marchandise d'une espèce spéciale, que l'on livre en échange d'une autre, elle peut donc varier, comme toute marchandise.

En outre, sous un régime bimétalliste, il n'y a pas deux mesures des valeurs, l'une d'argent et l'autre d'or. Les deux métaux, soudés ensemble, au point de vue de leur valeur et de leur pouvoir libérateur, ne forment qu'une seule mesure ; bien plus, loin d'être une cause de variation, cette solidarisation procure une plus grande stabilité. Depuis longtemps, on a reconnu l'influence compensatrice du bimétallisme. Stanley-Jevons l'a mise en lumière dans une comparaison fort juste et très connue.

« Imaginez, dit-il, dans son livre sur la Monnaie, imaginez deux réservoirs d'eau soumis chacun à des variations indépendantes. En l'absence d'un tuyau qui les réunit, le niveau de l'eau, dans chaque réservoir, sera sujet seulement à ses propres fluctuations... Mais, si nous établissons une communication, l'eau, dans les deux réservoirs, prendra un niveau moyen et l'effet de tout excès dans la demande et dans l'offre, se répartira sur la surface entière. La masse des deux métaux, l'or et l'argent, est exactement représentée par ces deux réservoirs, et le tuyau qui les unit est la loi de germinal an xi, qui permet à l'un des deux métaux de prendre la place de l'autre comme monnaie libératoire, d'une façon illimitée ! »

On ne saurait mieux dire : la valeur de la monnaie n'a cessé de varier depuis que les hommes l'emploient. Il n'y a jamais eu, il ne peut y avoir un étalon invariable de la valeur, et si cet étalon n'est composé que d'un métal, il y a des risques pour qu'il varie bien plus que s'il était composé

de deux. La théorie monométalliste est antiscientifique en érigeant, en postulat, l'invariabilité de la valeur de l'or ! Que nous sommes loin de la méthode des *index numbers* pour apprécier les changements incessants du coût des choses !

Troisième objection. — *Impossibilité de maintenir un lien de valeur fixe entre l'argent et l'or.*

L'expérience, presque séculaire, du bimétallisme latin a prouvé, d'une façon péremptoire, la puissance du rapport légal, et vraiment l'on ne comprend guère une telle objection.

Pourquoi, à l'avenir, la même fixité de valeur ne pourrait-elle plus s'obtenir ? l'intérêt particulier, à défaut de tout autre, est une raison suffisante. Tant qu'un vendeur d'argent sera assuré de pouvoir céder sa marchandise à 200 francs le kilogramme, par exemple, à l'Hôtel des Monnaies de Paris, de Berlin ou de Londres, il ne s'en défera pas à un prix moindre.

C'est ce qui a eu lieu pendant la longue période de la libre frappe. Et cependant les conditions économiques étaient alors aussi changeantes qu'elles le sont aujourd'hui. Vers 1860, les découvertes des mines d'or les plus riches ont jeté dans la circulation des centaines de millions de francs en quelques mois, et le pair bimétallique n'a pas changé !

Que de troubles financiers et économiques ont été épargnés au monde, grâce au fonctionnement de la libre frappe de l'Union latine.

Quatrième objection. — *Le bimétallisme universel mettrait tous les Etats contractants au régime de l'étalon unique le plus déprécié.*

L'Ecole libérale, — et c'est l'objection la plus sérieuse, — prétend que le système bimétalliste favorise l'emploi alter-

natif des deux métaux, le métal le plus recherché étant exporté, et le métal le moins recherché prenant sa place. A l'heure actuelle, ce serait l'or qui disparaîtrait et l'argent, métal incommode et lourd, aurait seul en fait le rôle monétaire.

Aristophane disait déjà dans les *Grenouilles* : « Dans notre République, les mauvais citoyens sont préférés aux bons, de même que la mauvaise monnaie circule alors que la bonne se cache ».

Après lui, sir Th. Gresham, conseiller de la reine Elisabeth d'Angleterre, en 1558, a donné une forme plus précise à cette loi qui règle le mouvement de la monnaie en disant « que la mauvaise monnaie chasse la bonne ».

Cet aphorisme qui, dès l'abord, paraît paradoxal, est cependant très juste et très vrai. Lorsque dans un pays deux monnaies sont en circulation, dont l'une a pleine valeur, l'autre est dépréciée, on se servira de la première pour faire les paiements à l'étranger, afin d'éviter les frais de change, ou on la thésaurisera en prévision d'une crise. Dans les deux cas, la mauvaise monnaie restera seule en circulation.

Newton, alors directeur de la Monnaie anglaise, indiquait, en 1717, la raison de ce phénomène et le moyen d'y remédier. « Une livre d'or fin vaut, chez nous 15 livres 6 onces 17 penny 5 grains d'argent fin, ce qui fait qu'on compte la guinée d'or à £ 1.16 en argent, tandis qu'une guinée ne vaut en France que 20 schellings 8 deniers $\frac{1}{2}$, ce qui porte le rapport entre l'or et l'argent à $\frac{1}{14} \frac{1}{4}$ en Europe et à $\frac{1}{15} \frac{1}{2}$ en Angleterre. L'argent évalué plus haut sur le continent y émigrerait. » Pour rappeler l'argent en Angleterre, il fallait diminuer la valeur de la guinée de 10-12 deniers.

Depuis Newton, tous les Etats ont ainsi modifié le poids

ou le titre de la monnaie qui était trop forte et avait tendance à disparaître. Les Etats-Unis l'ont fait au milieu du siècle dernier, quand ils ont porté le rapport de l'or et de l'argent à 1/16. Les Etats de l'Union latine n'ont pas agi autrement, lorsque en 1865, pour conserver la menue monnaie, ils en ont abaissé le titre à 835/1000.

Le bimétallisme universel, en fixant pour l'unanimité ou la presque unanimité des Etats, le rapport de valeur entre les deux métaux a précisément pour résultat d'empêcher le fonctionnement de la loi Gresham et l'alternance de l'emploi des deux monnaies. Newton a dit que si l'or avait en Angleterre le même rapport avec l'argent que dans le reste du monde, il n'y aurait plus aucune tentation d'exporter de l'argent plutôt que l'or dans les autres Etats de l'Europe.

On ne saurait plus exactement poser la question du bimétallisme universel. Il est certain que du jour où, d'après la Convention internationale, l'or et l'argent auront, sous un rapport fixe de valeur, partout le même pouvoir libérateur *légal tender*, personne n'aura plus intérêt à envoyer de l'or plutôt que de l'argent ou réciproquement, d'autant plus que les frais de transport et d'assurance sont à peu près égaux pour les deux métaux : on les compte à 3 ‰ environ de leur valeur intrinsèque.

Basé sur une entente internationale de la presque unanimité des Etats, le bimétallisme devient inattaquable scientifiquement et pratiquement : tous les inconvénients de l'alternance disparaissent, laissant la place aux avantages appréciables, à la stabilité dans la valeur de la monnaie et, par conséquent, des prix. La plupart des monométallistes or, tels que M. Bonamy-Price, en Angleterre, et M. Stoebeer, en Allemagne, se sont rendus à l'évidence de ce raisonnement et pour eux, le bimétal-

lisme universel n'a pas été appliqué à raison seulement de difficultés d'ordre secondaire. Par contre, en France, M. Leroy-Beaulieu, dans son *Traité d'économie politique* et dans plusieurs articles de l'*Economiste français*, prétend que le monde entier passerait, au bout de peu de temps, du régime du double étalon à celui de l'étalon unique du métal le plus déprécié. Voici la raison de ces craintes :

La hausse des prix qui ne manquerait pas de se produire par l'introduction de l'argent comme monnaie légale, aurait pour effet de renchérir le coût de production de l'or. Les machines, les installations, la main-d'œuvre augmentant, les bénéfices diminueraient d'autant et les mines les plus pauvres devraient bientôt être abandonnées. Dès maintenant, beaucoup de mines du Transvaal n'ont qu'une faible teneur d'or (11 grammes par tonne); en outre, dans certaines régions du Rand, il faut, de jour en jour, aller chercher plus profondément les couches aurifères, ce qui rend plus coûteuse l'exploitation. Il est donc à craindre que la moindre hausse des prix de la main-d'œuvre n'entrave l'exploitation d'une grande partie des mines d'or. La conséquence serait que l'argent seul, continuant à être mis en circulation, en chasserait bientôt l'or, qui serait utilisé par l'industrie (orfèvrerie, bijouterie, etc.).

Les explications de M. Leroy-Beaulieu sont intéressantes à plus d'un titre : nous en retenons l'aveu que la production de l'or n'est pas aussi assurée pour l'avenir que les monométallistes le prétendent et c'est pour nous une raison de plus de croire que ce serait folie de n'avoir que ce seul métal pour étalon monétaire.

En outre, les craintes de M. Leroy-Beaulieu nous paraissent superflues pour le moment : La hausse des prix ne serait pas tellement subite et importante qu'elle puisse amener en peu de temps la fermeture de nombreuses

mines d'or; en tout cas, ce ne serait que des plus pauvres, et la production générale ne s'en ressentirait guère; d'autre part, l'emploi de moyens d'extraction nouveaux et plus économiques, contrebalancerait l'accroissement du taux des salaires et de la main-d'œuvre. En outre, précisément dans les régions aurifères, à raison de l'abondance du numéraire, les salaires sont déjà très élevés et il est presque certain que la hausse des prix dans les autres parties du monde n'aurait guère là d'influence.

Enfin, nous estimons que l'emploi industriel de l'or n'est pas si considérable pour qu'il puisse, avant longtemps, absorber les quantités de ce métal actuellement existantes et celles à extraire avant qu'ait lieu la hausse de prix prévue. Et même, si cette éventualité venait à se produire, elle ne serait que de courte durée. L'argent conservant seul la fonction monétaire serait insuffisant et une baisse des prix ne tarderait pas à reparaitre; dès lors, le métal jaune très recherché, serait à nouveau produit avec abondance et bientôt l'équilibre se rétablirait. En tout cas, la réglementation que nous avons proposée pour l'exploitation de mines aurifères et argentifères éviterait, dans une large mesure, ces à-coup de la production, si bien que la loi de Gresham ne pourrait fonctionner d'aucune sorte.

CHAPITRE TROISIEME

Examen du projet bimétalliste au point de vue pratique.

SOMMAIRE. — *Les intérêts que les Etats à monnaie d'or ont dans les pays à monnaie d'argent les amèneront à entrer dans l'Union bimétalliste.*

L'Union bimétalliste est-elle dans les circonstances présentes pratiquement réalisable ? Peut-on espérer que le groupement de la presque unanimité des Etats se fasse pour assurer son fonctionnement régulier et obtenir d'elle les résultats attendus ?

Certainement, ce ne sont ni les quelques Etats monométallistes argent, ni les dix-sept Etats bimétallistes qui refuseront leurs concours et leurs consentements à une œuvre dont ils doivent retirer de si grands avantages. Ce n'est qu'à regret qu'ils ont vu et subi la baisse de l'argent, et depuis, ils n'ont cessé de vouloir le rétablissement d'un régime qui fit jadis leur fortune. Bien plus, la perspective de nouveaux et profonds fléchissements a fait naître chez eux de sérieuses craintes sur l'avenir de leur monnaie blanche. Jusqu'ici, en effet, celle-ci a conservé à l'intérieur du pays sa valeur nominale, mais pourra-t-on maintenir la fiction du rapport légal, si sa valeur commerciale s'amoin-drit encore ; n'y a-t-il pas à redouter que l'or ne fasse prime, ne se cache, ou ne s'enfuie à l'étranger ?

De telles prévisions peuvent se réaliser, car la monnaie blanche ayant perdu dans les relations commerciales internationales plus de la moitié de son pouvoir d'achat, les

pays bimétallistes sont obligés de ne s'y servir que de l'or, et risquent par là de rompre l'équilibre et la bonne composition de leurs stocks monétaires. Entre tous, la France et les Etats-Unis sont intéressés à la réhabilitation de l'argent, à raison des quantités qu'ils ont en circulation et dans les caisses de leurs banques. Quelle ruine ne serait-ce pas pour eux, s'ils devaient un jour démonétiser l'une près de deux milliards de francs, les autres, au moins trois milliards de francs de monnaie blanche !

Aussi ont-ils multiplié leurs tentatives et leurs efforts pour fonder une Union internationale basée sur le double étalon ! Mais jusqu'ici, les Etats monométallistes sont restés inébranlables ! Voudront-ils à l'avenir sacrifier au profit de la majorité un régime établi avec tant de peines et de sacrifices pécuniaires ?

Qu'il nous soit permis de rappeler qu'au même titre que les autres, les Etats monométallistes ont souffert de la persistance de la crise économique due à la baisse de l'argent ! Autant qu'ailleurs, l'opinion publique s'est toujours montrée favorable à la libre frappe des deux métaux... et à notre époque l'opinion publique est une force devant laquelle cèdent l'inertie ou la volonté contraire des gouvernements.

C'est ainsi qu'en 1897, sous la poussée des ligues agricoles et bimétallistes, la plupart des Cabinets, même celui de Berlin, avaient donné leur approbation au projet d'union monétaire présenté par les Etats-Unis. Le *Foreign office* seul a conservé son attitude hostile et intransigeante. Pour l'expliquer, on a dit que l'Angleterre étant le pays le plus créiteur, devait rester monométalliste dans le monde devenu bimétalliste, car elle recevrait ses paiements en or et ferait les siens en argent... d'où pour elle une grande capacité d'achat puis-

qu'elle achèterait tout à bon marché et vendrait tout très cher... « Il faudrait donc, pour qu'elle accepte le bimétallisme, la décider, selon l'expression de M. Yves Guyot, à jeter la moitié de ses créances à la mer. »

De telles raisons seraient péremptoires si elles étaient fondées. Mais on oublie, que l'Angleterre est avant tout une puissance coloniale, et qu'à ce titre elle a plus que toute autre intérêt au relèvement de l'argent. Elle a tenté dans l'Inde d'éviter les fluctuations de numéraire, grâce au régime de la stabilisation de la roupie. Les résultats ont été à peu près satisfaisants à l'intérieur du pays, mais sont restés sans influence à l'extérieur ! Or, l'Inde depuis une trentaine d'années a été dotée de routes, de canaux, de chemins de fer, et de telles entreprises ont nécessité des capitaux considérables qui doivent être rémunérés. Ils le sont d'autant mieux que l'Empire des Indes a donné sa garantie pour le service des intérêts.

Depuis quelques années la garantie fonctionne et grève le budget de la colonie déjà surchargée par le paiement de 100 millions de francs d'intérêts pour une dette publique de 3 milliards. Une telle situation financière a sa répercussion sur la prospérité du pays, à cause de l'élévation des impôts et des droits qu'elle entraîne. Il est même à craindre qu'elle ne devienne, avec la baisse continue de l'argent, de plus en plus précaire et dangereuse. Les capitaux prêtés à l'Etat et aux villes ou engagés dans des entreprises privées appartiennent en majeure partie à des étrangers et spécialement à des Anglais; les intérêts qui les rémunèrent doivent donc être payés en or. Aussi l'Inde au lieu d'envoyer du numéraire qui est rare et coûteux, préfère renvoyer des marchandises en paiement.

Il ne faut pas chercher ailleurs la raison du progrès des exportations; mais loin de voir là une cause de prospérité

nous y voyons, au contraire, une cause de ruine. Dans le commerce international il n'y a pas seulement à considérer ce que l'on donne, mais aussi ce que l'on reçoit en retour. A exporter avec trop d'abondance ses richesses, un pays risque de s'appauvrir et de consumer sa propre substance.

C'est précisément ce qui est à redouter pour l'Inde. Plus le change s'élèvera, plus les exportations deviendront nombreuses dans le seul but d'obtenir l'or nécessaire au service des intérêts ! Il ne restera rien pour l'acquisition des choses utiles au développement industriel et commercial. Aussi, avons-nous la conviction qu'une meilleure compréhension de ses propres intérêts et de ceux de ses sujets, amènera le Gouvernement britannique à accepter le pacte bimétalliste, car de là, dépend l'avenir d'une colonie de tout premier ordre. *

Les autres Etats monométallistes or suivront d'autant mieux l'exemple de l'Angleterre, qu'eux aussi, dans leur œuvre d'expansion coloniale, se heurtent aux mêmes difficultés dues à la seule baisse de l'argent.

CONCLUSION

SOMMAIRE. — *L'Union bimétalliste assurera pour longtemps au monde, une grande tranquillité. La hausse des prix n'est pas un danger ; elle aura lieu graduellement et stimulera l'industrie et le commerce.*

Il nous semble avoir répondu péremptoirement aux objections théoriques et pratiques que l'on adresse au bimétallisme universel. Sa réalisation donnerait certainement au monde une grande tranquillité économique et politique. Ce ne serait pas, bien entendu, une solution éternelle, mais valable jusqu'au jour où de nouvelles transformations économiques rendraient nécessaire la revision du problème (1).

A l'état absolument chaotique du régime monétaire actuel succèderaient l'ordre et la stabilité. Le monométallisme or, a valu au monde un quart de siècle de luttes à outrance et stériles car, selon l'expression si vraie de M. de Bismarck « l'or est devenu une couverture trop étroite, chacun en veut sa part et on se la dispute. » Il est donc temps que le bimétallisme répande à nouveau ses bienfaits. Loin de voir dans l'éventualité d'une hausse géné-

(1) Certains économistes pensent que dans un avenir prochain, la circulation métallique sera remplacée par la circulation fiduciaire (chèques, billets de banque, etc., gagés sur des marchandises et autres objets mobiliers). L'amétallisme mettrait ainsi un terme à la question monétaire. — A notre avis, la circulation fiduciaire sera longtemps à supplanter le numéraire ; d'une part, elle suppose un degré de civilisation auquel ne sont parvenus que quelques pays : de l'autre, malgré le contrôle et la répression, des fraudes fré-

rale des prix, une source de « perturbations économiques » et de « souffrances sociales » nous pensons au contraire que cette hausse est désirable comme un stimulant très vif d'expansion industrielle et commerciale. D'ailleurs, elle ne se produira qu'insensiblement et ne suivra que de loin l'accroissement du numéraire. On oublie trop facilement que si le stock monétaire doublait en quelques années, les prix ne doubleraient pas dans le même laps de temps, parce que d'une part, les quantités de choses échangées, et d'autre part le nombre des contractants augmenteraient eux aussi. En outre, les pays à monnaie de papier ou à monnaie dépréciée absorberaient pendant longtemps le surcroît de métaux précieux extraits pour l'amélioration de leur régime monétaire. Enfin les progrès scientifiques appliqués à l'industrie, en abaissant sans cesse le coût des productions ramèneraient les objets de consommation courante à des prix relativement bas, quoique encore rémunérateurs.

Le principe bimétalliste n'est donc pas, comme certains se plaisent à le dire, nécessairement *inflationniste*. Son seul effet est de rétablir le niveau normal des prix tel qu'il existait avant 1877, et que *l'appréciation* de l'or a seul fait disparaître au grand détriment de tous.

Grâce à la bonne qualité et à l'abondance du numéraire, une vie nouvelle sera donnée aux entreprises de

quentes seront commises, levant toute sécurité aux transactions commerciales. Un effet de commerce n'est que le *signe représentatif* d'une valeur, tandis que le numéraire a, comme métal, sa valeur propre: c'est ce qui lui donne une incontestable supériorité comme *moyen d'échange*. En outre, les coupures monétaires peuvent être de valeur aussi faible que le demandent les besoins des individus: il n'en est pas de même pour les effets de commerce ou les billets de banque. (Coignet. *La Question du Bimétallisme*. Compte rendu de la Société d'Economie politique de Lyon, 1898).

toutes sortes. L'Agriculture assurée de vendre à des conditions plus rémunératrices les produits du sol, n'hésitera pas à mettre à profit les belles découvertes scientifiques et les perfectionnements apportés au matériel agricole. Qu'on ne dise pas que seuls les grands propriétaires fonciers profiteront de l'élévation des prix. Les petits propriétaires et les fermiers eux aussi, auront leur part de bénéfices, car partout et à l'égard de tous, la prospérité engendre la prospérité.

L'industrie et le commerce de leur côté, encouragés par des bénéfices depuis longtemps espérés, se lanceront volontiers dans la voie du véritable progrès. Jusqu'ici, devant l'inanité de leurs efforts, les caractères les mieux doués ont souvent préféré une médiocre oisiveté à la lutte économique. Les capitaux sont restés inactifs dans les caisses des banques de dépôts, alors que, dans d'autres circonstances, ils auraient pu être très heureusement employés à la création de nouvelles entreprises ou à l'amélioration des anciennes.

D'une façon générale, la surproduction n'est pas à craindre, les besoins de l'homme sont si divers et si extensibles, que lorsque la fortune est abondante, sans cesse de nouveaux débouchés se créent et se multiplient. En outre, la colonisation de régions immenses et peuplées assurera, pendant longtemps, un écoulement facile aux objets manufacturés dans la métropole.

La hausse des prix entraînera certainement la hausse des salaires et la question sociale, si aiguë à notre époque, à raison des chômages et de l'insuffisance du gain, sera à moitié résolue lorsque le patron pourra, grâce à des opérations plus lucratives, donner une plus large rémunération au travail. C'est là un des points de vue presque insoupçonnés et cependant fort intéressants de la question moné-

taire. L'ouvrier du xx^e siècle se nourrit, se loge, s'habillement bien mieux que le bourgeois du $xvii^e$, parce que la fortune générale a augmenté. Lorsque, par suite de l'adoption du bimétallisme, la circulation monétaire sera plus abondante, l'ouvrier pourra obtenir une part plus large dans la répartition de la richesse. Or, comme le coût de la vie ne sera pas sensiblement plus élevé qu'à notre époque, à raison de l'abaissement du prix de revient des objets de première nécessité, l'ouvrier gagnant davantage, pourra se procurer une somme plus grande de bien-être.

L'Etat lui-même recueillant avec plus de facilité les impôts, pourra entreprendre des réformes économiques et sociales auxquelles il ne peut songer maintenant. Que d'œuvres d'assistance pour les classes pauvres il lui sera possible de créer et de soutenir ! Que de travaux d'une utilité incontestable il pourra accomplir, non seulement dans la Métropole, mais aussi dans les colonies, pour le plus grand profit de tous !

Il semble donc que le régime bimétalliste n'a que des avantages. Cependant, il faut reconnaître que certains auront à en souffrir. Ainsi les crédits rentiers des Etats et des villes subiront quelques dommages du fait de la hausse générale des prix, puisque le taux de l'intérêt de 3 ou $3\frac{1}{2}\%$ qu'ils touchent maintenant et toucheront après la création de l'Union, ne correspondra plus au loyer normal du capital. Leurs titres perdront de leur valeur, d'autant plus que les entreprises industrielles et commerciales serviront des dividendes plus élevés. D'ailleurs, le mal ne sera pas si grand, car le plus souvent on est non seulement créancier rentier, mais aussi propriétaire foncier, actionnaire ou obligataire de quelques sociétés industrielles ou commerciales, de telle sorte qu'on rattrapera d'un côté ce que l'on perdra de l'autre.

Toutes les transformations économiques atteignent les intérêts de certaines catégories d'individus, est-ce une raison suffisante pour entraver le progrès et empêcher la réalisation d'une institution qui doit assurer le bien-être des masses ? A l'âpreté de la lutte pour un gain devenu illusoire, succédera l'entente, non seulement entre le capital et le travail, mais aussi entre les Nations. Les tarifs protecteurs, imaginés à l'origine de la crise actuelle, s'abaisseront puisqu'ils seront jugés inutiles, et par là les relations commerciales se multiplieront de peuple à peuple. « L'Europe a besoin des produits de l'Amérique et l'Amérique ne peut se passer des produits de l'Europe, aussi les gouvernements, comprenant qu'une solidarité d'intérêts unissait tous les peuples, ont enfin cédé aux idées pacifiques ».

L'Union bimétalliste, avec la prospérité intérieure apportera au monde, pour de longues années, la paix vraiment féconde.

Vu à Lyon, le 4 janvier 1904 :
Le Président du jury de la thèse,
C. BROUILLIET.

Vu à Lyon, le 4 janvier 1904.
Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

PERMIS D'IMPRIMER, Lyon, le 5 janvier 1904.
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université
G. COMPAYRÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLARD. — *La crise et la baisse des prix. — La monnaie.*
— *Bilan politique de la question monétaire internationale.*
— *Praticabilité et nécessité d'une entente internationale bimétalliste.*
— *La question monétaire.*
ALLART. — *La crise agricole.*
ARNAUNÉ. — *La monnaie, le crédit et le change.*
AUPETIT. — *Théorie de la monnaie.*
BAMBERGER (L.). — *Le métal argent à la fin du dix-neuvième siècle.*
BEAURE. — *Théorie et pratique de la Monnaie.*
BOISSEVAIN. — *Le problème monétaire et sa solution.*
BOURGUIN. — *La monnaie mesure de la valeur.*
CASASUS. — *La question de l'argent au Mexique.*
CAUWES. — *Traité d'économie politique.*
CERNUSCHI. — *L'argent réhabilité.*
— *Le pair bimétallique.*
— *Le bimétalliste à 13 1/2.*
— *Le grand procès de l'Union latine.*
COIGNET. — *La question du bimétallisme.* (Compte rendu de la Société d'économie politique de Lyon, 1898.)
CONTENSON (DE). — *L'avilissement de la propriété et la question monétaire.*
CREEL. — *La crise monétaire au Mexique.*
DEL MAR. — *Les systèmes monétaires.*
DENIS. — *La dépression économique.*
DUCHATEIL. — *Nouveau traité d'économie politique et monétaire.*
DUMAS. — *Un nouvel aspect du problème monétaire.*
FEER HERZOG. — *La France et ses alliés monétaires en présence de l'unification universelle des monnaies.*

- FOURNIER DE FLAIX. — *Rapport sur l'enquête monétaire anglaise.*
- FOUGEIROL. — *Conférences sur le bimétallisme.*
- GARNIER (E.-J.). — *Le bimétallisme et l'agriculture.*
- GOSCHEN. — *Théorie des changes étrangers.*
- GUYOT (YVES). — *Cherté et bon marché.*
— *La France et le protectionnisme.*
- HAUSER. — *L'or.*
- HORTON. — *La monnaie et la loi.*
- HOUDARD. — *Le malentendu monétaire.*
- JUGLAR. — *Du change et la liberté d'émission.*
- KAUTSKY. — *La question agraire.*
- LAURIER. — *De la liberté de l'argent.*
- LAVELEYE (DE). — *La monnaie et le bimétallisme international.*
- LEVASSEUR. — *La question de l'or.*
— *Les prix.*
- LEFEVRE. — *La question des changes dans ses rapports avec la crise agricole.*
- LEROY-BEAULIEU. — *Traité d'économie politique.*
- LIMOUSIN. — *Le problème monétaire et la question sociale.*
- MANNEQUIN. — *Altération des monnaies. — Papier-monnaie.*
— *Double étalon.*
- MOLINARI (DE). — *La crise agricole.*
- PILA. — *La question de l'argent à la Conférence de Bruxelles, 1893. (Compte rendu de la Société d'Economie politique de Lyon, 1893).*
- RAFFALOVICH. — *Les crises commerciales et financières depuis 1889.*
— *Le marché financier (années 1892 à 1902).*
— *Le système monétaire.*
- REINACH (TH.). — *Les origines du bimétallisme.*
- SCARZINSKI. — *Le bimétallisme trait d'union international.*
- SCHAW. — *Histoire de la monnaie.*
- SCHOTSMAN. — *L'or et l'argent.*
— *La dépréciation de l'argent.*
- SCULFORT. — *La circulation monétaire en Chine et la baisse de l'argent. (Compte rendu de la Société d'Economie politique de Lyon, 1898).*
- STANLEY-JEVONS. — *La monnaie et le mécanisme de l'échange.*

- Théry (Ed.). — *La crise financière.*
— *La crise des changes.*
— *La réhabilitation de l'argent.*
— *Réponse aux objections formulées contre le bimétallisme.*
Viallate. — *La nouvelle loi monétaire des Etats-Unis.*
Weber. — *La question de l'argent : monométallisme et bimétallisme.*
Wolowski. — *L'or et l'argent.*
— *Enquête sur la question monétaire.*
Zolla (D.). — *La crise agricole.*
-

PÉRIODIQUES

- Annales des sciences politiques.*
Bulletin de la Société des agriculteurs de France.
Bulletin de la Chambre de commerce de Paris.
Bulletin de la Chambre de commerce de Lyon.
Bulletin de la Chambre de commerce française de Milan.
Bulletin de statistique et de législation comparée.
Comptes rendus de la Société d'économie politique de Paris.
Comptes rendus de la Société d'économie politique de Lyon.
(spécialement années 1893-1898).
Economiste français.
Economiste européen.
Journal des Economistes.
Journal de la Société de statistique de Paris.
Revue des Deux-Mondes.
Revue d'économie politique.
Quinzaine coloniale.
Semaine financière du Temps.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — SOMMAIRE : Situation monétaire actuelle. — Ses origines. — La crise de l'argent à la fin du XIX ^e siècle. — Bimétallisme et monométallisme. — Définition. — Le bimétallisme universel.	1
---	---

PREMIÈRE PARTIE

Les origines de la situation monétaire actuelle.

La baisse de l'argent. — Ses origines. — La suspension de la frappe dans les pays de l'Union latine.

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE : L'Union latine. — Sa fondation et son principe. — Mouvement monométalliste or en Allemagne et dans les Etats scandinaves. — La suppression de la libre frappe de l'argent dans les Etats de l'Union latine. — Les premières atteintes de la baisse	15
---	----

CHAPITRE DEUXIÈME

Les événements monétaires de 1878 à 1893.

SOMMAIRE. — La Convention monétaire de 1885 entre les Etats de l'Union latine : Clause de liquidation. — Le Mouvement bimétalliste aux Etats-Unis : Le Bland act et le Sherman act. — Le Mouvement bimétalliste en Angleterre, en Allemagne et en France. — Les Conférences internationales de Paris en 1878, 1881 et de Bruxelles en 1892. — L'act interdisant la libre frappe de l'argent dans l'Inde en 1893. — Abolition aux Etats-Unis du Sherman act. — Nouvelle baisse de l'argent.	21
--	----

CHAPITRE TROISIÈME

Les événements monétaires de 1893 à 1902.

SOMMAIRE. — La Convention de 1897 entre les Etats de l'Union latine. — La défaite du parti bimétalliste aux Etats-Unis et la loi de 1900. — Baisse formidable de l'argent	32
---	----

CHAPITRE QUATRIÈME

Situation monétaire actuelle des principaux Etats.

SECTION PREMIÈRE

§ 1 Situation monétaire des Etats de l'Union latine. Le stock monétaire de la France. Les enquêtes de M. de Foville. Le commerce international.	38
§ 2 Situation monétaire de l'Italie. La crise monétaire due au papier-monnaie. Amélioration et commerce international	43

§ 3	Situation monétaire de la Grèce.	45
§ 4	— de la Belgique	46
§ 5	— de la Suisse	46

SECTION DEUXIÈME

Situation monétaire des principaux Etats de l'Europe autres que ceux de l'Union latine. a). Etats monométal- listes or. — § 1 Allemagne. Réformes monétaires de 1871, ses résultats. Développement économique et commerce international.		47
§ 2	Russie. Réformes monétaires de M. de Witte. Adop- tion du monométallisme or.	49
§ 3	Union scandinave. Réforme monétaire de 1875 . . .	50
§ 4	Angleterre. Commerce extérieur. Projet de protection- nisme.	51
§ 5	Portugal.	52
b) Etats bimétallistes. — § 1 Autriche-Hongrie. Son commerce extérieur		53
§ 2	Bulgarie, Roumanie et Serbie.	53
§ 3	Hollande	54
§ 4	Espagne	54

SECTION TROISIÈME

Situation monétaire des Etats de l'Amérique. a) Etats monométallistes argent ou à monnaie d'argent prépondérante. — § 1 ^{er} Mexique		55
§ 2	Etats de l'Amérique centrale.	56
§ 3	Etats de l'Amérique du Sud.	57
b)	Etat monométalliste or. § 1 Canada.	57
c)	Etat bimétalliste. § 1 ^{er} Etats-Unis. Progrès considérables de leur commerce extérieur.	58

SECTION QUATRIÈME.

Situation monétaire de l'Afrique. a) Etat monométalliste argent ou à monnaie d'argent prépondérante.		
— § 1. Maroc		60
b) Etats monométallistes or. — § 1. Egypte		61
§ 2. Colonie du Cap.		61

SECTION CINQUIÈME.

Situation monétaire de l'Asie. a) Etats monométallistes	
or. — § 1. Japon	61
§ 2. Le Siam	62
b) Etat bimétalliste. — § 1. Inde anglaise.	63
c) Etats monométallistes argent. — § 1. La Chine. Projet	
de réforme monétaire.	64
§ 2. Indo-Chine.	65

SECTION SIXIÈME.

Situation monétaire de l'Océanie.	66
---	----

APPENDICE.

Statistique du stock monétaire des principaux pays . . .	68-69
--	-------

DEUXIÈME PARTIE

Recherches des causes réelles de la situation monétaire actuelle et des inconvénients qu'elle comporte.

CHAPITRE PREMIER

Causes réelles de la situation monétaire actuelle.

SOMMAIRE. — La production respective de l'or et de	
l'argent. — Fixité de la valeur de l'or. — Ses causes.	
— Baisse de l'argent. — Ses causes purement acci-	
dentelles	71

CHAPITRE DEUXIÈME

Inconvénients de la situation monétaire actuelle.

— 1° **La baisse des prix.**

SOMMAIRE. — La contraction monétaire et la baisse des prix. — Monométallisme or et protectionnisme . . . 78

CHAPITRE TROISIÈME

Inconvénients de la situation monétaire actuelle. — 2° Aléas nouveaux introduits dans le commerce international.

SOMMAIRE. — La baisse de l'argent, en amenant la baisse du change, loin de favoriser les pays à monnaie blanche, a retardé leur développement. . . 88

TROISIÈME PARTIE

Le bimétallisme or et argent, par une union monétaire universelle.

CHAPITRE PREMIER

Etude d'un projet de bimétallisme international.

SOMMAIRE. — Tendances au groupement international pour la solution des problèmes économiques et sociaux. — Les Unions. — La Conférence de Bruxelles sur les sucres. — Exposé du projet bimétalliste : la frappe libre des deux métaux ; le maintien du rapport légal par l'action des Etats confédérés sur la production et la consommation de l'or et de l'argent 95

CHAPITRE DEUXIÈME

Examen du projet d'union bimétalliste au point de vue théorique.

SOMMAIRE. — Examen des principales objections théoriques contre le bimétallisme : 1° C'est le libre jeu de l'offre et de la demande, et non de la loi, qui détermine le prix des métaux précieux.	106
2° Il ne peut y avoir qu'une commune mesure des valeurs	107
3° Impossibilité de maintenir un lien fixe de valeur entre l'or et l'argent	109
4° Le bimétallisme universel mettrait tous les Etats au régime de l'étalon unique le plus déprécié.	109

CHAPITRE TROISIÈME

Examen du projet bimétalliste au point de vue pratique.

SOMMAIRE. — Les intérêts que les Etats à monnaie d'or ont dans les pays à monnaie d'argent les amèneront à entrer dans l'Union bimétalliste.	114
--	-----

CONCLUSION

SOMMAIRE. — L'Union bimétalliste assurera pour longtemps au monde, une grande tranquillité. La hausse des prix n'est pas un danger; elle aura lieu graduellement et stimulera l'industrie et le commerce. .	110
Bibliographie.	125
